Texte der Affäre Dreyfus

L´Aurore vom 13. Januar 1898: »J´accuse...« von Émile Zola

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE«  »PAR ÉMILE ZOLA«  »Monsieur le président,  Me permettez-vous, dans ma gratitude pour le bienveillant accueil que vous m'avez fait un jour, d'avoir le souci de votre juste gloire et de vous dire que votre étoile, si heureuse jusqu'ici, et menacée de la plus honteuse, de la plus ineffacable des taches?«  »Vous êtes sorti sain et sauf des basses calomnies, vous avez conquis les coeurs.«  »Vous apparaissez rayonnant dans l'apothéose de cette fête patriotique que l'alliance russe a été pour la France, et vous vous préparez à présider au solenne triomphe de notre Exposition universelle,-  qui couronnera notre grand siècle de travail, de vérité et de liberté.«  »Mais quelle tache de boue sur votre nom - j'allais dire sur votre règne - que cette abominable affaire Dreyfus!«  »Un conseil de guerre vient, par ordre, d'oser acquitter un Esterhazy, soufflet suprême à toute vérité, à toute justice.«  »Et c'est fini, la France a sur la joue cette souillure, l'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a pu etre commis.«  »Puisqu'ils ont osé, j'oserai aussi, moi.«  »La vérité, je la dirai, car j'ai promis de la dire, si la justice, régulièrement saisie, ne la faisait pas, pleine et entière.«  »Mon devoir est de parler, je ne veux pas être complice.«  »Mes nuits seraient hantées par le spectre de l'innocent qui expie là-bas, dans la plus affreuse des tortures, un crime qu'il n'a pas commis. C'est à vous, monsieur le président, que je la crierai, cette vérité, de toute la force de ma révolte d'honnête homme.«  »Pour votre honneur, je suis convaincu que vous l'ignorez. Et à qui donc dénoncerai-je la tourbe malfaisante des vrais coupables, si ce n'est à vous, le premier magistrat du pays? La vérité d'abord sur le procès et sur la condamnation de Dreyfus.«  »Un homme néfaste a tout mené, a tout fait, c'est le colonel du Paty de Clam, alors simple commandant. Il est l'affaire Dreyfus tout entière, on ne la connaîtra que lorsqu'une enquête loyale aura établi nettement ses actes et ses responsabilités. Il apparaît comme l'esprit le plus fumeux, le plus compliqué, hanté d'intrigues romanesques, se complaisant aux moyens des romans-feuilletons, les papiers volés, les lettre anonymes, les rendez-vous dans les endroits déserts, les femmes mystérieuses qui colportent, de nuit, des preuves accablantes.«  »C'est lui qui imagina de dicter le bordereau à Dreyfus; c'est lui qui reva de l'étudier dans une pièce entièrement revetue de glaces; c'est lui que le commandant Forzinetti nous représente armé d'une lanterne sourde, voulant se faire introduire près de l'accusé endormi, pour projeter sur son visage un brusque flot de lumière et surprendre ainsi son crime, dans l'emoi du réveil. Et je n'ai pas à tout dire, qu'on cherche, (et) on trouvera. Je déclare simplement que le commandant du Paty de Clam, chargé d'instruire l'affaire, comme officier judiciaire, est, dans l'ordre des dates et des résponsabilités, le premier coupable de l'effroyable erreur judiciaire qui a été commise.«  »Le bordereau était depuis quelque temps déjà entre les mains du colonel Sandherr, directeur du bureau des renseignements, mort depuis de paralysie générale. Des «fuites» avaient lieu, des papiers disparaissaient, comme il en disparaît aujourd´hui encore; et l´auteur du bordereau était recherché, lorsqu´un *a priori* se fit peu à peu que cet auteur ne pouvait être qu´un officier de l´État-Major, et un officier d´artillerie: double erreur manifeste, qui montre avec quel esprit superficiel on avait étudié ce bordereau, car un examen raisonné démontre qu´il ne pouvait s´agir que d´un officier de troupe. On cherchait donc dans la maison, on examinait les écritures, c´était comme une affaire de famille, un traître à surprendre dans les bureaux mêmes, pour l´en expulser. Et, sans que je veuille refaire ici une histoire connue en partie, le commandant du Paty de Clam entre en scène, dès qu´un premier soupçon tombe sur Dreyfus. À partir de ce moment, c´est lui qui a inventé Dreyfus, l´affaire devient son affaire, il se fait fort de confondre le traître, de l´amener à des aveux complets. Il y a bien le ministre de la Guerre, le général Mercier, dont l´intelligence semble médiocre; il y a bien le chef de l´État-Major, le général de Boisdeffre, qui paraît avoir cédé à sa passion cléricale, et le sous-chef de l´État-Major, le général Gonse, dont la conscience a pu s´accommoder de beaucoup de choses. Mais, au fond, il n´y a d´abord que le commandant du Paty de Clam, qui les mène tous, qui les hypnotise, car il s´occupe aussi de spiritisme, d´occultisme, il converse avec les esprits. On ne croira jamais les expériences auxquelles il a soumis le malheureux Dreyfus, les pièges dans lesquels il a voulu le faire tomber, les enquêtes folles, les imaginations monstrueuses, toute une démence torturante.«  »Ah! Cette première affaire, elle est un cauchemar, pour qui la connaît dans ses détails vrais! Le commandant du Paty de Clam arrête Dreyfus, le met au secret. Il court chez madame Dreyfus, la terrorise, lui dit que, si elle parle, son mari est perdu. Pendant ce temps, le malheureux s´arrachait la chair, hurlait son innocence. Et l´instruction a été faite ainsi, comme dans une chronique du quinzième siècle, au milieu du mystère, avec une complication d´expédients farouches, tout cela basé sur une seule charge enfantine, ce bordereau imbécile, qui n´était pas seulement une trahison vulgaire, qui était aussi la plus impudente des escroqueries, car les fameux secrets livrés se trouvaient presque tous sans valeur. Si j´insiste, c´est qu l´œuf est ici, d´où va sortir plus tard le vrai crime, l´épouvantable déni de justice dont la France est malade. Je voudrais faire toucher du doigt comment l´erreur judiciaire a pu être possible, comment elle est née des machinations du commandant du Paty de Clam, comment le général Mercier, les généraux de Boisdeffre et Gonse ont pu s´y laisser prendre, engager peu leur responsabilité dans cette erreur, qu´ils ont cru devoir, plus tard, imposer comme la vérité sainte, une vérité qui ne se discute même pas. Au début, il n´y a donc de leur part que de l´incurie et de l´inintelligence. Tout au plus, les sent-on céder aux passions religieuses du milieu et aux préjugés de l´esprit de corps. Ils ont laissé faire la sottise.«  »Mais voici Dreyfus devant le conceil de guerre. Le huis clos le plus absolu est exigé. Un traître aurait ouvert la frontière à l´ennemi, pour conduire l´empereur allemand jusqu´à Notre-Dame, qu´on ne prendrait pas des mesures de silence et de mystère plus étroites. La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahison monstrueuses qui indignent l´Histoire, et naturellement la nation s´incline. Il n´y a pas de châtiment assez sévère, elle applaudira à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d´infamie, dévoré par le remords. Est-ce donc vrai, les choses indicibles, les choses dangereuses, capables de mettre l´Europe en flammes, qu´on a dû enterrer soigneusement derrière ce huis clos ? Non ! il n´y a eu, derrière, que les imaginations romanesques et démentes du commandant du Paty de Clam. Tout cela n´a été fait que pour cacher le plus saugrenu des romans-feuilletons. Et il suffit, pour s´en assurer, d´étudier attentivement l´acte d´accusation lu devant le conseil de guerre.«  »Ah ! le néant de cet acte d´accusation ! Qu´un homme ait pu être condamné sur cet acte, c´est un prodige d´iniquité. Je défie les honnêtes gens de le lire, sans que leur cœur bondisse d´indignation et crie leur révolte, en pensant à l´expiation démesurée, là-bas, à l´île du Diable. Dreyfus sait plusieures langues, crime; on n´a trouvé chez lui aucun papier compromettant, crime; il va parfois dans son pays d´origine, crime; il est laborieux, il a le souci de tout savoir, crime; il ne se trouble pas, crime; il se trouble, crime. Et les naîvetés de rédaction, les formelles assertions dans le vide ! On nous avait parlé de quatorze chefs d´accusation: nous n´en trouvons qu´une seule en fin de compte, celle du bordereau; et nous apprenons même que les experts n´étaient pas d´accord, qu´un d´eux, M. Gobert, a été bousculé militairement, parce qu´il se permettait de ne pas conclure dans le sens désiré. On parlait aussi de vingt-trois officiers qui étaient venus accabler Dreyfus de leurs témoignages. Nous ignorons encore leurs interrogatoires, mais il est certain que tous appartenaient aux bureaux de la Guerre. C´est un procès de famille, on est lá entre soi, et il faut s´en souvenir: l´État-Major a voulu le procès, l´a jugé, et il vient de juger une seconde fois.«  »Donc, il ne restait que le bordereau, sur lequel les experts ne s´étaient pas entendus. On raconte que, dans la chambre du conseil, les juges allaient naturellement acquitter. Et, des lors, comme l´on comprend l´obstination désespérée avec laquelle, pour justifier la condamnation, on affirme aujourd´hui l´existence d´une pièce secrète, accablante, la pièce qu´on ne peut montrer, qui légitime tout, devant laquelle nous devons nous incliner, le bon Dieu invisible et inconnaissable. Je la nie, cette pièce, je la nie de toute ma puissance ! Une pièce ridicule, qui, peut-être la pièce où il est question de petites femmes, et où il est parlé d´un certain D... qui devient trop exigeant, quelque mari sans doute trouvant qu´on ne lui payait pas sa femme assez cher ? Mais une pièce intéressante la défense nationale, qu´on ne saurait produire sans que la guerre fût déclarée demain, non, non ! est un mensonge; et cela est d´autant plus odieux et cynique qu´ils mentent impunément, sans qu´on puisse les en convaincre. Ils ameutent la France, ils se cachent derrière sa légitime émotion, ils ferment les bouches en troublant les cœurs, en pervertissant les esprits. Je ne connais pas de plus grand crime civique.«  »Voilà donc, monsieur le président, les faits qui expliquent comment une erreure judiciaire a pu être commise; et les preuves morales, la situation de fortune de Dreyfus, l´absence de motifs, son continuel cri d´innocence, achèvent de le montrer comme une victime des extraordinaires imaginations du commandant du Paty de Clam, du milieu clérical où il se trouvait, de la classe aux «sales juifs», qui déshonore notre époque.«  »Et nous arrivons à l´affaire Esterhazy. Trois ans se sont passés, beaucoup de consciences restent troublées profondément, s´iniquiètent, cherchent, finissent par se convaincre de l´innocence de Dreyfus.  Je ne ferai pas l´historique des doutes, puis de la conviction de M. Scheurer-Kestner. Mais, pendant qu´il fouillait de son côté, il se passait des faits graves à l´État-Major même. Le colonel Sandherr était mort, et le lieutenant-colonel Picquart lui avait succédé comme chef du bureau des renseignements. Et c´est à ce titre, dans l´exercice de ses fonctions, que ce dernier eut un jour entre les mains une lettre-télégramme, adressée au commandant Esterhazy, par un agent d´une puissance étrangère. Son devoir strict était d´ouvrir une enquête. La certitude est qu´il n´a jamais agi en dehors de la volonté de ses supérieures. Il soumit donc ses soupçons à ses supérieurs hiérarchiques, le général Gonse, puis le général Mercier comme ministre de la guerre. Le fameux dossier Picquart, dont il a été tant parlé, n´a jamais été que le dossier Billot, j´entends le dossier qui doit exister encore au ministère de la guerre. Les recherches durèrent de mai à septembre 1896, et ce qu´il faut affirmer bien haut, c´est que le général Gonse était convaincu de la culpabilité d´Esterhazy, c´est que le général de Boisdeffre et le général Billot ne mettaient pas en doute que le bordereau ne fût de l´écriture d´Esterhazy. L´enquête du lieutenant-colonel Picquart avait abouti à cette constatation certaine. Mais l´émoi était grand, car la condamnation d´Esterhazy entraînait inévitablement la revision du procès Dreyfus; et c´était ce que l´État-Major ne voulait à aucun prix.«  »Il dut y avoir là une minute psychologique pleine d´angoisse. Remarquez que le général Billot n´était compromis dans rien, il arrivait tout frais, il pouvait faire la vérité. Il n´osa pas, dans la terreur sans doute de l´opinion publique, certainement aussi dans la crainte de livrer tout l´État-Major, le général de Boisdeffre, le général Gonse, sans compter les sousordres. Puis, ce ne fut là qu´une minute de combat entre sa conscience et ce qu´il croyait être l´intérêt militaire. Quand cette minute fut passée, il était déja trop tard. Il s´était engagé, il était compromis. Et, depuis lors, sa responsabilité n´a fait que grandir, il a pris à sa charge le crime des autres, il est aussi coupable que les autres, il est plus coupable qu´eux, car il a été le maître de faire justice, et il n´a rien fait. Comprenez-vous cela ! voici un an que le général Billot, que les généraux de Boisdeffre et Gonse savent que Dreyfus est innocent, et ils ont gardé pour eux cette effroyable chose ! Et ces gens-là dorment, et ils ont des femmes et des enfants qu´ils aiment !«  »Le lieutenant-colonel Picquart avait rempli son devoir d´honnête homme. Il insistait auprès de ses supérieurs, au nom de la justice. Il les suppliait même, il leur disait combien leurs délais étaient impolitiques, devant le terrible orage qui s´amoncelait, qui devait éclater, lorsque la vérité serait connue. Ce fut, plus tard, le langage que M. Scheurer-Kestner tint également au général Billot, l´adjurant par patriotisme de prendre en main l´affaire, de ne pas la laisser s´aggraver, au point de devenir un désastre public. Non ! le crime éatit commis, l´État-Major ne pouvait plus avouer son crime. Et le lieutenant-colonel Picquart fut envoyé en mission, on l´éloigna de plus en plus loin, jusqu´en Tunisie où l´on voulut même un jour honorer sa bravoure, en le chargeant d´une mission qui l´aurait sûrement fait massacrer avec lui une correspondance amicale. Seulement, il est des secrets qu´il ne fait pas bon d´avoir surpris.«  »À Paris, la vérité marchait, irrésistable, et l´on sait de quelle façon l´orage attendu éclata. M. Mathieu Dreyfus dénonça le commandant Esterhazy comme le véritable auteur du bordereau, au moment où M. Scheurer-Kestner allait déposer, entre les mains du garde des sceaux, une demande en revision du procès. Et c´est ici que le commandant Esterhazy paraît. Des témoignages le montrent d´abord affolé, prêt au suicide ou à la fuite. Puis, tout d´un coup, il paye d´audace, il étonne Paris par la violence de son attitude. C´est que du secours lui était venu, il avait reçu une lettre anonyme l´avertissant des menées de ses ennemis, une dame mystérieuse s´était même dérangée de nuit pour lui remettre une pièce volée à l´État-Major, qui devait le sauver. Et je ne puis m´empêcher de retrouver là le lieutenant-colonel du Paty de Clam, en reconnaissant les expédients de son imagination fertile. Son œuvre, la culpabilité de Dreyfus, était en péril, et il a voulu sûrement défendre son œuvre. La revision du procès, mais c´était l´écroulement du roman-feuilleton si extravagant, si tragique, dont le dénouement abominable a lieu à l´île du Diable ! C´est ce qu´il ne pouvait permettre. Dès lors, le duel va avaoir lieu entre le lieutenant-colonel Picquart et le lieutenant-colonel du Paty de Clam, l´un le visage découvert, l´autre masqué. On les retrouvera prochainement tous deux devant la justice civile. Au fond, c´est toujours l´État-Major qui se défend, qui ne veut pas avouer son crime, dont l´abomination grandit d´heure en heure.«  »On s´est demandé avec stupeur quels étaient les protecteurs du commandant Esterhazy. C´est d´abord, dans l´ombre, le lieutenant-colonel du Paty de Clam qui a tout machiné, qui a tout conduit. Sa main se trahit aux moyens saugrenus. Puis, c´est le général de Boisdeffre, c´est le général Gonse, c´est le général Billot lui- même, qui sont bien obligés de faire acquitter le commandant, puisqu´ils ne peuvent laisser reconnaître l´innocence de Dreyfus, sans que les bureaux de la guerre croulent dans le mépris public. Et le beau résultat de cette croulent dans le mépris public. Et le beau résultat de cette situation prodigieuse est que l´honnête homme, là dedans, le lieutenant-colonel Picquart, qui seul a fait son devoir, va être la victime, celui qu´on bafouera, et qu´on punira. Ô justice, quelle affreuse désespérance serre le cœur ! On va jusq´à dire que c´est lui le faussaire, qu´il a fabriqué la carte-télégramme pour perdre Esterhazy. Mais, grand Dieu ! pourquoi ? dans quel but ? Donnez un motif. Est-ce que celui-là aussi est payé par les juifs ? Le joli de l´histoire est qu´il était justement antisémite. Oui ! nous assistons à ce spectacle infâme, des hommes perdus de dettes et de crimes dont on proclame l´innocence, tandis qu´on frappe l´honneur même, un homme à la vie sans tache ! Quand une société en est là, elle tombe en décomposition.«  »Voilà donc, monsieur le Président, l´affaire Esterhazy: un coupable qu´il s´agissait d´innocenter. Depuis bientôt deux mois, nous pouvons suivre heure par heure la belle besogne. J´abrège, car ce n´est ici, en gros, que le résumé de l´histoire dont les brûlantes pages seront un jour écrites tout au long. Et nous avons dons vu le général de Pellieux, puis le commandant Ravary, conduire une enquête scélérate d´où les coquins sortent transfigurés et les honnêtes gens salis. Puis, on a convoqué le conseil de guerre.«  »Comment a-t-on pu espérer qu´un conseil de guerre déferait ce qu´un conseil de guerre avait fait ?  Je ne parle même pas du choix toujours possible des juges. L´idée supérieure de discipline, qui est dans le sang de ces soldats, ne suffit-elle à infirmer leur pouvoir d´équité ? Qui dit discipline dit obéissance. Lorsque le ministre de la guerre, le grand chef, a établi publiquement, aux acclamations de la représentation nationale, l´autorité de la chose jugée, vous voulez qu´un conseil de guerre lui donne un formel démenti ? Hiérarchiquement, cela est impossible. Le général Billot a suggestionné les juges par sa déclaration, et ils ont jugé comme ils doivent aller au deu, sans raisonner. L´opinion préconçue qu´ils ont apportée sur leur siège, est évidemment celle-ci : «Dreyfus a été condamné pour crime de trahison par un conseil de guerre, il est donc coupable; or nous savons que reconnaître la culpabilité d´Esterhazy, ce serait proclamer l´innocence de Dreyfus.» Rien ne pouvait les faire sortir de là.«  »Ils ont rendu sentence inique, qui à jamais pèsera sur nos conseils de guerre, qui entachera désormais de suspicion tous leurs arrêts. Le premier conseil de guerre a pu être inintelligent, le second est forcément criminel. Son excuse, je le répète, est que le chef suprême avait parlé, déclarant la chose jugée inattaquable, sainte et supérieure aux hommes, de sorte que des inférieurs ne pouvaient dire le contraire. On nous parle de l´honneur de l´armée, on veut que nous l´aimions, la respections. Ah ! certes, oui, l´armée qui se lèverait à la première menace, qui défendrait la terre française, elle est tout le peuple, et nous n´avons pour elle que tendresse et respect. Mais il ne s´agit pas d´elle, dont nous voulons justement la dignité, dans notre besoin de justice. Il s´agit du sabre, le maître qu´on nous donnera demain peut-être. Et baiser dévotement la poignée du sabre, le dieu, non !«  »Je l´ai démontré d´autre part : l´Affaire Dreyfus était l´affaire des bureaux de la guerre, un officier de l´État-Major, dénoncé par ses camarades de l´État-Major, condamné sous la pression des chefs de l´État-Major. Encore une fois, il ne peut revenir innocent sans que tout l´État-Major soit coupable. Aussi les bureaux, par tous les moyens imaginables, par des campagnes de presse, par des communications, par des influences, n´ont-ils couvert Esterhazy que pour perdre une seconde fois Dreyfus. Quel coup de balai le gouvernement républicain devrait donner dans cette jésuitière, ainsi que les appelle le général Billot lui-même ! Où est-il, le ministère vraiment fort et d´un patriotisme sage, qui osera tout y refondre et tout y renouveler ? Que de gens je connais qui, devant une guerre possible, tremblent d´angoisse, en sachant dans quelles mains est la défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de commérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie ! On s´épouvante devant le jour terrible que vient d´y jeter l´affaire Dreyfus, ce sacrifice humain d´un malheureux, d´un «sale juif» ! Ah ! tout ce qui s´est agité là de démence et de sottise, des imaginations folles, des pratiques de basse police, des mœurs d´inquisition et de tyrannie, le bon plaisir de quelques galonnés mettant leur bottes sur la nation, lui rentrant dans la gorge son cri de vérité et de justice, sous le prétexte menteur et sacrilège de la raison d´État !«  »Et c´est un crime encore que de s´être appuyé sur la presse immonde, que de s´être laissé défendre par toute la fripouille de Paris, de sorte que voilà la fripouille qui triomphe insolemment, dans la défaite du droit et de la simple probité. C´est un crime d´avoir accusé de troubler la France ceux qui la veulent généreuse, à la tête des nations libres et justes, lorsqu´on ourdit soi-même l´impudent complot d´imposer l´erreur, devant le monde entier. C´est un crime d´égarer l´opinion, utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu´on a pervertie jusqu´à la faire délirer. C´est un crime d´empoisonner les petits et les humbles, d´exaspérer les passions de réaction et d´intolérance, en s´abitrant derrière l´odieux antisémitisme, dont la grande France libérale des droits de l´homme mourra, si elle n´en est pas guérie. C´est un crime que d´exploiter le patriotisme pour des sabre le dieu moderne, lorsque toute la science humaine est au travail pour l´œuvre prochaine de vérité et de justice.«  »Cette vérité, cette justice, que nous avons si passionnément voulues, quelle détresse à les voir ainsi souffletées, plus méconnues et plus obscurcies ! Je me doute de l´écroulement qui doit avoir lieu dans l´âme de M. Scheurer-Kestner, et je crois bien qu´il finêra par éprouver un remords, celui de n´avoir pas agi révolutionnairement, le jour de l´interpellation au Sénat, en lâchant tout le paquet, pour tout jeter à bas. Il a été le grand honnête homme, l´homme de sa vie loyale, il a cru que la vérité se suffisait à elle-même, surtout lorsqu´elle lui apparaissait éclatante comme le plein jour. À quoi bon tout bouleverser, puisque bientôt le soleil allait luire ? Et c´est de cette sérénité confiante dont il est si cruellement puni. De même pour le lieutenant-colonel Picquart, qui, par un sentiment de haute dignité, n´a pas voulu publier les lettres du général Gonse. Ces scrupules l´honorent d´autant plus que, pendant qu´il restait respectueux de la discipline, ses supérieurs le faisaient couvrit de boue, instruisaient eux-mêmes son procès, de la façon la plus inattendue et la plus outrageante. Il y a deux victimes, deux braves gens, deux cœurs simples, qui ont laissé faire Dieu, tandis que le diable agissait. Et l´on a même vu, pour le lieutenant-colonel Picquart, cette chose ignoble : un tribunal français, après avoir laissé le rapporteur charger publiquement un témoin, l´accuser de toutes les fautes, a fait le huis clos, lorsque ce témoin a été introduit pour s´expliquer et se défendre. Je dis que ceci est un crime de plus et que ce crime soulèvera la conscience universelle. Décidément, les tribunaux militaires se font une singulière idée de la justice.«  »Telle est donc la simple vérité, monsieur le Président, et elle est effroyable, elle restera pour votre présidence une souillure. Je me doute bien que vous n´avez aucun pouvoir en cette affaire, que vous êtes le prisonnier de la Constitution et de votre entourage. Vous n´en avez pas moins un devoir d´homme, auquel vous songerez, et que vous remplirez. Ce n´est pas, d´ailleurs, que je désespère le moins du monde du triomphe. Je le répète avec une certitude plus véhémente : la vérité est en marche et rien ne l´arrêtera. C´est d´aujourd´hui seulement les positions sont nettes : d´une part, les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse; de l´autre, les justiciers qui donneront leur vie pour qu´elle soit faite. Je l´ai dit ailleurs, et je le répète ici : quand une force telle d´explosion, que, le jour où elle éclate, elle fait tout sauter avec elle. On verra bien si l´on ne vient pas de préparer, pour plus retentissant des désastres.«  »Mais cette lettre est longue, monsieur le Président, et il est temps de conclure.  J´accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d´avoir été l´ouvrier diabolique de l´erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d´avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables.  J´accuse le général Mercier de s´être rendu complice, tout au moins par faiblesse d´esprit, d´une des plus grandes iniquités du siècle.  J´accuse le général Billot d´avoir eu entre les mains les preuves certaines de l´innocence de Dreyfus et de les avoir étoufflées, de s´être rendu coupable de ce crime de lèse-humanité et de lèse-justice, dans un but politique et pour sauver l´État-Major compromis.  J´accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse de s´être rendus complices du même crime, l´un sans doute par passion cléricale, l´autre peut-être par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la guerre l´arche sainte, inattaquable.  J´accuse le général de Pellieux et le commandant Ravary d´avair fait une enquête scélérate, j´entends par là une enquête de la plus monstrueuse partialité, dont nous avons, dans le rapport du second, un impérissable monument de naïve audace.  J´accuse les trois experts en écritures, les sieurs Belhomme, Varinard et Couard, d´avoir fait des rapports mensongers et frauduleux, à moins qu´un examen médical ne les déclare atteints d´une maladie de la vue et du jugement.  J´accuse les bureaux de la guerre d´avoir mené dans la presse, particulièrement dans l´*Éclair* et dans l´*Écho de Paris,* une campagne abominable, pour égarer l´opinion et couvrir leur faute.  J´accuse enfin le premier conseil de guerre d´avoir violé le droit, en condamnant un accusé sur une pièce restée secrèts, et j´accuse le seconde conseil de guerre d´avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d´acquitter sciemment un coupable.  En portant ces accusations, je n´ignore pas que je me mets sous le coup des articles 30 et 31 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, qui punit les délits de diffamation. Et c´est volontairement que je m´expose.  Quant aux gens que j´accuse, je ne les connais pas, je ne les ai jamais vus, je n´ai contre eux ni rancune ni haine. Ils ne sont pour moi que des entités, des esprits de malfaisance sociale. Et l´acte que j´accomplis ici n´est qu´un moyen révolutionnaire pour hâter l´explosion de la lumière, au nom de l´humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n´est que le cri de mon âme. Qu´on ose donc me traduire en cour d´assises et que l´enquête ait lieu au grand jour !  J´attends.  Veuillez agréer, monsieur le Président, l´assurance de mon profond respect.  Émile Zola« |  | Herr Präsident,  »Erlauben Sie mir, in meiner Dankbarkeit für den wohlwollenden (warmen) Empfang, den Sie mir einmal gemacht haben, mir Sorgen um Ihren gerechten Ruhm zu machen und Ihnen zu sagen, daß Ihr Stern, so glücklich bis zu diesem Zeitpunkt, bedroht ist von dem schamvollsten (unauslöschlichsten/schmutzigsten) aller Flecken.«  »Sie sind gesund und sicher aus niederen Verleumdungen hervorgegangen, sie haben die Herzen erobert.«  »Sie erscheinen strahlend in der Apotheose (Vergötterung) dieses patriotischen Festes, das die russische Allianz für Frankreich gewesen ist und Sie bereiten sich darauf vor, dem feierlichen Triumph unserer Weltausstellung vorzustehen, die unser großes Jahrhundert der Arbeit, der Wahrheit und der Freiheit krönen wird.«  »Aber welcher Schmutzfleck auf ihrem Namen - ich möchte fast sagen auf ihrer Amtszeit, ist diese abscheuliche Affäre Dreyfus.«  »Ein Kriegsrat ist drauf und dran, es zu wagen, einen Esterhazy freizusprechen, die größte Ohrfeige für jede Wahrheit, für jede Gerechtigkeit.«  »Jetzt ist es zu Ende, Frankreich hat auf seiner Wange diesen Schandflecken, und die Geschichte wird schreiben, daß es unter ihrer Präsidentschaft geschehen ist, daß ein solches soziales Verbrechen begangen werden konnte.«  »Da sie es gewagt haben, werde ich (es) auch wagen.«  »Die Wahrheit, ich werde sie sagen, denn ich habe versprochen, sie zu sagen, wenn die Justiz (Gerechtigkeit), regelrecht in Beschlag genommen, dies nicht macht, und zwar voll und ganz.«  »Meine Pflicht ist zu sprechen, ich will nicht Komplize sein.«  »Meine Nächte wurden heimgesucht vom Gespenst des Unschuldigen, der dort unten in den fürchterlichsten aller Qualen (seinen Geist) sein Leben aushaucht, (er büßt für) ein Verbrechen, das er nicht begangen hat.« (Dreyfus ist gemeint.) »Und es sind Sie, Herr Präsident, dem ich das entgegenschreie, diese Wahrheit, mit aller Kraft meiner Revolte, die die eines Ehrenmannes ist.«  »Zugunsten Ihrer Ehre, so bin ich überzeugt, daß sie (die Wahrheit) nicht wissen. Und wem also soll ich die verbrecherische Menge der wahren Schuldigen eröffnen (benennen), wenn nicht Ihnen, dem ersten Verwalter des Landes? Die Wahrheit nun zuerst über den Prozeß und dann über die Verurteilung von Dreyfus.«  »Ein unheilbringender Mensch hat dies alles gemacht, das ist der Oberst du Paty de Clam, damals einfacher Kommandant. Er ist die Affäre Dreyfus voll und ganz, man (oder wir) wird (werden) sie nicht kennen, bevor eine loyale Untersuchung seine Handlungen und seine Verantwortlichkeiten festgestellt haben wird. Er erscheint wie ein unfaßbarer (nebulöser) Geist (Rauchschleier), denkbar kompliziert, durchtrieben von romanhaften Intrigen, sich der Mittel von Feuilleton-Romanen bedienend, von gestohlenen Papieren, von anonymen Briefen, von Begegnungen an wüsten Orten, mit mysteriösen Frauen, die des Nachts niederschmetternde Beweise kolportieren.«  »Es ist er (du Paty de Clam), der sich das ausgedacht hatte, das Bordereau Dreyfus zuzuschreiben,- es ist er, der davon träumte, das Papier zu untersuchen in einem Zimmer, vollkommen eingekleidet mit Spiegeln, es ist er, den uns der Kommandant Forzinetti vorstellt als mit einer Blendlaterne bewaffnet, der sich zum eingeschlafenen Angeklagten hin anschleichen wollend, um auf sein Gesicht einen plötzlichen Lichtstrahl zu richten und so sein Verbrechen in der Emotion des Erwachens zu überraschen. Und ich muß nicht noch hinzufügen, daß man finden wird, was man sucht. Ich erkläre einfach hiermit, daß der Kommandeur Du Paty de Clam, beauftragt, die Affäre Dreyfus zu untersuchen, als ein Gerichtsoffizier der erste Schuldige dieses fürchterlichen Justizirrtums ist, der hier begangen wurde, und zwar in der Reihenfolge der Daten und Verantwortlichkeiten.«  »Das Bordereau war seit einiger Zeit in den Händen des Colonel Sandherr, Direktor des Büros des Nachrichtendienstes und gestorben an genereller Paralyse (Syphilis), undichte Stellen gab es dann, Papiere verschwanden, so wie heute noch welche verschwinden. Der Autor des Bordereau wurde gesucht. Und es richtete sich nach und nach das a priori ein, daß dieser Autor nur ein Offizier des Generalstabs und ein Offizier der Artillerie sein konnte. Ein doppelter, manifester Irrtum, der zeigt, mit welch´ oberflächlichem Geist man das Bordereau untersucht hat, denn eine vernünftige Untersuchung zeigt, daß es sich nur um einen Offizier der Truppe handeln konnte. Man recherchierte im Haus, untersuchte die Schriftstücke, es war wie eine Angelegenheit der Familie, ein Verräter mußte in den Büros selbst aufgestöbert werden, um ihn auszuschalten. Und ohne daß ich hier eine Geschichte, die teilweise bekannt ist, wiedergeben wollte, betritt der Major du Paty de Clam die Szene, als der erste Verdacht auf Dreyfus fällt. Von diesem Augenblick an ist Dreyfus seine Angelegenheit, die Affäre wird seine Affäre. Er macht sich stark, den Verräter zu überführen, ihn zu einem kompletten Geständnis zu bewegen. Da gibt es zwar auch den Kriegsminister, den General Mercier, dessen Intelligenz mittelmäßig zu sein scheint; und es gibt den Chef des Generalstabes, den General de Boisdeffre, der seiner klerikalen Passion nachgegeben zu haben scheint, und den stellvertretenden Chef des Generalstabes, den General Gonse, dessen Gewissen sich vielen Dingen anpassen konnte. Aber im Grunde gibt es zunächst nur den Major du Paty de Clam, der sie alle anführt, der sie hypnotisiert, denn er beschäftigt sich auch mit Spiritismus und Okkultismus; er unterhält sich mit den Geistern. Man wird niemals glauben, welchen Proben er den unglücklichen Dreyfus unterworfen hat, in welche Fallen er ihn tappen lassen wollte. Seine verrückten Untersuchungsmethoden, seine ungeheuerliche Phantasie, das alles war ein quälender Ausbruch eines irrsinnigen Triebes zu foltern.«  »Ach diese erste Affäre, sie ist ein Alpdruck für jeden, der sie in ihren tatsächlichen Details kennt. Der Major du Paty de Clam verhaftet Dreyfus und hält ihn in geheimer Haft. Er begibt sich zu Madame Dreyfus, terrorisiert sie und sagt ihr, daß ihr Mann verloren sei, wenn sie redet. Etwa zu dieser Zeit war der Unglückliche tobsüchtig vor Verzweiflung und schrie seine Unschuld heraus. Die Untersuchung ist wie nach einer Chronik des 15. Jahrhunderts geführt worden, in der Stille des Geheimnisses, unter Anwendung barbarischer Mittel und das alles auf der Grundlage der kindischen Beschuldigung, die das blöde Bordereau liefert, das nicht nur ein gemeiner Verrat, sondern auch der schamloseste Schwindel ist, denn diese berühmten Geheimnisse, die verraten wurden, waren fast alle ohne Wert. Ich insistiere deshalb darauf, weil wir hier das Ei haben, aus dem später das ganze Verbrechen erwächst, die schreckliche Rechtsverweigerung, unter der Frankreich leidet. Ich möchte sichtbar und fühlbar machen, wie dieser Justizirrtum möglich war, wie er aus den Umtrieben des Majors du Paty de Clam entstand, wie der General Mercier, die Generale de Boisdeffre und Gonse sich haben in die Irre führen lassen und allmählich mitverantwortlich wurden an diesem Irrtum, den sie dann als die heilige Wahrheit, eine unbestreitbare Wahrheit uns aufzwingen zu müssen glaubten. Zu Beginn gab es also bei ihnen nichts als Nachlässigkeit und Einsichtslosigkeit. Allenfalls fühlte man sie dem religiösen Eifer ihrer Umgebung und den Vorurteilen des Korpsgeistes nachgeben. So haben sie die Dummheit geschehen lassen.«  »Dann aber tritt Dreyfus vor das Kriegsgericht. Die strengste Geheimhaltung wird erzwungen. Hätte man nicht die Maßnahmen ergriffen, um die Stille und das Geheimnis zu sichern, hätte der Verräter wohl die Grenzen dem Feinde geöffnet und den deutschen Kaiser bis nach Notre-Dame geführt. Das Volk ist von Schrecken gelähmt, man erzählt sich furchtbare Sachen, spricht von ungeheuerlichen Verrätereien, die ihresgleichen in der Geschichte suchen, und natürlich glaubt man alles. Keine Strafe wäre zu hart, die Nation billigt die öffentliche Degradierung, sie möchte, daß der Schuldige auf seinem Felsen der Schande bleibe und von Gewissensbissen verzehrt wird. Sind sie wahr, diese unsagbaren Dinge, diese gefährlichen Dinge, die Europa in Flammen aufgehen lassen können und die man sorgsamst in dem Geheimnis des Ausschlusses der Öffentlichkeit begraben mußte? Nein! Es gab nichts dahinter als die romantischen und irrsinnigen Phantasien des Majors du Paty de Clam. Das alles geschah nur, um den lächerlichsten Schundroman zu verbergen. Es genügt, um sich davon zu überzeugen, aufmerksam die Anklageschrift zu studieren, die vor dem Kriegsgericht verlesen wurde.«  »Oh, das Nichts (die Leere) dieser Anklageschrift! Daß ein Mann auf dieser Grundlage verurteilt werden konnte, ist ein Gipfel der Ungerechtigkeit. Ich glaube nicht, daß ein ehrlicher Mensch sie lesen kann, ohne sich zu entrüsten und zu empören - im Gedanken an die maßlose Folter unten auf der Teufelsinsel. Dreyfus spreche mehrere Sprachen, ein Verbrechen; man hat bei ihm kein belastendes Papier gefunden - ein Verbrechen; er begab sich manchmal ins Land seiner Vorfahren - ein Verbrechen; er ist arbeitsam, er strebt danach, alles zu wissen - ein Verbrechen; er regt sich nicht auf - ein Verbrechen; er regt sich auf - ein Verbrechen. Und die Naivität der Abfassung und die ins Leere laufenden Behauptungen! Von vierzehn Anklagepunkten wird gesprochen, wir finden aber letztlich nur einen einzigen, jenen, der das Bordereau betrifft; und wir erfahren sogar, daß sich die Experten untereinander nicht einig waren, daß einer von ihnen, Messieur Gobert, von den Militärs unter Druck gesetzt wurde, weil er sich erlaubt hat, nicht zu den gewünschten Schlußfolgerungen zu kommen. Man hat auch von 23 Offizieren gesprochen, die mit ihren Zeugenaussagen Dreyfus belastet hätten. Wir kennen den Wortlaut ihrer Vernehmungen noch nicht, sicher ist aber, daß nicht alle ihn belastet haben; dabei ist anzumerken, daß alle den Büros des Kriegsministeriums angehörten. Es handelt sich also um einen Prozeß der Familie, man ist unter sich und hat nur an eines zu denken: der Generalstab wollte den Prozeß, hat Dreyfus abgeurteilt und hat dieses Urteil soeben ein zweites Mal gesprochen.«  »Es blieb also nur das Bordereau, über das sich die Experten nicht einig geworden sind. Man erzählt, daß die Richter in ihrem Beratungszimmer natürlich bereit waren, den Angeklagten freizusprechen. Heute versichert man, es hätte ein unbedingt belastendes geheimes Dokument gegeben, das man nicht vorzeigen kann und das alles rechtfertige. Vor diesem müssen wir uns beugen wie vor dem unsichtbaren und unbekannten lieben Gott. Ich bestreite es, dieses Beweisstück, ich bestreite es mit meiner ganzen Kraft ! Ja, ein lächerliches Dokument mag es geben, vielleicht eines von denen, wo man von kleinen Frauen spricht und wo von einem gewissen D... die Rede ist, der zu unverschämt wird. Offenbar ein Ehemann, der findet, daß man nicht genug für seine Frau bezahlt. Aber ein Dokument, das die Landesverteidigung angeht, das man nicht vorzeigen könnte, ohne daß der Krieg morgen erklärt würde, nein, das ist eine Lüge. Und das ist um so abscheulicher und zynischer, weil sie ungehemmt lügen dürfen, ohne fürchten zu müssen, daß man sie überführen kann. Sie wiegeln das französische Volk auf und verschanzen sich hinter der legitimen Sorge für das Vaterland, sie unterdrücken die Meinungen, verwirren die Gefühle und verfälschen die Ideen. Ich kenne kein größeres Verbrechen gegen die Gesellschaft.«  »Das sind, Herr Präsident, die Tatsachen, die erklären, wie ein Justizirrtum begangen werden konnte; die moralischen Beweise, die glücklichen Verhältnisse, in denen Dreyfus lebt, das Fehlen von Motiven, sein andauernder Ruf, unschuldig zu sein, führen schließlich dazu, ihn als Opfer der außergewöhnlichen Erfindungsgabe von Oberstleutnant du Paty de Clam zu zeigen, des klerikalen Milieus, in dem er sich befand, als Opfer der Hetze gegen die »dreckigen Juden«, die unsere Epoche entehrt.  »Kommen wir nun zur Affäre Esterhazy. Drei Jahre sind vergangen, viele Gewissen sind tief beunruhigt, suchen die Wahrheit und überzeugen sich schließlich von Dreyfus´ Unschuld.  Ich werde nicht die Entwicklung der Zweifel und der Überzeugung von Scheurer-Kestner beschreiben. Aber während er alleine für sich nachforschte, gab es wichtige Ereignisse im Generalstab selbst. Der Oberst Sandherr starb und der Oberstleutnant Picquart wurde sein Nachfolger als Chef des Nachrichtenbüros. In dieser Stellung und in Ausübung seiner Aufgaben gelangte eines Tages ein Brieftelegramm (Rohrpostbrief) in seine Hände, das von einem Vertreter einer fremden Macht an den Major Esterhazy gerichtet war. Seine Pflicht legte es ihm auf, eine Untersuchung zu eröffnen. Es ist gewiß, daß er niemals gegen den Willen seiner Vorgesetzten gehandelt hat. Er unterbreitet also seine Verdachtsgründe seinen ihm hierarchisch Vorgesetzten, dem General Gonse, dann dem General de Boisdeffre und schließlich dem General Billot, der als Kriegsminister auf den General Mercier gefolgt war. Das berühmte Dossier Picquart, von dem so viel gesprochen wurde, war eigentlich immer nur eine Akte Billot, das heißt, ein von seinem Untergebenen für seinen Minister angefertigtes Dossier, eine Akte, die im Kriegsministerium noch vorhanden sein muß. Die Nachforschungen dauerten von Mai bis September 1896. Man kann nicht genug betonen, daß der General Gonse von der Schuld Esterhazys überzeugt war, daß der General de Boisdeffre und der General Billot keinen Zweifel an dem Bordereau als eine von Esterhazy stammende Schrift hatten. Die Untersuchung des Oberstleutnants Picquart war zu dieser sichern Schlußfolgerung gekommen. Aber die Erregung war groß, denn eine Verurteilung würde unweigerlich die Revision des Dreyfus-Prozesses nach sich ziehen und das war etwas, was der Generalstab um keinen Preis zulassen wollte.«  »Für eine psychologische Minute muß dort damals Panik geherrscht haben. Zu bedenken ist, daß General Billot in keiner Weise vorbelastet war, er war gerade erst neu ins Ministerium gekommen und konnte der Wahrheit zum Durchbruch verhelfen. Er hat es nicht gewagt, zweifelsfrei aus Schrecken vor der öffentlichen Meinung, auch aus Angst, den Generalstab, den General de Boisdeffre, den General Gonse und nicht zuletzt die Untergebenen bloßzustellen. Der Kampf zwischen seinem Gewissen und dem vermeintlichen militärischen Interesse hat da wohl nur einen kurzen Moment gedauert. Als dieser Moment jedoch vorüber war, war es schon zu spät. Er hatte sich festgelegt und kompromittiert. Und seither ist seine Verantwortung immer größer geworden, er hat die Vergehen der anderen auf seine Schultern genommen, er ist ebenso schuldig wie sie, er ist sogar noch schuldiger als sie, denn es stand in seiner Macht, Recht zu sprechen und er hat es nicht getan. Machen Sie sich das klar ! Seit einem Jahr weiß General Billot, wissen die Generäle de Boisdeffre und Gonse, daß Dreyfus unschuldig ist, und sie haben dieses schreckliche Wissen für sich behalten. Diese Leute können ruhig schlafen und haben Frauen und Kinder, die sie lieben!«  »Oberstleutnant Picquart hatte seine Pflicht als Ehrenmann erfüllt. Im Namen des Rechts verteidigte er bei seinen Vorgesetzten die Sache mit Nachdruck. Er beschwor sie sogar und sagte ihnen, wie unklug ihr Zögern war angesichts des drohenden Gewitters, das sich zusammenbraute und das losbrechen mußte, wenn die Wahrheit einmal bekannt geworden sein würde. Später sprach Herr Scheurer-Kestner gegenüber General Billot dieselbe Sprache und beschwor ihn, aus Patriotismus die Sache in die Hand zu nehmen und sie sich nicht so verschlimmern zu lassen, daß daraus ein öffentliches Desaster entstehen konnte. Nein ! das Verbrechen war begangen worden und der Generalstab konnte sein Vergehen nicht mehr eingestehen. Oberstleutnant Picquart wurde auf Mission geschickt und zwar immer weiter von Paris entfernt, bis nach Tunesien, wo man ihn in der Gegend, in der der Marquis de Morès getötet worden war, mit einer Aufgabe beauftragt hat, deren Ausführung ihn in den sichern Untergang getrieben hätte. Er war noch nicht in Ungnade gefallen, General Gonse unterhielt mit ihm sogar noch einen freundschaftlichen Briefwechsel. Aber es gibt Geheimnisse, deren Aufdeckung einem nicht gut bekommt.«  »In Paris schritt indessen die Wahrheit unaufhaltsam voran, und wir wissen, wie das erwartete Gewitter losgebrochen ist. Mathieu Dreyfus hat Major Esterhazy als den wahren Schreiber des Bordereau angezeigt, während sich Herr Scheurer-Kestner anschickte, dem Justizminister einen Antrag auf Wiederaufnahme des Dreyfus-Prozesses zu überreichen. Dann trat Major Esterhazy selbst auf den Plan. Zeugen behaupten, daß er zunächst bestürzt gewesen sei, bereit zum Selbstmord oder zur Flucht. Dann aber wurde er plötzlich frech und überraschte Paris mit der Kühnheit seiner Haltung. Er hatte Hilfe erhalten, ein anonymer Brief hatte ihn vor den Unternehmungen seiner Feinde gewarnt, eine geheimnisvolle Dame hatten ihm nächtens sogar ein im Generalstab gestohlenes Aktenstück übergeben, das ihn retten sollte. Und ich kann es mir nicht verkneifen, hier Major du Paty de Clam an den Hilfsmitteln seiner furchtbaren Phantasie wiederzuerkennen. Sein Werk, die Schuld von Dreyfus, war in Gefahr und er mußte sein Werk mit allen Mitteln bewahren. Die Wiederaufnahme des Prozesses, das war doch gleichbedeutend mit der Auflösung des so extravaganten, so tragischen Schundromans, dessen schreckliches Ende auf der Teufelsinsel spielt! Das konnte er nicht zulassen. Seitdem steht das Duell zwischen Oberstleutnant Picquart und Oberstleutnant du Paty de Clam auf dem Programm, der eine kämpft mit offenem Visier, der andere mit geschlossenem. Beide werden wir demnächst vor einem Zivilgericht wieder antreffen. Im Grunde verteidigt sich der Generalstab immer noch und möchte sein Vergehen, dessen Schande von Stunde zu Stunde größer wird, nicht eingestehen.«  »Man hat sich voller Erstaunen gefragt, wer die Beschützer des Majors Esterhazy waren. Da ist zunächst, im Schatten, der Oberstleutnant du Paty de Clam, der alles angezettelt und gelenkt hat. Seine Hand verrät sich durch die harrsträubenden Mittel; dann finden wir den General de Boisdeffre, den General Gonse und den General Billot persönlich, die ja gezwungen sind, den Major freisprechen zu lassen, da sie unmöglich Dreyfus´ Unschuld zulassen können, ohne daß die Büros des Kriegsministeriums sich der allgemeinen Verachtung aussetzen. Und aus dieser verwunderlichen Lage ergibt sich, daß der ehrbare Mann, der Oberstleutnant Picquart, der als einziger seine Pflicht getan hat, das Opfer sein wird, derjenige, den man anschwärzen und bestrafen wird. Oh, Gerechtigkeit ! Welche furchtbare Verzweiflung bedrückt das Herz ! Man geht soweit zu sagen, daß er den Rohrpostbrief gefälscht hat, um Esterhazy ins Verderben zu stürzen. Aber, großer Gott ! Warum ? Mit welchem Ziel ? Geben Sie einen Beweggrund ! Ist auch Picquart von den Juden bezahlt worden ? Das Schöne an der Geschichte ist, daß er Antisemit war. Ja, wir erleben dieses schändliche Schauspiel : Männer, die tief in Schulden und Verbrechen stecken, werden zu Unschuldigen proklamiert und einen Mann fleckenlosen Lebens greift man in seiner Ehre an. Wenn eine Gesellschaft so tief sinkt, ist sie dem Verfall ausgeliefert.«  »Das also, Herr Präsident, ist die Affäre Esterhazy : ein Schuldiger mußte weißgewaschen werden. Seit beinahe zwei Monaten können wir Stunde für Stunde dieses schöne Geschäft beobachten. Ich fasse mich kurz, denn wir haben es hier im großen und ganzen nur mit einem Abriß der Geschichte zu tun, deren heikelste Seiten eines Tages in voller Länge beschrieben werden müssen. Wir haben General de Pellieux und später Major Ravary eine abgefeimte Untersuchung leiten sehen, in der die Schurken zu Ehrenmännern gewandelt und die ehrlichen Leute beschmutzt wurden. Danach hat man das Kriegsgericht einberufen.«  »Wie konnte man erwarten, daß ein Kriegsgericht das Urteil eines anderen Kriegsgerichts umstoßen würde?  Ich spreche nicht von der immer möglichen Auswahl der Richter. Die hohe Vorstellung von Disziplin, die diese Soldaten im Blut haben, genügt sie nicht allein schon, um ihren Gerechtigkeitssinn abzuschwächen? Wer Disziplin sagt, sagt Gehorsam. Wenn der Kriegsminister selbst, der Oberkommandierende der Armee, einmal öffentlich unter dem Beifall der Abgeordneten der Nationalversammlung die absolute Autorität eines Gerichtsurteils festgesetzt hat, wie soll ihm ein Gerichtsurteil dann ausdrücklich widersprechen, wie soll es ihm ein Dementi entgegenhalten? Hierarchisch gesehen, ist das unmöglich. General Billot hat durch seine Erklärung die Richter beeinflußt, und sie haben auf eine Weise Recht gesprochen, wie sie ins Feld ziehen müssen, ohne Widerrede. Die vorgefaßte Meinung, die sie in die Verhandlung mitgebracht haben, ist selbstverständlich folgende: »Dreyfus wurde von einem Kriegsgericht wegen Hochverrats verurteilt; folglich ist er schuldig, und wir, ein anderes Kriegsgericht, können ihn nicht für unschuldig erklären; wir wissen aber, daß die Schuld von Esterhazy anzuerkennen hieße, die Unschuld von Dreyfus zu verkünden. Von dieser Logik konnte sie nichts abbringen.«  »Sie haben ein widerrechtliches Urteil gefällt, das für immer das Ansehen unserer Kriegsgerichte schädigt und von nun an alle ihre Urteile mit Verdacht schlägt. Das erste Kriegsgericht war vielleicht nicht einsichtig, das zweite ist unausweichlich verbrecherisch. Seine Entschuldigung ist, ich wiederhole es, daß der große Chef die einmal abgeurteilte Sache für unangreifbar, für heilig und über den Menschen stehend erklärt hat. Und dem konnten die Untergebenen nicht widersprechen. Man redet von der Ehre der Armee, man will, daß wir sie lieben, daß wir sie achten. Oh gewiß, wir haben für die Armee nur Liebe und Achtung, denn sie ist das Volk, sie würde sich bei der ersten Drohung in Bewegung setzen und das Vaterland verteidigen. Aber es handelt sich nicht um sie, um deren Ruhm wir in unserem Bedürfnis nach Gerechtigkeit besorgt sind, es handelt sich um den Säbel, den Zwingherrn, den man uns vielleicht morgen geben wird. Und sollen wir lammfromm den Säbelknauf küssen? - Bei Gott ! Nein !«  »An anderer Stelle habe ich folgendes aufgezeigt: Die Dreyfus-Affäre ist eine Angelegenheit des Kriegsministeriums, es geht um einen Offizier des Generalstabs, der von seinen Kameraden angeklagt worden ist. Noch einmal: Dreyfus kann nicht als Unschuldiger zurückkehren, ohne daß der Generalstab schuldig wäre. So haben die Ministerialbüros nur deshalb Esterhazy mit allen erdenklichen Mitteln, mit Pressekampagnen, mit Bekanntmachungen und allen möglichen Einflußnahmen gedeckt, um Dreyfus ein zweites Mal ins Verderben zu stürzen. Oh ! Mit was für einem eisernen Besen müßte die republikanische Regierung doch in diesem »Jesuitenhaufen« durchfegen, wie General Billot selbst den Generalstab nennt. Wo ist er, der wirklich starke, mit einem weisen Patriotismus ausgestattete Minister, der es wagen wird, alles dort umzuwälzen und zu erneuern? Wie viele Leute kenne ich, die vor einem möglichen Krieg zittern, weil sie wissen, in welchen Händen unsere nationale Verteidigung liegt und welches Nest von niedrigen Intrigen, Geschwätz und Verschwendung dieser geheiligte Ort geworden ist, an dem sich das Schicksal unserer Heimat entscheidet! Es graut einem angesichts des schrecklichen Lichts, das die Dreyfus-Affäre darauf geworfen hat, angesichts dieses Menschenopfers, das einen Unglücklichen trifft, einen »schmutzigen Juden«! Ach, was hat sich da an Irrsinn und Dummheit getummelt, verrückte Einbildungen, niedrige Polizeipraktiken, Methoden, die an Inquisition und Tyrannei grenzen, die Willkür einiger Tressenjäger, die die Nation mit ihren Stiefeln treten und ihr ihren Schrei nach Wahrheit und Gerechtigkeit unter dem verlogenen und lästerlichen Vorwand der Staatsräson im Hals ersticken!«  »Ein weiteres Verbrechen ist es, sich auf die Schundpresse gestützt und sich unter den Schutz der Pariser Unterwelt gestellt zu haben, so daß diese Strolche nun frech über das Recht und über die Rechtschaffenheit triumphieren. Es ist ein Verbrechen, jenen, die es hochherzig an der Spitze der freien und gerechten Nationen sehen wollten, vorgeworfen zu haben, sie wollten Frankreich verwirren, während man selbst ein dreistes Ränkespiel anzettelt, um vor der ganzen Welt dem Irrtum zum Durchbruch zu verhelfen. Es ist ein Verbrechen, die öffentliche Meinung irrezuführen, diese Öffentlichkeit, die man bis zum hellen Wahnsinn verdreht hat, für ein Todeswerk zu mißbrauchen. Es ist ein Verbrechen, kleine und einfache Leute zu vergiften, die Leidenschaften des Rückschritts und der Intoleranz aufzustacheln und sich dabei hinter dem gehässigen Antisemitismus zu verbergen, an dem das liberale Frankreich der Menschenrechte zugrunde gehen wird, wenn es nicht von ihm geheilt wird. Es ist ein Verbrechen, den Patriotismus für ein Werk des Hasses zu mißbrauchen, und es ist schließlich ein Verbrechen, den Säbel zum modernen Gott zu machen, während die gesamte menschliche Wissenschaft am Werk der Wahrheit und der Gerechtigkeit arbeitet.«  »Diese Wahrheit, diese Gerechtigkeit, die wir so leidenschaftlich gewollt haben, was für ein Schmerz ist es, sie dermaßen geohrfeigt zu sehen, noch mehr verkannt und verdunkelt denn je ! Ich ahne, was in der Seele von Herrn Scheurer-Kestner vorgehen muß, und ich denke, daß er eines Tages einen Gewissensbiß verspüren wird, nämlich jenen, nicht aufrührerischer gehandelt, nicht sein ganzes Wissen preisgegeben zu haben am Tag der parlamentarischen Anfrage im Senat. Er ist der große ehrenhafte Mann gewesen, das Symbol seines redlichen Lebens, er hat geglaubt, daß die Wahrheit selbst genüge, vor allem, wenn sie klar wie der helle Tag erscheint. Wozu also alles umkrempeln, wenn doch bald die Sonne strahlen sollte? Für diese zuversichtliche Gelassenheit wird er so grausam bestraft. Dasselbe gilt für den Oberstleutnant Picquart, der geleitet von einem hohen Ehrgefühl die Briefe an General Gonse nicht veröffentlichen wollte. Diese Skrupel ehren ihn um so mehr, als er respektvoll die Militärdisziplin bewahrt hat, während seine Vorgesetzten ihn mit Schmutz bewerfen ließen und selbst auf die unerwartetste und beleidigenste Weise den Prozeß gegen ihn eingeleitet haben. Es gibt zwei Opfer, zwei tapfere Männer, zwei einfache Herzen, die Gott walten ließen, während der Teufel handelte. Was Oberstleutnant Picquart betrifft, haben wir sogar noch folgendes gemeine Schauspiel erlebt: Nachdem ein Berichterstatter einen Zeugen öffentlich belastet und ihm alle möglichen Vergehen vorgeworfen hat, hat ein französisches Gericht gerade in dem Moment den Ausschluß der Öffentlichkeit verfügt, als dieser Zeuge aufgefordert wurde, sich zu rechtfertigen. Ich behaupte, daß dies ein weiteres Verbrechen ist und daß es das allgemeine Gewissen aufrütteln wird. Die Militärgerichte haben tatsächlich eine einzigartige Vorstellung von Gerechtigkeit.«  »Das ist also die einfache Wahrheit, Herr Präsident, und sie ist furchtbar. Sie wird eine Befleckung Ihrer Präsidentschaft bleiben. Ich ahne sehr wohl, daß Sie in dieser Affäre keinerlei Möglichkeit der Einwirkung haben, wenn Sie der Gefangene der Verfassung und Ihrer Umgebung sind. Nichtsdestoweniger haben Sie die menschliche Pflicht, an die Sie denken und die Sie erfüllen werden. Ich zweifle übrigens nicht im geringsten am Triumph der Sache Ich habe es anderswo gesagt und ich wiederhole es: Die Wahrheit ist auf dem Vormarsch und nichts wird sie aufhalten. Heute erst beginnt die Affäre, weil heute erst völlig klar geworden ist, wer sich im Gegensatz befindet: auf der einen Seite die Schuldigen, die sich der Gerechtigkeit in den Weg stellen, auf der anderen Seite die Vorkämpfer der Gerechtigkeit, die ihr Leben für den Sieg ihrer Sache einsetzen. Wenn man die Wahrheit eingräbt, so entwickelt sie eine solche Sprengkraft, daß sie an dem Tage, da sie durchbricht, alles zerstört. Man wird noch erfahren, ob man nicht gerade jetzt die Voraussetzungen für den kommenden, in der ganzen Welt widerhallenden Zusammenbruch geschaffen hat.«  »Aber dieser Brief ist lang, Herr Präsident, und es ist Zeit ihn abzuschließen.  Ich klage den Oberstleutnant du Paty de Clam an, das teuflische Werkzeug des Justizirrtums - ich will glauben, der unbewußte - gewesen zu sein, und in der Folge sein verhängnisvolles Werk drei Jahre lang durch die absonderlichsten und sträflichsten Machenschaften verteidigt zu haben.  Ich klage den General Mercier an, sich zum Mitschuldigen an einer der größten Ungerechtigkeiten des Jahrhunderts gemacht zu haben - wenn auch vielleicht nur aus Geistesschwäche.  Ich klage den General Billot an, die sicheren Beweise der Unschuld des Hauptmanns Dreyfus in Händen gehabt zu haben. Indem er diese Beweise unterdrückte, machte er sich der Verbrechen gegen die Menschheit und gegen die Gerechtigkeit aus politischer Berechnung schuldig, um den bloßgestellten Generalstab zu retten.  Ich klage den General de Boisdeffre und den General Gonse an, sich zu Mitschuldigen desselben Verbrechens gemacht zu haben. Der eine ohne Zweifel aus leidenschaftlichem klerikalen Eifer, der andere im Gehorsam gegenüber dem Korpsgeist, der ihm das Kriegsministerium wie ein unangreifbares Heiligtum erscheinen läßt.  Ich klage den General de Pellieux und den Major Ravary an, eine schwachsinnige Untersuchung angestellt zu haben. Ich verstehe darunter eine Untersuchung der ungeheuerlichsten Parteilichkeit, von der wir in dem Bericht des Majors Ravary das unvergängliche Denkmal naiver Unverfrorenheit besitzen.  Ich klage die drei Schriftsachverständigen Belhomme, Varinard und Couard an, lügnerische und betrügerische Gutachten geliefert zu haben, wenn sie nicht durch eine ärztliche Untersuchung für augen- und geisteskrank erklärt werden sollten.  Ich klage das Kriegsministerium an, in der Presse, insbesondere in den Zeitungen »L´Eclaire« und »L´Echo de Paris«, eine ungeheuerliche Propaganda unternommen zu haben, um die öffentliche Meinung irrezuführen und seine Schuld zu verdecken.  Schließlich klage ich das erste Kriegsgericht an, das Recht verletzt zu haben, indem es einen Angeklagten auf Grund eines Dokuments verurteilte, das vor ihm geheim gehalten wurde, und ich klage das zweite Kriegsgericht an, diese Ungesetzlichkeit auf Befehl gedeckt zu haben, indem es seinerseits das Rechtsverbrechen beging, wissentlich einen Schuldigen freizusprechen.  Indem ich diese Anklage erhebe, bin ich mir bewußt, daß ich mich der Verfolgung auf Grund der Artikel 30 und 41 des Pressegesetzes vom 20. Juli 1881 aussetze, das die Vergehen der üblen Nachrede betrifft. Das nehme ich absichtlich auf mich. Was die Leute, die ich anklage, angeht, so kenne ich sie nicht, ich habe sie niemals gesehen, ich habe ihnen gegenüber weder Rachegefühle noch Haß. Sie sind für mich nur Entitäten, Schädlinge der Gesellschaft. Und die Tat, die ich vollbringe, ist nur ein revolutionäres Mittel, um den Durchbruch der Wahrheit und der Gerechtigkeit zu beschleunigen.  Ich kenne nur eine Leidenschaft, die der Aufklärung im Namen der Menschlichkeit, die so viel gelitten hat und die ein Recht auf Glück besitzt. Mein glühender Protest ist nur der Schrei meiner Seele. Wage man es, mich vor das Assisengericht zu bringen, und möge die Erörterung in aller Öffentlichkeit stattfinden.  Ich warte !  Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung meines tiefen Respekts.  Émile Zola« |

Protesterklärungen der Intellektuellen. L´Aurore und Siècle, 14. Januar ff.

»Une Protestation

Les soussignés, protestant contre la violation des formes juridiques au procès de 1894 et contre les mystères qui ont entouré l´affaire Esterhazy, persistent à demander la revision.«

»Eine Protesterklärung

Die Unterzeichneten protestieren gegen die Rechtsbeugung von 1894 und gegen die Heimlichkeiten um die Affäre Esterhazy und fordern weiterhin die Revision.«

15. Januar

»Die Unterzeichner, bestürzt über die begangene Rechtsbeugung im Prozeß Dreyfus von 1894 und über den von Heimlichkeiten umgebenen Prozeß gegen Major Esterhazy, aber dennoch überzeugt, daß die Aufrechterhaltung der Gesetze, die der einzige Schutz des Staatsbürgers in einem freien Land sind, im Interesse der Nation liegt und erstaunt über die gerichtliche Untersuchung gegen Oberstleutnant Picquart und die ihm unterstellten, nicht weniger unrechtmäßigen Ermittlungen, bestürzt über die von den militärischen Autoritäten angewendete juristische Vorgehensweise, fordern die Kammer auf, die Gesetze zum Schutz des Staatsbürgers gegen jegliche Willkür zu verteidigen.«

Unterzeichner: Wissenschaftler, Schriftsteller und Künstler, Schüler der Grandes Écoles, Universitätsprofessoren und Assistenten, Studenten der Rechte und der Medizin, mit zunehmender Dauer auch ausgebildete Juristen. Auffällig viele Ingenieure, Architekten und Pharmazeuten sind darunter. Sehr vielen Namen ist in Klammern ein akademischer Grad beigefügt oder die Zugehörigkeit zu einem Institut (»Mitglied des Institut des France«), ein Ehrentitel (»Mitglied der Ehrenlegion«) oder die Mitgliedschaft in der Académie Française (etwa bei Anatole France) oder der Académie des Sciences (bei Duclaux, dem Direktor des Institut Pasteur) kenntlich gemacht. Es kommen auch Berufsbezeichnungen oder die Mitgliedschaft in einer politischen Gruppierung vor. Mit fortschreitender Dauer häufen sich die Studenten (»licencié«), die ihrem Namen jeweils ihr Fach anfügen.

Offener Brief von Gabriel Monod et al. an Émile Zola. L´Aurore vom 17. Januar 1898

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Monsieur,  Parmi ces jeunes à qui vous faisiez récemment appel, il en est encore, et beaucoup, nous voulons le croire, qui s´efforcent d´aller à l´humanité, à la vérité, à la justice.  Quelques-uns de ceux-là viennent aujourd´hui, de toute leur âme, vous dire merci.«  »Dans les jours sombres que nous traversons, alors que la conscience publique semble impuissante à reconnaitre le vrai, nous aurions pu, nous aussi, trompés par l´erreur, découragés par le trouble de l´heure présente, renier le saint idéal de justice et de vérité auquel nous avions dévoué nos cœurs à notre entrée dans la vie.«  »Mais des hommes d´élite se sont levés, qui, forts des longues années d´une vie noble et pure, fidèles à la religion de la conscience et du devoir, qu´ils ont toujours gardée, nous ont rendu, par leur haute et généreuse parole, le courage et la foi que peut-être nous allions perdre.«  »Vous vous êtes placé, monsieur, par vos plaidoyers si puissants en faveur de la justice outragée, à la tête de ces hommes d´élite, nos guides et nos maitres. Nous adressons à eux tous, en vous, l´expression de notre profonde, de notre ardente reconnaissance. Agréez-la, monsieur, et qu´elle soit votre dédommagement pour toutes les viles attaques qu´il vous faut subir. Les calomnies, les honteuses injures qui vous poursuivent vous seront peut-être moins pénibles si vous êtes assuré qu´il est autour de vous nombre d´âmes que vous avez éclairées, réconfortées, en qui vous avez éveillé, avec « ces haines vigoureuses que doit donner le vice aux âmes vertueuses », le désire ardent de combattre à leur tour le bon combat.«  »Tels étaient les sentiments qui nous animaient après avoir lu l´admirable lettre que vous adressiez, dans l´Aurore, à M. le président de la République. Le seul objet de notre lettre était de venir vous dire notre gratitude passionée, notre profonde sympathie, notre résolution d´être toujours prets à votre appel.  Mais à peine avions-nous pris la plume que nous apprenions avec stupeur l´incarceration du lieutenant-colonel Picquart au Mont-Valérien - son crime étant d´avoir dit la vérité - puis on nous annonçait des poursuites contre vous, et enfin nous pouvions lire dans le journal de M. Méline une menace lancée contre tous ceux qui auraient la tentation de protester contre ce qu´ils croient être une iniquité ! On renouvelle contre le lieutenant-colonel Picquart les mesures illégales prises lors de l´instruction du procès Dreyfus, ajoutant une injustice nouvelle à toutes celles dejà commises. Et puis l´on prétendrait nous fermer la bouche ! C´est la «raison d´Etat» peut-être qui nous defend d´être émus de l´épouvantable martyre que subit un malheureux qui peut être innocent et sa famille entière ? Ah ! honte ! Notre conscience et notre cœur se révoltent, et nous venons protester bien haut, protester de toutes nos forces, de toute notre âme. On veut nous intimider ? Loin de nous réduire au silence, la menace fait elle-même monter les paroles à nos lévres, car cette menace est làche ! Eh quoi ! il se commettra sous nos yeux des faits que nous trouvons odieux, et nous n´aurons pas le droit de le dire ! A quelle époque vivons-nous donc ?!«  »Ce n´est donc pas assez qu´en condamnant le capitaine Dreyfus sur de soi-disant pièces secrètes, on nous ramène à l´epoque des commissions mixtes, ce n´est pas assez que la barbarie du supplice auquel on l´a condamné et qu´il subit encore, nous rappelle les plus affreuses imaginations des inquisiteurs du moyen âge: tout cela n´est pas assez, il faut encore que les spectateurs le trouvent parfait ? C´est un peu trop d´impudence ! Il ne se trouvera donc plus un Pascal pour flageller comme elle le mérite la tourbe qui souille l´Eglise et la France ? Et c´est cette «jesuitière» qui ose encore parler au nom des intérèts de la France - elle à qui nous devons d´entendre l´étranger, même le plus sympathique - dire que la France est pourrie.«  »Et de fait, on pourrait le croire. Nous-mêmes, quand nous avons entendu ces jours-ci des étudiants crier en plain Paris: «Conspuez Zola», nous avons eu le cœur serré et nous sommes dit: «C´est donc vrai qu´elle s´en va notre France, puisque sa jeunesse en est là !» Au siècle dernier quand Voltaire luttait pour réhabilitation de Calas ou Sirven, ce n´était pas seulement les hommes sérieux et éclairés qui se raillient autour de lui, mais les marquis poudrés de l´Œil-de-Bœuf eux-mêmes l´acclamaient. Ce n´est pas, certes, que les courtisans de Versailles eussent beaucoup de cœur, mais en véritables hommes d´épée qu´ils étaient, ils s´intéressaient à toute vaillant, et, bien qu´ils n´éprouvassent aucune sympathie pour les victimes en cause, ils applaudissaient aux coups bien portés. Il en avait, d´ailleurs, toujours été ainsi dans notre France - et surtout dans sa jeunesse. Généreuse avant tout, on l´avait toujours vue soutenir de sa sympathie celui qui payait bravement de sa personne - n´en serait-il plus ainsi maintenant ? Nous voudrions ne pas désepérer; les hommes que nous avons entendus manifester n´ont de jeune que le visage; ils ne sont pas la jeunesse française, ils n´en sont même pas une partie: la vraie jeunesse, honnète et loyale, les renie !«  »Quant à nous, nous en avons assez des làches prétextes de la «raison d´Etat» et de l´odieux sophisme que la «fin justifie les moyens». Nous demandons aussi, comme le président de la Chambre, que tout soit clair et franc. Or, ce qui est clair et indiscutable, c´est que la personne humaine est inviolable et sacrée; qu´aucun intérèt, pas même l´intérèt de l´Etat n´est superieur au droit de l´individu. Et pour ne sachons pas que ce droit soit limité par aucune question de parti ou de secte. «Juif», «catholique» ou «protestant», pèsent à cet égard d´un même poids dans la balance de la justice.  Dons, s´il existe contre le capitaine Dreyfus des preuves de culpabilité, qu´on nous les montre ! Nous ne sommes plus au temps où chacun s´inclinait devant cet argument suprême: «Le Maitre l´a dit», et le «Billot l´a dit» ne nous suffit pas. Nous voulons voir et comprendre - et ce n´est pas notre faute si la parole de ceux qui nous gouvernent est à ce point d´preciée: c´est une mionnaie qu´ils ont eux-mêmes faussée. Elle n´a plus cours - nous voulons des preuves - et, tant qu´on ne nous en donnera pas, nous protesterons avec tous nos énergies et tous nos moyens contre une condamnation barbarie que rien, jusqu´ici, ne justifie. Nous nous rions des menaces et nous acceptons de grand cœur la presécution: quand l´injustice règne, il est glorieux d´être sa victime.  Mieux que personne, monsieur, vous avez éprouvé et vous avez su exprimer ces sentiments et ces pensées; néanmoins nous avons cru devoir venir vous les dire, afin que vous sentiez bien que nous vous suivons dans la lutte courageuse et belle que vous avez entreprise contre le mensonge et l´iniquité.« |  | »Monsieur,  unter den Jungen (den jungen Leuten), an die Sie kürzlich einen Appell gerichtet haben, gibt es welche, und zwar viele, so wollen wir glauben, die nach einem Vorankommen in der Menschlichkeit, der Wahrheit und der Gerechtigkeit streben. Manche von ihnen unternehmen es heute, Ihnen von ganzem Herzen Dank zu sagen.«  »In den dunklen Tagen, die wir durchschreiten, jetzt, da das öffentliche Bewußtsein ohnmächtig scheint, das Wahre zu erkennen, hätten auch wir uns, entmutigt durch die Wirren der gegenwärtigen Stunde, getäuscht durch den Irrtum das heilige Ideal der Gerechtigkeit und der Wahrheit verleugnen können, welchem wir zu Beginn unseres Lebens unser Herz geweiht hatten.«  »Aber Männer der Elite, reich an Jahren eines edlen und reinen Lebens, treu gegenüber der Religion des Gewissens und der Pflicht, die sie immer bewahrt haben, haben sich erhoben und haben uns durch ihr hohes und generöses Wort den Mut und den Glauben zurückgegeben, welche wir im Begriff waren zu verlieren.«  »Sie haben, Monsieur, durch Ihre so mächtige Schrift zur Verteidigung der beleidigten Gerechtigkeit Ihren Platz eingenommen an der Spitze der Männer der Elite, unserer Führer und Meister. Wir richten an alle diese, in Ihnen, den Ausdruck unserer tiefgehenden, unserer brennenden Anerkennung. Bewilligen Sie dies, Monsieur, und die Anerkennung sei Ihre Entschädigung für all´ die widerlichen Angriffe, die Sie erleiden müssen. Die Verleumdungen, die schamlosen Beschimpfungen, die Sie heimsuchen, werden Ihnen vielleicht weniger beschwerlich sein, wenn Sie sich versichert fühlen, daß um Sie herum eine Anzahl von Seelen ist, die Sie erleuchtet, gestärkt und erfüllt haben mit dem »unbändigen Zorn, welchem das Übel den tugendhaften Seelen zuteilwerden lassen muß«, dem brennenden Wunsch, auf ihrem Weg, die gerechte Schlacht zu schlagen.«  »Solchermaßen waren die Gefühle, die uns beseelten, nachdem wir den bewunderungswürdigen Brief gelesen hatten, den Sie in L´Aurore an den Herrn Präsidenten der Republik gerichtet haben. Der einzige Gegenstand unseres Briefes war, Ihnen unsere leidenschaftliche Dankbarkeit auszudrücken, unsere tiefe Sympathie, unseren Entschluß, immer bereit zu sein, wenn Sie uns rufen.  Aber kaum hatten wir die Feder in die Hand genommen, hörten wir von der Inhaftierung von Oberstleutnant Picquart auf dem Mont-Valerien. Sein Verbrechen war, die Wahrheit gesagt zu haben; darauf teilte man uns von der Strafverfolgung gegen Sie mit, und zuletzt konnten wir in der Zeitung von Herrn Méline eine lancierte Drohung gegen all´ diejenigen lesen, welche die Versuchung verspürten, zu protestieren gegen das, wovon sie glauben, daß es eine Ungerechtigkeit sei ! Man erneuert am Oberstleutnant die illegalen Maßnahmen, die ergriffen wurden im Dreyfus-Fall und fügt so den Ungerechtigkeiten, die schon begangen worden sind, eine neue hinzu. Und nun beabsichtigt man, uns den Mund zu stopfen ! Ist es vielleicht die »Staatsräson«, die uns davor schützt, von einem entsetzlichen Opfer ergriffen zu sein, ein Opfer, das ein schreckliches Unglück erleidet und das vielleicht unschuldig ist wie seine ganze Familie? Ah ! Schande ! Unser Verstand und unser Herz begehren auf, und wir werden unablässig protestieren, protestieren mit allen unseren Kräften und mit unserer ganzen Seele. Man will uns einschüchtern? Fern davon, uns zum Schweigen zu bringen, treibt die Drohung selbst uns die Worte auf die Lippen, denn diese feige Drohung ist nun heraus. Ach, es werden Taten unter unseren Augen begangen, die wir für häßlich erachten, und wir sollen nicht das Recht haben, es zu sagen? In welcher Zeit leben wir eigentlich?«  »Nicht genug damit, daß man uns, indem man den Hauptmann Dreyfus aufgrund angeblicher Geheimbeweise zu verbannen, zurückbringt in die Zeit der »gemischten Kommissionen«. Nicht genug damit, daß die Barbarei der Folter, die man eigentlich abgeschafft hat, die er aber immer noch erleidet, in uns die schauderhaftesten Erinnerungen an das Mittelalter wachruft. Alles das ist nicht genug. Gilt es denn noch immer, daß die Gaffer das für tadellos halten ? Das ist zuviel der Frechheit ! Es wird sich wohl kein Pascal mehr finden, den Pöbel zu geißeln, wie er es verdient, der die Kirche und Frankreich besudelt. Es ist diese Jesuiterei, die es wagt, im Namen der Interessen Frankreichs zu sprechen, - sie, der wir es verdanken, das Ausland – selbst das wohlwollendste sagen zu hören, daß Frankreich verdorben sei. «  »Und in der Tat, man könnte es glauben. Uns selbst, als wir vor einigen Tagen die Schreie der Studenten in ganz Paris gehört haben: Verhöhnt Zola ! verschloß sich nur das Herz und wir haben festgestellt: Es ist also tatsächlich wahr, daß es vergeht, unser Frankreich, weil seine Jugend so weit ist. Im vorigen Jahrhundert, als Voltaire für die Rehabilitierung von Calas oder Sirven stritt, waren es nicht bloß die ernsthaften und aufgeklärten Menschen, die sich um ihn versammelten, sondern die gepuderten Marquisen aus dem Œil-de-Bœuf höchstpersönlich (übersetzt eigentlich Bullauge, wohl ein Hohnname für den Hof in Versailles), die Zustimmung zeigten. Es stimmt wahrlich nicht, daß die Höflinge von Versailles viel Mut gehabt hätten, aber, aufrechte Männer des Schwertes, die sie waren, interessierten sie sich für jeden tapferen Kampf, und, obwohl sie keine Sympathie für die Opfer des Falles empfanden, applaudierten sie doch jedem gut geführten Schlag. So war es übrigens immer in unserem Frankreich - und besonders in dessen Jugend. Vor allem sah man sie immer großzügig mit ihrer Zuneigung denjenigen unterstützen, der tapfer mit seiner Person einstand. Sollte es heute nicht mehr so sein? Wir wollen die Hoffnung nicht aufgeben. Die Männer, die wir gehört haben, als sie demonstrierten, haben nichts Junges an sich; sie sind nicht die französische Jugend, sie sind nicht einmal ein Teil davon: wahre Jugend, ehrenhaft und loyal, weist sie zurück!«  »Was uns betrifft, wir haben genug von dem feigen Vorwand der »Staatsräson« und dem gehässigen Sophismus, daß der Zweck die Mittel rechtfertige. Wir fordern wie der Präsident der Kammer, daß alles klar und offenherzig sein möge. Das, was klar und indiskutabel ist, ist, daß die menschliche Person unantastbar und heilig ist; daß kein Interesse, selbst das Interesse des Staates über dem Recht des Individuums steht. Und wir glauben auch nicht, daß das Recht begrenzt sein sollte für irgendeine Partei oder Sekte. »Juden«, »Katholiken« oder »Protestanten« besitzen in dieser Hinsicht dasselbe Gewicht auf der Waage der Justiz.  Also, wenn gegen den Hauptmann Dreyfus Beweise der Schuld existieren, zeige man sie uns. Wir leben nicht mehr in der Zeit, wo jedermann sich vor dem Argument fügte »Der Herr hat gesagt !«, das »der Richtblock [Billot: Wortspiel mit dem Namen des Kriegsministers; d. Verf.] hat gesprochen« genügt uns nicht ! Wir wollen sehen und verstehen - und es ist nicht unser Fehler, wenn das Wort von denen, die uns regieren, an dem niedrigsten Punkt angelangt ist: Es ist ein Kleingeld, welches sie persönlich fälschen ließ. Aber es steht nicht mehr im Kurs. Wir wollen die Beweise und solange man sie uns nicht zeigt, protestieren wir mit all´ unserer Energie und all´ unseren Mitteln gegen eine barbarische Verbannung, welche durch nichts gerechtfertigt ist. Wir spotten den Drohungen und nehmen die Last auf uns: Wenn die Ungerechtigkeit regiert, ist es glorreich, ihr Opfer zu sein.  Besser als irgend jemand sonst, Monsieur, haben Sie es verstanden, diese Gefühle und Gedanken auszudrücken; nichtsdestotrotz haben wir geglaubt, Ihnen das sagen zu müssen, damit Sie spüren, daß wir Sie begleiten im couragierten und großen Kampf, den Sie unternommen haben gegen die Bedroher und die große Ungerechtigkeit.  Edouard-Gabriel Monod; Rudolph Rièder, Student der Wissenschaften; M. Baertschi, Professor der Ecole normale; Henri Stapfer, Student der Rechte; Jean Friedel, Student der Wissenschaften; Henri-Armand Delille, Künstler; Lucien Monod, Freier Denker; Ary Renan; H. Bachellier; J. Raymond-Kœnig, Künstler und Maler; Jean Kœnig, Musiker; Victor Crémien, Referendar der Wissenschaften.« |

»La Petite Republique« vom 19. Januar: Manifest der sozialistischen Abgeordneten.

»... Wir haben gekämpft gegen den Ausschluß der Öffentlichkeit bei der Gesetzgebung. Wir haben gekämpft gegen den Ausschluß der Öffentlichkeit in der Diplomatie, die Frankreich in seinem eigenen Namen das Wissen um das Handeln vorenthält. Wir kämpfen ebenso und nachdrücklich gegen den Ausschluß der Öffentlichkeit von den Militärangelegenheiten, die einer Abschaffung aller Garantien und Kontrollen gleichkommt. .... Die Vorhaben der Reaktion wollen die Verwirrung des Geistes in der gegenwärtigen Stunde ausnutzen, um den Antisemitismus zu einem Mittel der Zerstreuung zu machen und um die Militärmacht über die Republik zu stellen. ... Wir Sozialisten, wir unterscheiden nicht zwischen einem jüdischen und einem christlichen Kapitalismus. Am selben Tag und unter dem gleichen Gesetz wird das Proletariat ausgebeutet, zum Profit der Nation und der Produzenten, vom Juden Rothschild und seinen Banken und Eisenbahnen; vom Geistlichen Chagôt, vom Jesuiten Raille, vom Versöhnler Schneider, in ihren Minen und Hochöfen; in den Hütten von Ressèguier, Motte und Harniel, vom Marquis de Motremart und vom Herzog La Rochefoucauld, denn die weiten Landstriche der Bauern sind noch immer dem Gesetz des Adels unterworfen. Rückständig sind diejenigen, die zwischen den Unterdrückern der Arbeiterklasse und zwischen den Ausbeutern der Arbeit unterscheiden !

Wenn ein Mensch sich vor Ihnen erhebt gegen den jüdischen Kapitalismus, fragen Sie ihn: »Wollen Sie Schneider, Chagôt und La Rochefoucauld ebenso enteignen wie Rothschild? Und wenn er Ihnen sagt: Ja ! dann ist er der Ihrige; wenn er aber sagt: Nein ! oder wenn er nicht antwortet, dann ist er ein miserabler Intrigant, der nicht dem Volk gegen die Feinde dient, sondern der einen privilegierten Partei gegen die andere. Diesen doppeldeutigen Antisemitismus, welcher der höchste Zufluchtsort des bedrohten Kapitalismus ist - Vertreibt ihn !

Zerschlagt auch das monströse, doppelsinnige Militär, das danach strebt, die Feinde der Republik zu ersinnen. Ohne einen wirklichen Verteidigungsfall und allein aufgrund der Armeeehre will die Reaktion das republikanische Frankreich daran gewöhnen, sich zu fügen, wie vor einem unberührbaren Idol, vor der Oligarchie der hohen Chefs des Militärs. Nein, wir verwechseln nicht die nationale Armee, die große Armee, heldenmutig und gesund, gemacht aus dem Fleisch und dem Blut des Volkes, mit den Generalstabsoffizieren, die von den Jesuiten herkommen, und wir übersehen auch nicht, daß die langwährende Feigheit der Zivilgewalt unverantwortlicherweise sich ihnen ausgeliefert hat.

Gegen das Kapital, das Dogma und den Säbel, gruppiert Euch und kämpft bei voller Klarheit für die soziale Republik.«

Unterzeichnet Faberol, Gonjat, Guesde, Jaurrès, Millerand, Toussaint, Vaillant. Es fehlt von den prominenten Führern der Sozialisten nur Jean Allemane, der zuvor einen eigenen Brief an Zola veröffentlicht hatte

Zolas Antwort auf die Anklage wegen Beleidigung. L´Aurore vom 22. Januar 1898

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Réponse à l´Assignation  Lettre à Monsieur le Ministre de la Guerre«  »En réponse à mes accusations contre vous, contre vos pairs et vos subordannés, vous me faisez citer à comparaitre devant le jury de la Seine, le 7 février prochain.  Je serai au rendez-vous.  J´y serai pour un débat loyal, au grande jour.«  »Mais vous n´avez sans doute pas lu mon acte d´accusation, monsieur le ministre. Quelque scribe vous aura dit que j´avais seulement accusé le conseil de guerre « d´avoir rendu une sentence inique », « d´avoir couvert une illégalité, par ordre, en commettant le crime juridique d´acquitter sciemment un coupable. »  Cette affirmation n´aurait pas suffi à besoin de justice. Si j´ai voulu la discussion en pleine lumière, c´est que j´ai désiré faire éclater aux yeux de la France entière la vérité, toute la vérité.  C´est pourqoi j´ai complété les accusations qu´il vous a plu de relever, aux termes de l´acte de l´huissier Dupais, par d´autres accusations non moins claires, non moins décisives.«  »J´ai dit :….«  (Wiederholung der einzelnen Anklagen aus dem Schlußteil von J´accuse, nahezu wörtlich. |  | »Antwort auf die Vorladung  Brief an den Herrn Kriegsminister«  »Als Antwort auf meine Anklage gegen Sie, gegen Ihresgleichen und gegen Ihre Untergebenen, zitieren Sie mich vor das Gericht an der Seine zum kommenden 7. Februar.«  Ich werde Sie treffen.  Ich werde dort sein für eine loyale Auseinandersetzung, an dem großen Tag.«  »Aber Sie haben ohne Zweifel meine Anklageschrift nicht gelesen, Herr Minister. Irgendein Schreiber hat Ihnen gesagt, ich hätte einzig das Kriegsgericht angeklagt, »einen unrechtmäßigen Urteilsspruch gefällt zu haben«, »eine Unrechtmäßigkeit gedeckt zu haben«, durch das Begehen des Justizverbrechens, wissentlich einen Schuldigen freizusprechen.  Diese Behauptung würde meinem Verständnis der Gerechtigkeit nicht genügen. Ich habe die Diskussion in vollem Licht gewollt, weil ich gewünscht habe, daß die Wahrheit ganz vor die Augen Frankreichs komme, die ganze Wahrheit.  Darum habe ich die Anschuldigungen vervollständigt, die Sie erheben, und um andere ergänzt, die nach dem Wort des Gerichtsvollziehers Dupais nicht weniger klar, nicht weniger entscheidend sind.« |

**B - Die Formierung der Revisionsgegner im Januar 1898**

**1 - Die ehemaligen Angehörigen der Pariser Kommune**

L´Intransigeant vom 15. Januar 1898: »Zola Martyr« von Henri Rochefort

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Zola Martyr«,  »Se voyant près de disparaître dans le ridicule, Zola a essayé de se sauver par la violence : l´injure ayant parfois la propriété de remplacer le raisonnement.«  »Ce romancier effaré ressemble aux gens qui, s´étant mis dans un mauvais cas, se décident à en sortir par un duel.«  »En realité, son indignation n´est pas indignée du tout, et il en a posé les expressions une à une, en se disant, à chaque épithète un peu virulente:  « Et maintenant nous allons bien voir si le public refuse encore de me prendre au sérieux ».  Aussi ne comprenons-nous pas de quoi s´est mélé le gouvernement en poursuivant, en homme qui eût été désolé de ne pas être poursuivi !«  »Nous nous étions, nos amis et moi, chargés de clore le bec à ce dreyfusard, et nous n´avions pour cette besogne, d´ailleurs facile, aucun besoin du secours de M. Méline.«  »Mais, après avoir, dans cette affaire Dreyfus, commis tous les impairs imaginables, le ministère ne pouvait conclure que par une suprême bêtise.  Voilà maintenant Zola passé martyr, à d´autant moins de frais qu´il sera peut-être acquitté par le jury, auquel cas les défenseurs du traître auront quasiment le droit de proclamer établies et demontrées toutes les vagues accusations formulées au hasard dans le factum du chantre de Bec-Salé.«  »Il était beaucoup plus simple, et pour lui infiniment plus cruel, de nous laisser continuer à le prier de nous montrer enfin les documents sur lesquels il a basé sa prétendue conviction de l´innocence de son client.  Car n´en doutez pas un instant: Zola a, comme vous et moi, l´absolue certitude que « la victime de la plus épouvantable erreur judiciaire du siècle » est une odieuse canaille dont la trahison ne fait pas le plus léger doute. S´il en était autrement, au lieu de s´epoumoner en injures sans valeur, il s´empresserait de sortir des arguments moins fulgurants, mais plus solides.« |  | »Zola, Märtyrer«  »Sich nahe am Verschwinden in der Lächerlichkeit sehend, hat Zola versucht, sich mit Gewalt zu retten: die Beleidigung hat manchmal die Eigentümlichkeit, das Räsonnement/die Urteilskraft zu ersetzen.«  »Der bestürzte Romanautor ähnelt den Leuten, die, wenn sie sich in eine schlechte Lage gebracht sehen, sich dazu entscheiden, durch ein Duell aus ihr herauszukommen.«  »In Wirklichkeit ist seine Entrüstung überhaupt nicht entrüstet und er hat die Ausdrücke davon eine an die andere gesetzt, indem er sich bei jeder ein bisschen anheizenden Beleidigung sagte:  «Und jetzt werden wir schon sehen, ob es das Publikum immer noch ablehnt, mich ernst zu nehmen.»  Daher verstehen wir nicht, worum sich die Regierung um die Verfolgung eines Mannes kümmert, der untröstlich gewesen wäre, nicht angeklagt zu werden!«  »Wir haben uns darüber gewundert, unsere Freunde und ich, damit beschäftigt, diesem Dreyfusard den Mund zu stopfen, und wir hatten übrigens für dieses Geschäft keinerlei Hilfestellung von M. Méline nötig.«  »Aber, nachdem es alle nur denkbaren Ungeschicklichkeiten begangen hatte in dieser Affäre Dreyfus, konnte das Ministerium sie nur durch die größte Dummheit abschließen.  Nun ist Zola als Märtyrer durch, mit um so weniger Kosten, da er vielleicht durch das Gericht freigesprochen wird, in welchem Falle die Verteidiger des Verräters beinahe das Recht haben werden, als festgestellt und bewiesen alle die vagen Anschuldigungen zu proklamieren, die auf gut Glück in der Schmähschrift des Gesangs der Drecksmäuler formuliert sind.«  »Es war viel einfacher und für ihn unendlich grausamer, uns ihn fortgesetzt darum bitten zu lassen, uns endlich die Dokumente zu zeigen, auf welche er seine angebliche Überzeugung von der Unschuld seines Klienten gegründet hat.  Denn zweifeln Sie nicht einen Augenblick daran : Zola hat wie Sie und ich die absolute Gewißheit, daß »das Opfer des entsetzlichsten Justizirrtums des Jahrhunderts« ein widerwärtiger Schurke ist, dessen Verrat nicht den leisesten Zweifel erzeugt. Wäre er anderer Meinung, würde er sich beeilen, weniger blitzende, als vielmehr solide Argumente herauszubringen, anstatt sich an Schimpfworten ohne Wert den Mund fisselig zu reden.« |

**2 - Einschub: Die politisch organisierten Frontsoldaten**

**3 - Die politisch organisierten Antisemiten**

La Libre Parole vom 6. Februar 1898: »Aux Français« von Édouard Drumont et al.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Aux Français«  »Citoyens,«  »La crise que traverse la France a mis la surexcitation dans tous les esprits.«  »Notre devoir est de faire entendre à ceux qui, de toutes parts, s´adressent à nous, le langage du patriotisme et du bon sens.«  »On ne peut imaginer une œuvre plus scélerate et plus infâme que celle entreprise par le Syndicat juif. Pour arracher à un châtiment trop merité un miserable traitre qui a avoué son crime, il n´a pas eraient d´affoler le pays tout entier et de couvrir d´injures les chefs les plus respectés de notre armée.«  »La population parisienne est confiante dans le jury de la Seine, pour faire justice des insulteurs de l´armée. Elle considérera comme un devoir de demeurer absolument calme, pendant le procès qui va s´ouvrir.«  »Mais le bruit se répand que, pour influencer le jury, l´argent juif, volé aux Français pendant vingt ans de rapines impunies, travaille à provoquer dans le rue et jusque dans le prétoire, des manifestations en faveur des defenseurs du traitre.«  »C´en est assez ! Les agents de l´etranger qui ont organisé cette campagne monstrueuse, véritable complot international, ont eu la Tribune et la Presse à leur disposition ; ils ont eu le Conseil de guerre.«  »Ils n´ont pas produit une preuve, une seule preuve de l´innocence de celui qui avait été regulièrement et justement condamné par ses pairs.  Aujourd´hui, ces même agents, malfaiteurs obstinés, seraient disposés à seconder des manœuvres ayant pour effet de troubler la paix publique et la conscience des juges.  La population honnête et patriote de Paris ne supporterait pas de telles provocations. Elle fera elle-même sa police. Si le gouvernement persiste à ne pas appliquer les lois, sans distinction de classe ni de parti, à tous ceux qui menacent la sûreté de l´Etat à l´interieur et à l´exterieur, la population prendra souci de sa propre défense.  Depuis que cet audacieux complot se déroule, les affaires sont suspendues, les interêts souffrent, les esprits sont troublés et l´inquiétude gagne tout le monde.  Il est temps que cette agitation scandaleuse prenne fin et que la volonté du pays soit affirmée.  La France veut la justice, mais elle veut aussi avant tout, dans la paix et dans la liberté, rester maîtresse d´elle-même.  Elle ne subira jamais les pressions outrageantes de Juifs étrangers qui, après nous avoir pris notre argent, veulent attenter à l´honneur national.  Elle veut la Republique honnête et la Patrie affranchie du joug des cosmopolites, des corrupteurs, des agioteurs et des espions.«  »VIVE LA FRANCE AUX FRANÇAIS !«  »Édouard DRUMONT, Président d´honneur de la Ligue Antisémitique de France.  Georges THIÉBAUD, Président du Comité Republicain Nationaliste.  L. GAZON, Président de l´Union des Républicains, patriotes, socialistes et revisionnistes.  Jules GUÉRIN, Delégué général de la Ligue Antisémitique de France.  DUBUC, Président de la Jeunesse Antisémite.  E. BIARD, Secrétaire général de l´Union socialiste indépendente.  H. DORFEUIL, E. BORNET, Délégués de la Solidarité ouvrière, Socialiste, Antisémite.  Et al.« |  | »An die Franzosen«  »Bürger«  »Die Krise, die Frankreich durchmacht, hat alle Geister mit großer Aufregung erfüllt.«  »Unsere Pflicht ist es, denjenigen, die sich von allen Seiten an uns richten, die Sprache des Patriotismus und des gesunden Menschenverstandes, vernehmlich/verständlich zu machen.«  »Man kann sich kein schändlicheres und infameres Werk vorstellen, als dieses Unternehmen des jüdischen Syndikats. Es (das Syndikat) scheut nicht, das ganze Land zu verwirren und die Beschimpfungen der ehrenhaftesten Chefs unserer Armee zu decken, um den miserablen Verräter, der sein Verbrechen zugegeben hat, aus der mehr als verdienten Züchtigung/Strafe herauszuhauen.«  »Die Pariser Bevölkerung hat volles Vertrauen in das Gericht an der Seine, daß es Recht über die Beleidiger der Armee spreche. Sie wird es als eine Pflicht betrachten, sich absolut ruhig zurückzuhalten, solange sich der Prozeß konstituiert.«  »Aber das Gerücht verbreitet sich, daß, um das Gericht zu beeinflussen, das jüdische Geld, den Franzosen während zwanzig Jahren durch ungestraften Diebstahl entwendet, arbeitet, um auf den Straßen und bis in den Gerichtssaal hinein Demonstrationen zugunsten der Verteidiger des Verräters zu bewirken.«  »Nun ist es genug! Die Agenten des Auslands, die diese monströse Kampagne organisiert haben, wahrhaftig ein internationales Komplott, haben die Tribüne und die Presse zu ihrer Verfügung gehabt; sie haben das Kriegsgericht gehabt.«  »Sie haben nicht einen Beweis hervorgebracht, nicht ein einziges Beweisstück der Unschuld desjenigen, der von seinesgleichen regulär und gerecht verurteilt worden war.  Heute würden dieselben Agenten, hartnäckige Übeltäter, bereit sein, die Machenschaften zu unterstützen, die das Ziel haben, den öffentlichen Frieden und das Gewissen der Richter zu verwirren.  Die ehrenhafte und patriotische Bevölkerung von Paris würde solche Provokationen nicht unterstützen. Sie wird sich selbst zur Polizei machen. Wenn die Regierung weiterhin dabei bleibt, die Gesetze nicht auf alle anzuwenden, welche die Sicherheit des Staates von innen und von außen bedrohen, und zwar ohne Unterscheidung der Klasse und der Partei, wird die Bevölkerung die Sorge/das Bemühen um die eigene Verteidigung erfassen/ergreifen. Seitdem dieses unverschämte Komplott sich enthüllt, sind die Geschäfte ausgesetzt, die Interessen erleiden Schaden, die Geister sind verwirrt und eine Unruhe bemächtigt sich der ganzen Welt.  Es ist Zeit, daß diese skandalöse Agitation ein Ende nimmt und daß der Wille des Landes bekräftigt wird.  Frankreich will das Recht/die Gerechtigkeit, aber es will überdies vor allem in Frieden und Freiheit Herr seiner selbst bleiben.  Es wird niemals die beleidigenden Erpressungen der fremden Juden erdulden, die, nachdem sie unser Geld genommen haben, sich an der nationalen Ehre vergreifen wollen.«  Es (Frankreich) will die ehrenhafte Republik und das von der Knechtschaft der Kosmopoliten, der Käuflichen, der Spekulanten und Spione befreite Vaterland.«  »Es lebe Frankreich/Frankreich den Franzosen!« |

**4 - Der Rechtsintellektuelle**

Le Journal vom 1. Februar 1898: »La Protestation des Intellectuels« von Maurice Barrès

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »La Protestation des Intellectuels«  »Peut-être lisez vous une double liste que publie chaque jour l´Aurore;«  »quelques centaines de personnages y affirment en termes détournés leurs sympathies pour l´ex-capitaine Dreyfus.«  »Ne trouvez-vous pas que Clemenceau a trouvé un mot excellent ? Ce serait la « protestation des intellectuels » !…«  »On dresse le Bottin de l´élite !«  »Qui ne voudrait en être ?«  »C´est une gentille occasion. Que de licenciés ! Ils marchent en rangs serres avec leurs professeurs…«  »Rien n´est pire que ces bandes de demi-intellectuels. Une demi-culture détruit l´instinct sans lui substituer une conscience«  »Tous ces aristocrates de la pensée tiennent à affirmer qu´ils ne pensent pas comme la vile foule. On le voit trop bien.«  »Ils ne se sentent plus spontanément d´accord avec leur groupe naturel et ils ne s´elevent pas jusqu´à la clairvoyance qui leur restituerait l´accord refléchi avec la masse.«  »Pauvres nigauds qui seraient honteux de penser comme de simples Français et qui veulent que les deux grands Scandinaves Lugné-Poë et Bjornstern-Bjornsons les approuvent !…Ces pretendus intellectuels sont un déchet fatal dans l´effort tenté par la societé pour créer une élite. Dans tout opération, il y a ainsi un pourcentage de sacrifiés. Gallé, le grand verrier de Nancy, m´a bien souvent expliqué ce qu´il perd de pots pour un qu´il réussit. Ces génies mal venus, ces pauvres esprits empoisonnés dont l´Aurore dresse la collection méritent une sorte d´indulgente pitié, analogue à celle que nous inspirent les cochons d´Inde auxquels les maîtres du laboratoire Pasteur communiquent la rage. Sans doute, ces malheureux animaux doivent être abattus ou du moins gardés dans des cages solides, mais philosophiquement il serait injuste de le maudire. Leur triste état est une condition indispensable du progrès scientifique. Le chien décerebré a rendu des services considérables aux études de psycho-physiologie qui sont d´un grand avenir. Les Spartiates avaient bien de l´équité quand ils prodiguaient les plaisirs de la boisson aux Ilotes; ces malheureux – qui constituaient comme on sait le corps des professeurs à Lacédémone et qu´on peut ainsi comparer aux licenciés de la protestation Dreyfus, - en même temps qu´ils étaient une leçon pour la jeunesse, trouvaient dans leur abaissement les consolations de la bouteille. Toutefois, on n´est pas toujours en mesure de distribuer des pots de vin. Et, d´ailleurs, certaines natures délicates répugnent à les accepter. Aussi, le syndicat Dreyfus montre beaucoup d´ingéniosité et j´apprécie ses sergents recruteurs qui disent : «Donne-moi ton nom et je te donnerai le titre d´intellectuel.»«  »Cependant, du milieu de cette obscure *élite des intellectuels,* un certain nombre de noms se détachent avec éclat. Ne vous êtes-vous pas demandé les raisons qui ont pu déterminer un Zola, un France, un Edouard Rod, un Joseph Bertrand ? On pourrait en raisonner avec plaisir.«  »Je ne suis pas compétent pour juger des titres scientifiques de M. Bertrand. En conséquence, je m´incline devant la situation que ses pairs lui ont faite et, ce faisant, j´use de la même méthode qui fait mon opinion, quand j´admets le jugement de deux conseils de guerre sur l´ex-capitain Dreyfus. Mais j´ai eu l´occasion de lire avec attention un ouvrage de gros format que ce savant a publié sur Blaise Pascal et nul de bonne foi ne me démentira si j´affirme que c´est un ouvrage tout à fait nul et l´ œuvre d´un esprit frivole, incapable de se fixer. Cela tendrait a prouver, ce nous savons assez, qu´on peut être excellent dans un autre ordre d´études, et que le fait de siéger dans une Académie des sciences ne préjuge aucune autorité particulière pour reviser les travaux d´un conseil de guerre.«  »Le lecteur ajoutera une observation fort grave: M. Joseph Bertrand s´était constitué le répundant scientifique de Cornelius Herz ; c´est sur un papier de sa rédaction que la victime de Bournemouth fut élévée aux plus hauts grades de la Legion d´honneur. Voilà un précédent qui n´ajoute pas beaucoup d´autorité aux sentiments favorables que témoigne aujourd´hui l´académicien pour la victime de l´Ile du Diable. On s´explique qu´à la prison militaire le capitaine Dreyfus ait déclaré au commandant Forzinetti : «A la suite de tout cela, je demanderai la rosette d´officier, et puis, je me retirerai à la campagne. » Il escomptait sans doute les sympathies et les bons offices de M.Bertrand, dont il connaissait le tour d´esprit qui enlève toute valeur à la signature protestataire de ce brillant intellectuel qu´il faut déclarer tout au moins dépourvu de clairvoyance psychologique. Qu´il laisse les hommes, celui-là, et qu´il étudie les mathématiques !«  »Le cas d´Anatole France est bien autrement intéressant. Il n´y a pas de Dreyfus mort ou vif qui vaille que je froisse un maître que j´aime depuis quinze ans plus qu´aucun homme du monde, et je me serais abstenu d´aborder son cas, si je ne savais jusqu´à quel point les raisons qui ont déterminé l´auteur des *Noces corinthiennes* et de l´*Orme du Mail* sont représentatives d´un état d´esprit très généreux et pourtant très grave, en tout cas fort répandu.«  »Il n´y a pas de penseur ni d´artiste qui ait à cette époque plus que France la connaissance et l´amour de notre sol et de notre histoire. C´est le plus fin des Français et qui tout jeune a mis son cœur au cœur même de l´Ile de France. Toutes les beautés et toutes les gloires nationales, il les apprécie dans leur double aspect, légendaire et historique. C´est un poete et un érudit. Lui qui est un flaneur, un paresseux laborieux à la façon de Jean de La Fontaine, il s´amuse depuis vingt ans à préparer un Poème emprunté au cycle de Roland et une histoire de Jeanne d´Arc, en même temps qu´il ajoute chaque jour quelque belle anecdote impériale ou militaire à sa conversation, la plus agréable de Paris, comme vous le savez peut-être.«  »Entre gens qui se comprennent à demimot, et qui rectifient les formules toujours incomplètes, je dirais : « France ! c´est originairement un bonapartiste de la Restauration. » Vous savez, comme ils étaient, démocrates, amoureux de la gloire, gardant le vieux goût français pour parler de tout, c´est-à-dire pour être philosophe… Oui, c´est de là qu´il est parti… Ah ! c´est que vous pensez bien si un tel homme a subi des dégoûts depuis vingt-huit ans de ce faux parlementarisme dont notre patrie se meurt ! Il a senti jusqu´à la haine l´invasion des étrangers qui, par eux-mêmes et en esprit infectent notre milieu national. Un France, si libre philosophe qu´il fût et fort indulgent pour la petite canaille, devait être écœuré par la bêtise honteuse et la goujaterie des sous-véterinaires et des conéussionnaires qui assurent une place ignoble dans l´histoire aux vingt-huit dernières années de notre patrie… Plus jeune, plus confiant dans l´avenir, Anatole France eût travaillé à la réfection nationale. Il a maintenu la langue française. C´est un service immense. Mais tout le reste croule; il n´espère plus grand chose. C´est un sage fatigué parce qu´il a vu trop de gredins. Des Dreyfus ? Eh ! les assemblées politiques en sont pleines. On trouve des magistrats pour les condamner ou pour les acquitter, selon qu´on sait y mettre le prix. Ce noble esprit dégoûté devait tomber dans une sorte de scepticisme cruel. Il est moins convaincu de l´innocence de Dreyfus que de la culpabilité générale. Ce n´est point qu´il acquitte le traitre de l´Ile du Diable, mais il condamne la société.  »On marquerait aisément de nombreuses et très importantes différences entre Tolstoï et Anatole France ; le clair cerveau de Jérôme Coignard n´est infecté d´aucun mysticisme, pourtant notre philosophe, comme Tolstoï dénie à la justice humaine et spécialement à la justice militaire le droit de condamner un homme. Par des sentiers bien opposés, ce véritable Asiatique et ce véritable Français, n´ayant pu voir se réaliser leur idéal, aboutissent au nihilisme social.«  »Le sujet du tsar serait bien capable de reprendre goût aux lois si le parlementarisme était installé dans son pays, et plus sûrement encore France apprécierait les décisions des militaires si ceux-ci précipitaient par la fenêtre les parlementaires… Ah ! mon cher maître, vous n´êtes pas content des officiers; peut-être même allez-vous jusqu´à flétrir les camelots ! Vous boudez votre cœur ! Vous n´êtes pas obligé de le dire à Clemenceau qui a des principes, mais qu´on se réconcilierait vite au cri de : « Vive Boulanger II ! »«  »Si France est le plus gentil des Français que ses désillusions patriotiques ont jeté dans l´irritation, Zola c´est une toute autre affaire ! Il ne souffre pas de voir trop clair dans l´atmosphère française ; il s´y agite sans rien y voir. Et c´est fatal : profondément, par ses racines, il n´est pas un Français.«  »Les esprits perspicaces l´ont toujours senti. Et France précisément a bien marqué, à plusieurs reprises, ce qu´il y a d´étranger, voire d´antinational dans le talent du maître des Rougon Maquart. Nous sommes plusieurs qui, profondément attachés à la littérature traditionelle, au génie national, logique et nuancé, avons toujours répugné aux qualités exotiques de ce grand travailleur.«  »J´ai trop le respect de mes ainés qui sont bons ouvriers et je sais trop bien ce qu´il en coûte de mettre debout une œuvre pour altérer, - fût ce dans cette bagarre et quand lui-même traite de canailles tous ceux qui ne partagent pas ses illusions, - la figure de M. Zola. Il ne s´agit pas de savoir s´il se croit un Français. Je ne fais pas le procès de ses intentions, qui d´ailleurs important peu. Sa volonté, ses professions de foi sont des éléments négligeables dans une analyse sérieuse. Nous ne tenons pas nos idées, nos raisonnements de la nationalité que nous adoptons, et quand je me ferais naturaliser chinoise, je ne cesserais pas d´élaborer des idées française et de les associer en français. Parce que son père et la série de ses ancetres sont des Vénitiens, Emile Zola pense peut-être en Vénitien.  Ce n´est pas une vilaine race, certes, que la vénitienne ! Taine, qui avait beaucoup connu le jeune Zola, disait: « C´est le Bassan. » Comme le peintre de ce nom, qui avait conservé la manière brillante des anciens maitres, mais gâtée de vulgarité, l´auteur des Rougon-Macquart a de l´éclat, de l´abondance, avec je ne sais quelle précipitation et des grossièretés de manœuvre. Voilà pour ses procédés d´expression ; mais, dans le fond, il reproduit un type très fréquent dans l´Italie moderne : l´homme qui se recommande à tout propos des idées positivistes, qui les vulgarise et qui, hâtivement, essaye d´appliquer leurs conclusions dans tous les ordres de la connaissance. Un Lombroso, très frappé des rapports qu´il y entre le physique et de moral, trouve que c´est bon por le vulgaire de parler d´« assassins », de « canailles », et il veut qu´on dise ces « dégénérés », des « ataviques ». Dans le mêmes esprit, Zola s´agace quand on fétrit des chéquards ou des traîtres : « Ah ! mon bon ami, ce sont des hommes ! c´est l´humanité ! vous faites le procès des conditions fatales de toute société ! ul y a toujours eu, il y aura toujours ces traîtres et des concussionnaires ! Comme vous êtes jeune, peu scientifique !… »  Aussi bien, puisque le maître du « roman scientifique » n´a pas eu de gêne a confier son examen physiologique publie au doctour Toulouse, il me permettra bien de le palper en psychologue. Donc, continuons. Son père, fort honnête et ingénieur de grand talent, était venu d´Italie en France à Aix, où il conduisit à bien le canal qui porte son nom, le canal Zola. Il eut à se plaindre de l´injustice française. Il mourut mécontent et ruiné. Le jeune Zola grandit au milieu de ces récriminations. L´esprit humain ne peut se dégager de certaines habitudes de penser qui sont transmises par l´education et par le milieu dans cet âge de la première jeunesse qù nous sommes aussi malleables que la cire molle. – D´ailleurs, si la France est le lieu qu Zola a conquis son immense notoriété littéraire, il a pourtant toute sa vie été en combat avec l´opinion publique. Cela tient à son amour incontestable des bagarres, mais surtout au´fait qu´il n´est pas adapte à notre milieu ; il pense différemment de nous ; continuellement il nous heurte. Peu d´hommes depuis vingt ans ont été plus vilipendés par la presse et par les salons. L´Académie lui préfere des subalternes. En dépit de ses satisfactions de vente, il a pu se sentir comme un paria dans notr pays. Et s´il a l´oreille fine, il entend plutôt Haro ! que Braco ! Enfin, la *Débâcle*, l´un de sesplus vigoureux romans, qù il raconte (d´un point de vue plus humain que français) la guerre de 1870, a profondement froissé le monde militaire. L´ecrivain, plus d´une fois, a pu souffrir d´une hostilité qui ne s´exprimait pas toujours avec les moyens que préfère justement un homme de cabinet. Toutes les professions ont leur susceptibilité ; elles les témoignent à leur manière. M. Zola prit en dégoût profond la manière militaire. Il devait saisir la première occasion de dire leur fait à des officiers. Et comme il a sa bravoure professionnelle, lui aussi, il s´entêtera, bien moins soucieux du fond de l´affaire que de son allure propre, sourdà des susceptibilitès que son âme nationale ignore, et bien décidé à prolonger comme un tonnerre vengeur sur la France le bruit de cette casserole qu´il s´est attachée et qui pour lui, depuis vingt ans, est le bruit de la gloire.»  »J´arrête là mon examen. Je ne dira rien des signataires juifs. En se solidarisant avec l´ex-capitaine Dreyfus, ils commettent une faute de portée incalculable, et l´on ne saurait trop louer la conduite de M. Louis Ratisbonne, de qui Alfred de Vigny avait par avance reconnu la noblesse des sentiments quand il le choisissait pour exécuteur testamentaire. Par une lettre publique, M. Ratisbonne signale leur erreur à ses coreligionnaires. De nombreux protestants (et notamment M. Pierre Devoluy dans la *Plume*) ont signifiè que, vieux Français, ils n´avaient aucune raison pour s´inquiéter d´un mouvement de nationalisme passionné. Ils ont bien raison, et il faudrait que leur parole pût couvrir la voix déplorable des : MM. Monod et de… Scheurer-Kestner…  Au résume, les juifs et les protestants mis à part, la liste dite des intellectuels est faite d´une majorité de nigauds et puis d´etrangers, - et enfin de quelques bon Français comme Anatole France et comme certains jeunes socialistes que le régime parlementaire irrite et qui cherchent la plus courte voie révolutionnaire…  Tout concorde pour substituer au procès Dreyfus le procès du régime. Et je crois bien qu´on lui va faire, pour son enterrement de beaux jeux funèbres.  Maurice Barrès« |  | »Der Protest der Intellektuellen!« oder »Die feierliche Versicherung der Intellektuellen!«  »Vielleicht lesen Sie die zweifache Liste, die jeden Tag in L'Aurore veröffentlicht wird;«  »einige hundert Persönlichkeiten bekräftigen dort mit indirekten Worten ihre Sympathie für den Ex-Hauptmann Dreyfus.«  »Finden Sie nicht, daß Clemenceau ein ausgezeichnetes Wort (dafür) gefunden hat? Das wäre der »Protest der Intellektuellen«!...«  »Man stellt das Adreßbuch der Elite zusammen!«  »Wer würde nicht dabei sein wollen?«  »Das ist eine hübsche Gelegenheit. Nichts als Lizensierte (Postdoktoranden) ! Sie marschieren in geschlossener Reihe mit ihren Professoren...«  »Es gibt nichts Schlimmeres als diese Trupps von Halbintellektuellen. Eine Halb-Kultur zerstört den Instinkt, ohne ihn durch ein Bewußtsein zu ersetzen.«  »Alle diese Aristokraten des Geistes legen großen Wert darauf zu bekräftigen, daß sie nicht so denken wie die niedere Masse. Man sieht es allzu gut.«  »Sie fühlen sich nicht mehr spontan einverstanden mit ihrer natürlichen Gruppe und sie erheben sich nicht zu dem Durchblick, der ihnen die reflektierte Übereinstimmung mit der Masse wiederherstellt.«  »Beklagenswerte Dummköpfe, die beschämt sein würden, zu denken wie der einfache Franzose, und die wollen, daß die beiden großen Skandinavier Lugné-Poe und Bjornstern-Bjornson sie gutheißen!...Diese sogenannten Intellektuellen sind ein verhängnisvolles Überbleibsel des durch die Gesellschaft unternommenen Versuchs, eine Elite zu erschaffen. Bei allen diesen Operationen gibt es einen Prozentsatz von Opfern. Gallé, der große Glasbläser von Nancy, hat mir schon oft erklärt, was er an Gläsern verdirbt für eines, das ihm gelingt. Diese schlecht gewachsenen Genies, diese armen vergifteten Geister, deren Sammlung in L´Aurore ausgerichtet wird, verdienen eine Art des nachsichtigen Mitleids, vergleichbar mit dem, das uns die Schweine aus Indien einflößen, auf welche die Herren des Laboratoriums Pasteur die Tollwut übertragen. Ohne Zweifel, diese unglücklichen Tiere müssen geschlachtet oder wenigstens in einem soliden Käfig gehalten werden, und philosophisch gesehen wäre es ungerecht, sie zu verwünschen. Ihr trister Zustand ist eine unentbehrliche Bedingung des wissenschaftlichen Fortschritts. Selbst der enthirnte Hund hat den Studien der Psycho-Physiologie einen beachtlichen Dienst geleistet, die eine große Zukunft versprechen.  Die Spartaner bannten die Gerechtigkeit, wenn sie verschwenderisch mit den Freuden des Tranks umgingen; diese Unglücklichen - die, wie man weiß, den Lehrkörper von Lakedemonia darstellten, welche man also vergleichen kann mit den licenciés des Dreyfus-Protestes - fanden während ihres Niedergangs, zur selben Zeit, da sie die Jugend unterrichteten, ihren Trost in der Flasche. Jedoch, man ist nicht immer imstande, Weingläser auszuteilen. Und außerdem, gewisse Feinnaturen weigern sich sie anzunehmen. Das Dreyfus-Syndikat zeigt eine schöne Ingeniosität und ich schätze diese rekrutierenden Sergeanten, die sagen: »Gib mir deinen Namen, dann werde ich dir den Titel eines Intellektuellen geben.««  »Währenddessen hebt sich vom Milieu dieser obskuren *Elite der Intellektuellen* eine gewisse Anzahl von Namen mit Glanz/Aufsehen (éclat) ab. Haben Sie sich nicht nach den Gründen gefragt, die einen Zola, einen France, einen Edouard Rod, einen Joseph Bertrand bewegt haben (mögen)? Man könnte mit Vergnügen darüber nachdenken.«  »Ich bin nicht kompetent, um über die wissenschaftlichen Titel von Herrn Bertrand zu urteilen. Infolgedessen füge ich mich in die Situation, daß seine Kollegen sie ihm gegeben haben, und, indem ich dies mache, wende ich die gleiche Methode an, die meine Meinung gebildet hat, wenn ich das Urteil der beiden Kriegsgerichte über den ehemaligen Hauptmann Dreyfus hinnehme. Aber ich habe die Gelegenheit gehabt, aufmerksam eine großformatige Ausarbeitung zu lesen, die dieser über Blaise Pascal veröffentlicht hat und niemand in gutem Glauben wird mir widersprechen, wenn ich behaupte, daß es eine ganz und gar nichtige Ausarbeitung ist und das Werk eines oberflächlichen Geistes, der unfähig ist, sich festzulegen. Das tendierte danach zu beweisen, - etwas, was wir hinlänglich wissen, daß man herausgehoben sein kann in einem Studienfach, und daß er Mitglied in einer Akademie der Wissenschaften ist, verleiht ihm auch nicht die geringste Spezialautorität, um die Arbeiten eines Kriegsgerichts anzuzweifeln.«  »Der Leser wird eine sehr bedeutsame Beobachtung hinzusetzen: Herr Joseph Bertrand hatte sich zum wissenschaftlichen Gewährsmann von Cornelius Herz gemacht; es steht auf einem Papier von seiner Hand, daß das Opfer von Bournemouth in den höchsten Grad der Ehrenlegion zu erheben sei. Siehe da, ein Präzedenzfall, der nicht viel Autorität den gewogenen Gefühlen hinzufügt, die heute der Akademiker für das Opfer von der Teufelsinsel zeigt. Man erzählt sich, daß der Hauptmann Dreyfus im Militärgefängnis dem Kommandanten Forzinetti erklärt habe: »Nach all dem hier werde ich die Offiziersrosette fordern und daraufhin ziehe ich mich aufs Land zurück.« Er erwartete ohne Zweifel die Sympathien und die Gefälligkeiten des Herrn Bertrand, dessen Denkweise er kannte; besonders diese Denkweise nimmt der Protestunterschrift dieses brillanten Intellektuellen, die er ohne psychologischen Durchblick gegeben hat, jeden Wert. Auf daß er die Menschen sein lasse, dieser da, und sich mit der Mathematik beschäftige!«  »Der Fall des Anatole France ist auf andere Art sehr interessant. Es gibt keinen Dreyfus, weder tot noch lebendig, der so bedeutend wäre, daß ich einen Meister verletzte, den ich seit fünfzehn Jahre mehr als jeden anderen Menschen auf der Welt liebe/verehre, und ich würde es unterlassen, seinen Fall anzusprechen, wenn ich nicht wüßte, bis zu welchem Punkt die Gründe, die den Autor der „Korinthischen Nächte“ und von „Orme du Mail“ bewegt haben, repräsentativ sind für eine sehr großmütige und dennoch sehr folgenschwere Geisteszustand, der auf jeden Fall sehr verbreitet ist.«  »Es gibt weder einen Denker noch einen Künstler, der in dieser Epoche mehr als France die Kenntnis und die Liebe unseres Bodens und unserer Geschichte hätte. Er ist der Feinste/der Auserlesenste unter den Franzosen und hat als ganz junger Mensch sein Herz ins Herz der Ile-de-France gelegt. Alle die Schönheiten und alle die nationalen Glorien, er bewertet sie stets unter ihrem doppelten Aspekt, dem legendenhaften und dem historischen. Er ist ein Dichter und ein Gelehrter. Er, der Flaneur, ein arbeitsamer Faulenzer in der Art eines Jean de La Fontaine, erheitert sich seit zwanzig Jahren dabei, ein aus dem Zyklus von Roland entlehntes Poem und eine Geschichte der Jeanne d´Arc vorzubereiten, zur selben Zeit, da er jeden Tag seiner Konversation manch schöne Anekdote über die Kaiserzeit oder das Militär beifügt, die gefälligste von Paris, wie sie vielleicht wissen.«  »Unter Leuten, die sich auf eine bloße Andeutung hin verstehen und die immer unvollständigen Formulierungen berichtigen, würde ich sagen: »France! Der ist von Haus aus ein Bonapartist der Restauration.« Sie wissen schon, wie sie waren, Demokraten, ruhmsüchtig, die alte französische Vorliebe pflegend, über alles zu sprechen und sozusagen ein Philosoph zu sein... Ja, von da aus ging er los... Sie denken zurecht Ah! Wie kann ein solcher Mann seit achtundzwanzig Jahren die Widerwärtigkeiten dieses falschen Parlamentarismus ertragen, der unser Vaterland befleckt. Er hat das Eindringen von Ausländern, die durch sich selbst und im Geiste unser nationales Milieu verseuchen, bis zum Haß empfunden. Ein France, ein so freier Denker, daß er mehr als nachsichtig gegenüber der kleinen Kanaille wäre, mußte angewidert sein durch die beschämende Dummheit und die Flegelei der Unterveterinäre und der Veruntreuer, die in den letzten achtundzwanzig Jahre einen unehrenhaften Platz in der Geschichte unseres Vaterlandes behaupten. Als er noch jünger und voller Vertrauen auf die Zukunft (war), hatte er an der nationalen Instandsetzung gearbeitet. Er hat die französische Sprache aufrechterhalten. Das ist ein ungeheurer Dienst. Aber alles Übrige fällt zusammen; er erhofft nicht mehr große Dinge. Er ist ein müder Weiser, weil er zuviel Halunken gesehen hat. Dreyfus? Ach, die politischen Vertretungen sind voll davon. Man findet Bürgerschaften, um sie zu verdammen oder um sie freizusprechen, je nach dem, ob man dafür den Preis zu geben weiß. Dieser angewiderte Geist mußte in eine Art qualvollen Skeptizismus führen. Er (France) ist weniger überzeugt von der Unschuld von Dreyfus als von der allgemeinen Schuld. Es ist keineswegs so, daß er den Verräter der Teufelsinsel freispricht, sondern er verurteilt die Gesellschaft.«  »Man würde auf bequeme Art die zahlreichen und sehr wichtigen Unterschiede zwischen Tolstoi und Anatole France bezeichnen; das klare Gehirn von Jerome Coignard ist von keinem Mystizismus angesteckt, dagegen bestreitet indes unser Philosoph wie Tolstoi der menschlichen Justiz und besonders der Militärjustiz das Recht, einen Menschen zu verurteilen. Über ganz entgegengesetzte Wege fanden dieser wahrhafte Asiate und dieser wahrhafte Franzose, nachdem sie ihr Ideal sich nicht verwirklichen sahen, zum sozialen Nihilismus.«  »Der Untertan des Zaren wäre wohl imstande, Geschmack an den Gesetzen zu finden, nachdem der Parlamentarismus in seinem Land erst eingerichtet wurde, und noch sicherer würde auch France die Entscheidungen der Militärs würdigen, wenn eben diese die Parlamentarier aus dem Fenster stürzten. Ach, mein lieber Herr, Sie sind nicht zufrieden mit den Offizieren; vielleicht gehen Sie selbst soweit, die »Camelots« zu verdammen! Sie grämen sich. Sie sind nicht verpflichtet, das Clemenceau zu sagen, der Prinzipien hat, aber den man sehr schnell als Freund wiedergewinnen würde mit dem Ausruf: Es lebe Boulanger II!«  »Wenn France der liebenswerteste unter den Franzosen ist, dessen patriotische Desillusionen ihn in Irritationen gestürzt haben, dann handelt es sich bei Zola um eine ganz andere Affäre! Er leidet nicht daran, allzu klar in der französischen Atmosphäre zu sehen; er bewegt sich in ihr, ohne etwas in ihr zu sehen. Und es ist verhängnisvoll: Im Grunde, von seiner Wurzel her, ist er kein Franzose.«  »Die scharfsichtigen Geister haben es immer so empfunden. Und besonders France hat es zum wiederholten Male notiert, was an Ausländischem, sogar Antinationalem in dem Talent des Herrn von Rougon-Marquart liegt. Wir sind mehrere, die, der traditionellen Literatur tief verbunden, dem nationalen, logischen und differenzierten Genius/Wesen, immer schon die exotischen Eigenheiten dieses großen Arbeiters zurückgewiesen haben.«  »Ich habe zu sehr Respekt vor meinen Ältesten, die gute Arbeiter sind, und ich weiß nur zu gut, was es kostet, ein Werk auf die Beine zu stellen, um das Ansehen des Herrn Zola zu verändern, (ein Werk), sei es in diesem Krawall gewesen oder sonst wo und wenn er selbst all´ diese als Schurken behandelt, die nicht seine Illusionen teilen. Es geht nicht darum zu wissen, ob er sich für einen Franzosen hält. Ich mache nicht seinen Absichten den Prozeß, die im übrigen auch belanglos sind. Sein Wille, seine Glaubensbekenntnisse sind die unbedeutenden Elemente in einer seriösen Analyse. Wir halten unsere Ideen und unsere Überlegungen über die Nationalität nicht zurück, die wir uns zu eigen gemacht haben, und falls ich mich je zum Chinesen naturalisieren lasse, indem ich mich gewissenhaft an die Vorschriften der chinesischen Gesetzgebung halte, werde ich nicht aufhören, die französischen Ideen auszuarbeiten und sie auf Französisch zu verbinden. Weil sein Vater und die Reihe seiner Vorfahren aus Venedig sind, denkt Emile Zola vielleicht als Venetier.  Der venetianische ist wahrlich kein niederer Stamm! Taine, der den jungen Zola sehr gut kannte, sagte: »Er ist der Bassan« Wie der Maler dieses Namens, der die brillante Art der alten Meister erhalten hatte, aber verdorben war zum Vulgären, hat der Autor der Rougon-Marcquart Auftritte im Überfluß mit ich weiß nicht welcher Überhastung und mit welchen Grobheiten der Wendungen. Da sind seine Ausdrucksverfahren; aber, im Grunde wiederholt er einen sehr verbreiteten Typ des modernen Italien: ein Mann, der sich allen durch seine positivistischen Ideen empfiehlt, der sie allgemein verbreitet und der überhastet versucht, ihre Schlußfolgerungen in eine Ordnung des Bewußtseins zu bringen. Ein Lombroso, der sehr beeindruckt ist vom Zusammenhang, den es zwischen der Physik und der Moral gibt, findet, daß es gut für das Volk ist, von »Mördern« und von »Kanaillen« zu sprechen, und er will, daß man dabei von »entartet« und von »erbbedingt« redete. In dem selben Geist erregt sich Zola, wenn man die korrupten Beamten oder die Verräter brandmarkt: »Ah, mein lieber Freund, so sind die Menschen! Das ist die Menschlichkeit! Sie betreiben den Prozeß der unabwendbaren Bedingungen der ganzen Gesellschaft! Es ist immer so gewesen, es wird immer Verräter und Veruntreuer geben! Sie sind noch jung und weniger wissenschaftlich...!  So wird er mir wohl erlauben ihn als Psychologen zu befragen, da ja der »Meister des wissenschaftlichen Romans« nicht die Hemmung gehabt hat, sein physiologisches Examen öffentlich Doktor Toulouse anzuvertrauen. Folglich fahren wir fort. Sein Vater, ein sehr ehrenwerter Mann und Ingenieur von großer Begabung, war von Italien nach Frankreich gekommen, nach Aix, wo er den Bau des Kanals durchführte, der seinen Namen trägt, den Kanal Zola. Er hatte sich dort über die französische Ungerechtigkeit beklagt. Er starb unzufrieden und ruiniert. Der junge Zola wird groß in der Umgebung dieser Vorwürfe. Der menschliche Geist kann sich nicht freimachen von gewissen Haltungen des Denkens, die durch die Erziehung und durch das Milieu übertragen werden im frühen Jugendalter, in dem wir noch fügsam sind wie ein weicher Charakter.  Außerdem, wenn auch Frankreich der Ort ist, wo Zola seine immense literarische Bekanntheit erworben hat, ist er dennoch sein ganzes Leben im Kampf mit der öffentlichen Meinung gewesen. Das hängt an seiner unbestreitbaren Liebe zum Krawall, aber vor allem daran, daß er nicht in unserem Milieu verwachsen ist; er denkt anders als wir; fortwährend rempelt er uns an. Kaum ein Mann ist seit zwanzig Jahren mehr verunglimpft worden durch die Presse und durch die Salons. Die Akademie zieht ihm Untergeordnete vor. Trotz seines Verkaufserfolges hat er sich gefühlt wie ein Paria in unserem Land. Und da er feine Ohren hat, hört er eher Haro (daß gegen ihn gewettert wird), als Bravo! Schließlich dann, das Debakel: einer von seinen mehr energischen Romanen, in dem er den Krieg von 1870 erzählt, von einem mehr menschlichen als französischen Standpunkt aus, hat gründlich die Welt des Militärs verletzt. Der Schriftsteller hat mehr als ein Mal die Feindseligkeit ertragen können, die nicht immer mit den gerechten Mitteln ausgedrückt wurde, die ein Mann des Kabinetts gewählt hätte. Alle Berufe haben ihre Empfindlichkeit; sie bezeugen sie in ihrem Verhalten. Herr Zola hat die militärischen Manieren mit tiefem Abscheu aufgenommen. Er mußte die erste Gelegenheit ergreifen, um das den Offizieren zu sagen. Und wie er seinen professionellen Heldenmut hat, wird er darauf bestehen, er wird darauf bestehen, wohl weniger um den Kern der Affäre besorgt, als um seine eigenen Allüren, taub für die Empfindlichkeiten, die sein ausländischer Geist nicht verspürt, angeregt durch einen Atavismus, der unsere nationale Seele mißachtet und wohl entschlossen, wie ein rächender Donner über Frankreich das Geräusch dieses Kochtopfs zu verlängern, an den er sich hängt und der für ihn seit zwanzig Jahren das Geräusch des Ruhmes ist.«  »Ich beende nun meine Untersuchung: Ich sagte nichts über die unterzeichnenden Juden. Indem sie sich mit dem Ex-Hauptmann Dreyfus solidarisierten, haben sie einen Fehler von unabsehbaren Folgen begangen, und man wüßte dabei gar nicht zuviel das Verhalten von Herrn Louis Ratisbonne zu loben, vom dem Alfred de Vigny im voraus den Adel der Empfindung gekannt hatte, als er ihn zum Testamentsvollstrecker bestellte. Mit einem öffentlichen Brief zeigt Herr Ratisbonne den Irrtum seiner Glaubensgenossen. Den zahlreichen Protestanten (und namentlich Herrn Pierre Devoluy in Plume) hat sich gezeigt, daß sie als alte Franzosen nicht den geringsten Grund haben, sich über eine Bewegung des leidenschaftlichen Nationalismus zu beunruhigen. Sie haben wohl die Vernunft, und es ist wünschenswert, daß ihr Ruf die bedauernswerte Stimme von Herrn Monod und von Scheurer-Kestner zudeckt.  Als Resümee, die Juden und die Protestanten einmal beiseite gestellt, ist unter den Intellektuellen, welche die Liste nennt, eine Mehrheit von Dummköpfen und von Ausländern, - und schließlich solche guten Franzosen wie Anatole France und verschiedene junge Sozialisten, die das parlamentarische Regime erzürnt und die den kürzesten revolutionären Weg suchen...  Sie stimmen alle darin überein, aus dem Prozeß gegen Dreyfus einen Prozeß gegen die Regierung zu machen. Und ich glaube wohl, daß man aus ihrer Beerdigung ein düsteres schönes Spiel machen wird.« |

**C - Die Reaktion der Dreyfusards auf die Mobilisierung der Anti-Revisions-Partei**

La Petite Republique vom 9. Juli 1898: »Lettre à Cavaignac« von Jean Jaurès

Jean Jaurès, 1859 geboren, im Languedoc aufgewachsen, wird nach dem Abschluß in Philosophie an der École Nationale Supérieure 1881 Lehrer in Albi. Von 1883 bis 1885 ist er Außerordentlicher Professor für Philosophie in Toulouse. 1885 wird er als unabhängiger Abgeordneter in die Nationalversammlung gewählt. Im Jahre 1889 kehrt er nach Toulouse zurück und promoviert dort; er wird wieder Dozent der Philosophie. Nach dem Bergarbeiterstreik in Carmaux 1892 schließt er sich den Sozialisten an und wird 1893 erneut Abgeordneter der Kammer. Dieses Amt bekleidet er bis zum Verlust seines Mandats im Mai 1898, das er wohl eingebüßt hatte, weil er unter den Sozialisten am deutlichsten für eine Revision Stellung bezogen hatte.

Jaurès schreibt den vorliegenden Artikel also als ein sozialistischer Politiker, der gerade seines wichtigsten Betätigungsfeldes beraubt worden war. Es ist folglich auch eine Art Rechtfertigung oder Bekräftigung zu erwarten. Er publiziert den Text einen Tag nach der Rede Cavaignacs, er reagiert also schnell. Der Text ist als ein öffentlicher Brief an den neuen Kriegsminister verfaßt, die Bedeutung dieser Rahmung ist bereits bei Zolas Brief analysiert worden, worauf verweisen werden kann.

Von den Randbedingungen her war der Brief eine Aktion in fast aussichtsloser Lage. Man darf deshalb gespannt sein, welche Argumente er vorbringen wird. Welche Argumente wären denkbar? Jaurès konnte natürlich behaupten, daß das verlesene Beweisstück eine Fälschung darstellte; das war allerdings eine zahnlose Behauptung, wenn er nicht irgendwelche Anhaltpunkte bieten konnte. Die gab es kaum. Es gab nur die Darlegungen Picquarts, die Mutmaßungen Bernard-Lazares oder Zolas und die Beteuerungen der Familie Dreyfus; viel Überzeugung, wenig Handfestes. Er konnte natürlich auch davon ausgehen, daß das Beweisstück echt war und lediglich kritisieren, daß es so lange zurückgehalten worden war. Doch dies wäre eine denkbar schwache Position und wäre ebenso leicht abzuschmettern wie die Frage, warum das Beweisstück beim Prozeß 1894 nicht vorgelegt worden war. Das eine läuft auf Rechthaberei, das andere auf einen kleinlichen Legalismus hinaus. Die Revision war damit nicht zu begründen. Dies unterstreicht, wie schwierig die Lage der Dreyfusards war.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Lettre de Jaurès a Cavaignac«  »A M. Cavaignac  Monsieurs,  Vous avez fait hier, à la Chambre, une œuvre utile et une œuvre criminelle.«  »Vous avez fait œuvre utile en produisant au pays une partie du dossier.«  »Désormais, il ne sera plus permis de parler de la nécessité du huis clos.«  »C´est la Nation elle-même qui est saisie par vous du problème.«  »Par vous, la discussion est ouverte.«  »Et tout d´abord, un grand fait, und fait décesif frappera tous les esprits, quand sera passee le rapide torrent des approbations parlementaires.«  »Vous n´avez pas dit, vous n´avez pas osé dire que des pièces secrètes n´avaient pas eté communiquées aux juges sans l´etre à l´accusé.«  »Bien mieux, en citant vous-même les pièces qui selon vous doivent former à l´acte d´accusation, vous avouez, vous proclamez la monstrueuse iniquité de la procédure militaire et vous fournissez à votre collègue M. Sarrien les éléments de preuves dont il a besoin pour la revision.«  »Mais, laissez-moi vous le dire, au fond, vos arguments ne portent pas ; ils n´ont aucune valeur.«  »Bien loin d´ébranler ma conviction profonde, ils l´ont affermie au contraire et plus que jamais je suis convaincu qu´une monstrueuse erreur judiciaire a été commise.«  »Plus que jamais je suis convaincu que c´est Esterhazy et Esterhazy seul qui est le traître.«  »Quand les groupes socialistes de Paris le voudront, quand ils voudront sortir des équivoques, des ignorances et des mensonges pour saisir sur le vif le monstrueux fonctionement de la maschine militaire, je suis prèt à faire devant eux la preuve de ce que je dis.«  »Qu´avez-vous donc apporté? Vous avez opposé les prétendus aveux de Dreyfus au capitaine Lebrun-Renault. Mais si l´Etat-Major accordait quelque valeur à ce récit de Lebrun-Renault, pourqoi n´a-t-il pas exigé que celui-ci le formulât par écrit, dans un rapport formel, et sous la signature ? Pouquoi surtout n´a-t-on pas soumis à l´accusé, comme l´exige la loi, le procès-verbal de ces prétendus aveux ? Pourquoi n´y en a-t-il trace que dans une note prise sur le calepin de Lebrun-Renault, ou dans uns lettre du général Gonse ?«  »Mais il y a mieux, et si on veut lire avec soin cette lettre du général Gonse, on aura toute la clef de l´affaire.«  »A procès Zola, Mª Labori a lu un extrait authentique de l´interrogatoire de Dreyfus par du Paty de Clam. Là il est constaté que du Paty de Clam a essayé en vain d´obtenir des aveux de l´accusé. Il lui a promis de le mettre en présence du ministre de la guerre si seulement il entrait dans la voie des aveux, s´il avouait au moins une imprudence.  Et l´accusé, malgré ce piège, a affirmé son innocence. Or, voici comment le général Gonse raconte, d´après Lebrun-Renault, les prétendus aveux de Dreyfus :  « Les ministre sait que je suis innocent ; il me l´a fait dire par le commandant du Paty de Clam, dans la prison, il y a trois ou quatre jours, et il sait que si j´ai livré des documents, ce sont des documents sans importance et que c´était pour en obtenir de sérieux. »  Oui, je vous remercie de nous avoir communiqué ces textes, car on voit à plein pas quel travail de transformation la conservation fixée au procès-verbal d´interrogatoire et répétée par Dreyfus pour sa defense, a été dénaturée, inconsciemment sans doute, par le capitaine Lebrun-Renault. On voit aussi combien il est dangereux de fonder un jugement sur de prétendus propos d´un accusé, quand on ne soumet pas à l´accusé lui même ces propos, pour qu´il les reconnaisse et qu´il les signe. Il n´y a plus alors de limite à l´arbitraire, à la fantaisie, à l´incertitude et à l´erreur.«  »Mais, Monsieur le ministre, il y a un homme qui aurait dû, devant la Chambre, se dresser pour vous crier que vous vous trompiez. C´est M. Charles Dupuy. J´affirme à nouveau, je jure à nouveau qu´il m´a dit que le capitaine Lebrun-Renault, appelé par lui, lui avait affirmé n´avoir point reçu d´aveux de Dreyfus.«  »Il voit que vous pondez sur ces prétendus aveux votre conviction, celle du pays ! Il sait qu´ils sont faux : et par prudence, par calcul, il se fait de quel nom appeller son crime ? et quelle flétrissure trouvera l´histoire pour cet homme quand elle saura toute la vérité ?«  »Sur les autres pièces secrètes déjà connues que vous avez, aujourd´hui, citées à nouveau, je n´ai qu´un mot à dire. Tant que le Bordereau n´a pas été saisi et attribué à Dreyfus on ne leur a accorder aucune valeur.«  »Elles n´ont pris de sens que par le Bordereau, et il est démontre aujourd´hui que le Bordereau est d´Esterhazy.«  »Ah ! je sais comme il est difficile, pour quelques jours encore, d´entrer dans la detail devant le pays que vos affirmations imprudentes vont troubler et tromper.«  »Permettez-moi cependant un rapprochement. Une de vos pièces secrètes prouve qu´une avril 1894 il y avait brouille entre l´espion, quel qu´il soit, et ceux qui l´employaient. Or, le Bordereau fait allusion à ce refroidissement. Il commence ainsi : « sans nouvelles que vous désiriez me parler. ». «  »Le Bordereau étant sûrement d´Esterhazy, pourquoi, malgré l´initiale D. qui peut répondre à un nom de Guerre, ne serait-il pas question de lui ? En tout cas, pour établir que ce D. doit s´appliquer à Dreyfus, vous êtes obligé de citer un document saisi en 1896 et qui porterait en toutes lettres le nom de Dreyfus. Ce document, le général de Pellieux l´avait déjà cité, et il était déjà visible que c´était le faux le plus grossier, le plus criant, venu à point pour sauver Esterhazy.«  »Après ce que vous avez cité, c´est plus certain encore. Vous attribuez ce document de 1896 aux personnes qui ont écrit ceux de 1894, et il vous suffit pour établir l´identité de constater que c´est écrit au même crayon bleu. Mais comparez donc le language des uns et de l´autre. Les doduments de 1894 sont d´un français tout à fait correct. Le document de 1896 contient les fautes les plus grossieres. Le faussaire, voulant imiter le style d´un etranger, a fabriqué à plaisir le français le plus pitoyable.«  »Mais avez-vous seulement réflechi à ces choses ? Avez-vous pris le temps et la peine d´étudier, de comparer ? Non : il vous fallait un succès immédiat, un succès de tribune et d´opinion. L´Elysée vous fascine, et vous avez pensé que les passions chauvines vous y porteraient. Prenez garde : Ce n´est pas toujours impunément qu´on viole le droit, la justice, la vérité. Les acclamations passeront la vérité restera. Et les conscienses intrépides continueront leur combat implacable contre tous les mensonges, contre tes les vilenies.  Vous avez déchaîné de nouveau la passion du pays égaré. Peu importe ! La vérité est patiente et ses amis ne fléchiront pas plus que jamais, nous sommes prêts à la bataille : déjà, malgré tout, vous êtes obligé de sacrifier un peu Esterhazy. En le traduisant devant un conseil d´enquète, vous avouez qu´il est l´auteur des lettres abominables du uhlan qu´il avait niées et que les experts officiels avaient déclarées fausses. Les voilà authentiques maintenant patience : il faudet bientôt avouer officiellement que le Bordereau est de lui ; que la trahison est de lui. Et après Esterhazy, c´est l´Etat-Major qui sera jeté au gouffre.  Et vous aussi, Monsieur le ministre, qui avez foulé aux pieds toute justice et toute raison.  Jean Jaurès« |  | »Brief von Jaurès an Cavaignac«  »Mein Herr,  Sie haben gestern in der Abgeordnetenkammer ein nützliches Werk vollbracht und ein kriminelles.«  »Sie haben das nützliche Werk dadurch vollbracht, daß Sie einen Teil des Dossiers dem Lande eröffnet haben.«  »Von nun an wird es nicht mehr erlaubt sein, von der Notwendigkeit einer Geheimhaltung zu sprechen.«  »Es ist nämlich die Nation selbst, die durch Sie mit dem Problem befaßt worden ist.«  »Durch Sie ist die Diskussion eröffnet worden.«  »Und zunächst einmal/ganz zuerst, wird ein großer Sachverhalt, ein entscheidender Sachverhalt alle Geister in Erstaunen versetzen, wenn der schnelle Sturzbach der parlamentarischen Beifallsbekundung vorüber sein wird.«  »Sie haben nicht gesagt, Sie haben auch nicht gewagt zu sagen, daß die geheimen Beweisstücke den Richtern mitgeteilt worden sind, ohne auch dem Angeklagten vorgelegt worden zu sein.«  »Viel mehr noch, indem Sie selbst die Beweisstücke, die Ihnen zufolge in der Anklageschrift vorkommen müßten, zitieren, bekennen Sie, ja Sie rechtfertigen die monströse Ungleichheit des militärgerichtlichen Verfahrens und Sie statten Ihren Kollegen, M. Sarrien, mit jenen Elementen von Beweisen aus, die er für die Revision benötigt.«  »Aber lassen Sie mich das sagen, im Grunde tragen ihre Argumente eigentlich überhaupt nicht; sie sind ohne jeden Wert.«  »Weit davon entfernt, meine tiefe Überzeugung zu erschüttern, haben Sie sie (die Überzeugung) im Gegenteil bestärkt und mehr als jemals zuvor bin ich überzeugt davon, daß ein monströser Justizirrtum begangen wurde.«  »Mehr als jemals bin ich davon überzeugt, daß Esterhazy und Esterhazy allein der Verräter ist.«  »Wenn die sozialistischen Gruppen von Paris es wollten, wenn sie aus den Mehrdeutigkeiten, den Ignoranzen und den Lügen herauskommen wollten, um in flagranti das monströse Funktionieren der Militärmaschinerie zu begreifen, dann bin ich vor ihnen bereit, den Beweis zu erbringen für das, was ich sage.«  »Was haben Sie uns also nun gebracht? Sie haben uns die angeblichen Geständnisse von Dreyfus gegenüber dem Hauptmann Lebrun-Renault entgegengehalten. Aber wenn der Generalstab einen gewissen Wert dieser Erzählung des Lebrun-Renault beigemessen hat, warum hat er dann nicht gefordert, daß jener es schriftlich fixiert. Warum hat man dann vor allem nicht dem Angeklagten das Protokoll der angeblichen Geständnisse unterbreitet, wie es das Gesetz erfordert? Warum gibt es davon nur eine Spur in dem privaten Notizbuch des Lebrun-Renault, oder in einem Brief des General Gonse?«  »Aber es kommt noch besser, wenn man mit Sorgfalt den Brief des General Gonse lesen will, dann wird man den Schlüssel zur ganzen Affäre in der Hand haben.«  »Beim Prozeß Zola hat der Herr Labori einen authentischen Auszug der Vernehmung durch du Paty de Clam vorgelegt. Dort wird konstatiert, daß du Paty de Clam vergeblich versucht hat, von dem Angeklagten Geständnisse zu erhalten. Er hat ihm versprochen, ihn vor den Kriegsminister zu führen, wenn er nur sich ein wenig auf den Weg des Geständnisses begebe. Und der Angeklagte hat trotz dieser Falle seine Unschuld weiter beteuert. Also hier nun, wie der General Gonse nach Lebrun-Renault erzählt, die angeblichen Geständnisse von Dreyfus:  »Der Minister weiß, daß ich unschuldig bin. Er hat es mich sagen lassen durch den Kommandanten du Paty de Clam im Gefängnis, vor drei oder vier Tagen und er weiß, daß, wenn ich die Dokumente geliefert habe, es Dokumente ohne Bedeutsamkeit sind und daß es darum ging, dafür echte/wirklich bedeutsame zu erhalten.«  Ja, ich danke Ihnen, uns diese Texte mitgeteilt zu haben, weil man nun deutlich sieht, durch welche Arbeit der Umwandlung die Unterhaltung, die im Vernehmungsprotokoll fixiert worden ist und die von Dreyfus für seine Verteidigung wiederholt wurde, denaturiert wurde, sicher ohne Zweifel unbewußt, durch den Hauptmann Lebrun-Renault. Man sieht außerdem, wie gefährlich es ist, ein Urteil auf angebliche Aussagen eines Angeklagten zu gründen, wenn man dem Angeklagten nicht selbst diese vorlegt, damit er sie anerkennt und unterzeichnet. So gibt es dann letztlich keine Grenze mehr gegenüber der Willkür, gegenüber der Phantasie, gegenüber der Ungewißheit und gegenüber dem Irrtum.«  »Aber, Herr Minister, es gibt einen Menschen, der vor der Kammer sich hätte melden können, um Ihnen zuzurufen, daß Sie sich irren. Das ist M. Charles Dupuy. Ich versichere von Neuem, ich schwöre von Neuem, daß er mir gesagt hat, daß der Hauptmann Lebrun-Renault, von ihm angesprochen, ihm versichert hat, keinesfalls irgendwelche Geständnisse von Dreyfus empfangen zu haben.«  »Er sieht, daß Sie auf dieses angebliche Geständnis Ihre Überzeugung stützen, die die des Landes ist! Er weiß, daß sie falsch sind, und aufgrund von Vorsicht, aufgrund von Berechnung schweigt er. Mit welchem Namen soll man sein Verbrechen bezeichnen? Und welches Schandmahl wird die Geschichte für diesen Menschen finden, wenn sie die Wahrheit wissen wird?«  »Über die anderen geheimen Beweisstücke, die schon bekannt sind und die Sie heute von Neuem zitiert haben, habe ich nur ein Wort zu sagen. Solange das Bordereau nicht ergriffen und Dreyfus zugeschrieben war, hat man ihnen überhaupt keinen Wert zugemessen.«  »Und es ist heute nachgewiesen, daß das Bordereau von Esterhazy ist.«  »Ah! Ich weiß, wie schwierig es ist, für einige Tage jedenfalls noch, in das Detail einzusteigen vor dem Land, das Ihre unvorsichtigen Behauptungen täuschen und durcheinanderbringen.«  »Erlauben Sie mir jedoch eine Annäherung. Eines Ihrer Geheimstücke beweist, daß es im April 1894 ein Zerwürfnis zwischen dem Spion, wer immer er auch sei, und denjenigen, die ihn angestellt haben, gegeben hat. Und das Bordereau spielt auf diese Abkühlung an. Es beginnt folgendermaßen: »Ohne Nachricht, daß Sie mich zu sprechen wünschen...«.«  »Das sicherlich von Esterhazy stammende Bordereau, warum war (wäre) nicht von ihm die Rede, trotz des Initialbuchstabens D..., der einem Tarnnamen entsprechen kann, warum wurde nicht nach ihm gefragt? In jedem Fall, um einzurichten, daß dieses D... sich auf Dreyfus beziehen muß, sind sie gezwungen, ein Dokument zu zitieren, das 1896 aufgegriffen wurde, und das in vollem Buchstaben den Namen Dreyfus tragen würde. Dieses Dokument, das der General de Pellieux schon zitiert hat, und es war schon sichtbar, daß es auf die primitivste und himmelschreiendste Weise gefälscht war, kam genau richtig, um Esterhazy zu retten.«  »Nachdem Sie es zitiert haben, ist es noch sicherer. Sie schreiben dieses Dokument von 1896 Personen zu, die jene von 1894 geschrieben haben, um deren Identität zu konstatieren, und es genügt Ihnen festzustellen, daß es mit demselben blauen Bleistift geschrieben worden ist. Aber vergleichen Sie doch die Sprache von den einen und von den anderen. Die Dokumente von 1894 sind von einem vollkommen korrekten Französisch. Das Dokument von 1896 enthält die gröbsten Fehler. Der Fälscher, indem er den Stil eines Ausländers imitieren wollte, hat willkürlich das mitleidsvollste (erbärmlichste) Französisch hervorgebracht.«  »Aber haben Sie nur einmal über diese Sache nachgedacht? Haben Sie sich die Zeit genommen und der Mühe unterzogen, zu studieren und zu vergleichen? Nein: Sie brauchten einen unmittelbaren Erfolg, einen Erfolg der Tribüne und der Meinungsbildung. Das Elysée fasziniert Sie, und Sie haben gedacht, daß die chauvinistischen Leidenschaften Sie dort hintragen werden. Passen Sie auf, es ist nicht immer straflos, daß man das Recht, die Gerechtigkeit, die Wahrheit vergewaltigt. Die Beifallsstürme vergehen, die Wahrheit bleibt bestehen. Und die unerschrockenen Gewissen werden nicht aufhören, ihren unversöhnlichen Kampf gegen alle Lügen, gegen alle Bösartigkeiten zu führen.  Sie haben von Neuem die Leidenschaften des Landes verwirrt/entfesselt. Was soll´s!  Die Wahrheit ist geduldig und ihre Freunde werden sich nicht beugen. Weniger als jemals zuvor, wir sind zur Schlacht bereit: Schon sind Sie gezwungen, ein bißchen Esterhazy zu opfern. Indem Sie ihn vor eine Untersuchungskommission bringen, gestehen Sie ein, daß er der Autor der erbärmlichen Ulanen-Briefe ist, was er verleugnet hatte, und die die offiziellen Experten als gefälscht deklariert hatten. Jetzt mit einem Mal sind sie authentisch. Geduld, man wird sehr bald offiziell bekennen müssen, daß das Bordereau auch von ihm ist, daß der Verrat von ihm ausging. Und nach Esterhazy ist es der Generalstab, der dann in den Abgrund hinabsinken wird.  Und Sie auch, Herr Minister, der Sie jede Gerechtigkeit und jede Vernunft mit Füßen getreten haben.  Jean Jaurès« |

**A – Die Antidreyfusards in der Krise**

L´Intransigeant vom 2. September 1898: »Le Mensonge et La Vérité« von Henri Rochefort

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Le Mensonge  et la Vérité«  »Nous nous garderons d´imiter les dreyfusards qui, contre l´evidence, n´ont cessé de contester les aveux de Dreyfus au Capitaine Lebrun-Renault : nous ne discuterons pas les aveux du lieutenant-colonel Henry.«  »Et comme les journalistes et journaliers du syndicat se tiennent les côtes en songeant que je suis de ceux qui ont imposé M. Cavaignac dans le nouveau ministère, où un de ses premiers actes a été, prêcisément, de faire arrèter un officier qui s´est montré l´adversaire acharné du traitre, nous ne saurions trop nous feliciter d´avoir contribué à introduire dans le Gouvernement un homme qui l´honore par sa droiture et son impartialité.«  »Le crime du Colonel Henry est à la fois odieux et stupide. Odieux, parce qu´aux mefaits trop réels d´un condamnée on n´en ajoute pas d´imaginaires. Stupide, parce que le dossier Dreyfus contient de sa culpabilité cent cinquante preuves plus indéniables les unes que les autres, et qu´y joindre une pièce fausse c´était bénévolement jeter un doute sur la vraie.«  »A quel sentiment misérable ou à quelle idée biscornue a pu obéir le chef du bureau des renseignements militaires ? Je le cherche vainement. Peut-être – s´il ne s´était suicidé hier – aurait-il essayé d´expliquer qu´il avait fabriqué un document apocryphe afin d´éviter d´en fournir d´authentiques dont la divulgation eût pu compromettre et nos relations extérieures et la sûreté de l´Etat.  Ce serait là, en tout cas, une excuse étrange, attendu que ce faux témoignage ne pouvait servir qu´à infirmer la sincérité des autres. Mais les entreteneurs du syndicat auraient grand tort de triumpher de l´indignité du lieutenant-colonel Henry, laquelle s´attenue en rien celle de Picquart, qui voulait obliger son subordonné à reconnaître comme venant de l´étranger des petits bleus sur lesquels il avait apposé lui-même des timbres télégraphiques.«  »L´hommage qu´ils rendent et que nous rendons avec eux à la probité de M. Cavaignac ne va pas tarder à retomber lourdement sur leurs nez crochus. En effet, M. Cavaignac, que nous n´avons «imposé» à personne, mais que nous avons été heureux de voir succeder au général Billot, qui envoyait des ambassadeurs au beau-père Hadamard et au frère Mathieu, a trouvé et saisi une pièce fausse dans le dossier du condamné, laquelle, d´ailleurs, ne pouvait influer sur sa condamnation, puisque le faux Henry date de 1896.«  »Mais en même temps que le ministère a contrôlé cette pièce mensongère, il a contrôlé les autres qu´il a reconnue irrefutables, probantes et démonrant sans contestation possible la trahison de l´interné de l´ile du Diable.«  »Les aveux qu´il a arrachés au lieutenant-colonel Henry témoignent de la clairvoyance et de la loyauté du ministre de la guerre, qui n´a voulu laisser dans ce grand procès aucun point obscur. Les dreyfusards, quelle que soit leur extraordinaire mauvaise foie, seraient on ne peut plus mal venus à prétendre que M. Cavaignac a montré une rare perspicacité dans l´affaire Henry et un aveuglement complet dans l´affaire Dreyfus. Or, la culpabilité du condamné est pour le ministre, après le minutieux examen des innombrables pièces du dossier, éclatante comme la lumière du jour. Que le chef du bureau des renseignements se soit livré au déshonorant ecart pour lequel il est à cette heure incarcéré, c´est là un fait douloureux, mais secondaire. La déposition qui a atteint Dreyfus n´en a pas moins frappée un infâme, pour lequel Jaurès avait cent raisons de réclamer le poteau d´exécution.«  »Voilà ce que dira et répétera M. Cavaignac aux Trarieux ou aux sous-Reinach qui l´interpelleront, et, sa bonne foi ne pouvant être suspectée après la mise en arrestation du faussaire Henry, qui s´est d´ailleurs fait lui-même, les plus récalcitrans seront bien obligés de le croire quand il affirmera que Dreyfus est coupable.  Henri Rochefort« |  | Die Lüge und die Wahrheit  »Wir hüten uns davor, die Dreyfusards nachzumachen, die, gegen jede Evidenz, nicht aufgehört haben, die Geständnisse von Dreyfus gegenüber dem Hauptmann Lebrun-Renault in Abrede zu stellen: wir zweifeln die Geständnisse von Oberstleutnant Herny nicht an.«  »So wie die Journalisten und Tagelöhner des Syndikats sich vor Lachen die Seite halten, weil sie denken, daß ich einer von denen bin, die Herrn Cavaignac zum neuen Ministerium gedrängt haben, wo einer seiner ersten Taten genau die gewesen ist, einen Offizier verhaften zu lassen, der sich als ein leidenschaftlicher Gegner des Verräters herausgestellt hat, wüßten wir nicht stark genug uns zu beglückwünschen, können wir uns nicht so recht darüber freuen, einen Mann mit an die Regierung gebracht zu haben, den seine Rechtschaffenheit und Unparteilichkeit auszeichnet.«  »Das Verbrechen von Oberst Henry ist zugleich widerwärtig und dumm. Widerwärtig, weil man zu den allzu reellen Missetaten eines Verurteilten nicht noch ausgedachte hinzufügt. Dumm, weil die Akte Dreyfus einhundertfünfzig Beweise für seine Schuld enthält, die einen unzweifelhafter als die anderen, und dem ein gefälschtes Beweisstück hinzufügen bedeutet, freiwillig einen Zweifel an der Wahrheit aufkommen zu lassen.«  »Welch´ elendem Gefühl oder welcher verschrobenen Idee hat der Chef des Nachrichtenbüros gehorcht? Vielleicht würde er, wenn er sich gestern nicht umgebracht hätte, versuchen zu sagen, daß er ein unechtes Dokument hergestellt hat, um zu vermeiden, ein authentisches vorlegen zu müssen, dessen Verbreitung unsere Beziehungen zum Ausland und die Sicherheit des Staates hätte gefährden können.  Das wäre in jedem Fall eine befremdliche Entschuldigung in Erwähnung der Tatsache, daß dieser falsche Beweis dazu führen konnte, die anderen in ihrer Glaubwürdigkeit zu entkräften. Aber die Unterhalter des Syndikats würden einen großen Fehler begehen, wenn sie über die Niederträchtigkeit des Oberstleutnants triumphieren würden, welche um nichts milder erscheint als Picquart, der seinen Untergebenen auferlegen wollte, jene kleinen Blauen (gemeint sind Telegramme; d.Autor) zu erkennen, denen er, aus dem Ausland kommend, selbst die Telegrammmarken aufgeklebt hatte.«  »Die Ehrerbietung, die sie und wir mit ihnen der Rechtschaffenheit von Herrn Cavaignac bezeugen, wird nicht zögern schwer auf ihre krumme Nase zurückzufallen. In der Tat, Herr Cavaignac, dem wir nichts persönlich »auferlegt« haben, über den wir glücklich gewesen sind, als er Nachfolger von General Billot wurde, der Botschafter an den Schwiegervater Hadamard und den Bruder Mathieu ausgesandt hat, hat ein gefälschtes Beweisstück in der Akte des Verurteilten gefunden und beschlagnahmt, welches übrigens keinen Einfluß haben konnte auf seine Verurteilung, da die Fälschung von Henry ja aus dem Jahre 1896 datiert.«  »Aber zur selben Zeit, da der Minister dieses erlogene Beweisstück kontrolliert hat, hat er auch die anderen kontrolliert, die unwiderlegbar, beweiskräftig und ohne mögliche Beanstandung den Verrat des Internierten belegt haben.«  »Die Geständnisse, die er dem Oberstleutnant entrissen hat, zeugen von der Redlichkeit und Klarheit des Kriegsministers, der in diesem großen Vorgang keinerlei dunklen Punkt übrig lassen wollte. Die Dreyfusards, in ihrer außergewöhnlichen Unredlichkeit, würden wohl, schlechter kann man nicht auftreten, behaupten, daß Herr Cavaignac eine seltene Weitsicht in der Affäre Henry und eine komplette Verblendung in der Affäre Dreyfus gezeigt hat. Nun aber ist die Schuld des Verurteilten für den Minister nach der genannten Prüfung der zahllosen Beweisstücke in der Akte überdeutlich wie das Licht des Tages. Daß der Chef des Nachrichtenbüros sich für eine entehrende Verfehlung hergegeben haben sollte, für die er zu dieser Stunde eingekerkert ist, das ist eine schmerzliche Tatsache, aber sie ist sekundär. Die Zeugenaussage, die Dreyfus eingeholt hat, hat einen nicht weniger Ehrlosen heimgesucht, für den Jaurès hundert Gründe angeführt hatte, um die Todesstrafe zu fordern.«  »Das ist es, was Herr Cavaignac Trarieux oder einem Unter-Reinach, die ihn verhören werden, sagen und wiederholen wird, und nachdem seine Glaubwürdigkeit nicht bezweifelt werden kann, nachdem der Fälscher Henry ins Gefängnis geschickt worden ist, (Henry) der sich übrigens selbst gerichtet hat, werden die Widerspenstigsten gezwungen ihm zu glauben, was er bekräftigen wird, daß Dreyfus schuldig ist.  Henri Rochefort« |

La Gazette de France vom 6. September 1898: »Le premier sang« von Charles Maurras

Sechs Tage nach Henrys Tod, drei Tage nach Cavaignacs Rücktritt, veröffentlicht Charles Maurras, der später die Action Francaise gründen und zur führenden intellektuellen Figur der französischen Rechten werden sollte, einen Artikel, mit dem er erstmals einer breiteren Öffentlichkeit sich bekannt machte.

Maurras hat sich jenseits eines aktuellen Kommentarjournalismus genügend Zeit gelassen, um seine Argumentation abgeklärt vortragen zu können. Zugleich muß er sich der Bedeutung der Vorfälle bewußt gewesen sein, denn er ging davon aus, daß die Wirkung des Selbstmordes von Henry nach einer Woche noch anhielt und eine plausible Deutung noch ausstand oder wenigstens die Bandbreite der möglichen Deutungen noch nicht explizit ausgeschöpft worden war.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Autour de L´Affaire Dreyfus  Le premier sang  1«  »à la mémoire du lieutenant-colonel Henry. CH. M.«  »Pendant que les suiveurs du parti de Dreyfus donnaient partout les signes d´un obscène contentement,«  »Beaucoup de patriotes découpaient, dans les feuilles de jeudi et de mercredi, le portrait du lieutenant-colonel Henry et plaçaient cette image, d´un dessin hâtif et grossier, d´un sens sacré, dans l´endroit le plus apparent du lieu qu´ils habitent.«  »En attendant que la justice lui rende les honneurs publics qu´il a bien méritiés, les Français ont voué un culte domestique à ce bon citoyen, à ce brave soldat, à ce serviteur heroïque des grands intérêts de l´Etat.«  »Culte d´abord silencieux, que chacun renferme, où l´instinct eut sans doute plus de part que la réflexion.«  »Voici qu´il s´exerce au grand jour, se produit en public, depuis que cette sombre affaire est mieux connue et que la raison s´y exerce sur quelques faits précis en toute certitude.«  »Les journaux d´abord incertains ou retenus par les scrupules de notre mauvaise éducation demi-protestante osent manifester l´essentiel de ce sentiment.«  » «Quels états de service! » s´est-on écrié tout d´abord. Et la seule inspection de ces états a fait tomber le soupçon qui naissait sur la part qu´avait prise le défunt Colonel au premier procés de Dreyfus. «  »Un homme ainsi noté n´avait pu machiner un crime judiciaire. Faits de guerre en 1870, double évasion, expéditions coloniales, blessures répétées, réputation sans tache, renom particulier d´honnêtété rigide et de pure délicatesse, tous ces fait moraux, réunis, limitaient dans l´esprit du public entier le champ de la réflexion et de l´examen.«  »Un faux, et un seul faux, un mensonge, mais le premier et le dernier, voilà la seule charge qu´il était permis de faire peser sur la mémoire du suicidé du Mont-Valerien.«  »Ce premier travail de déblaiement accompli, il a bien fallu s´occuper des mobiles de l´acte et rejeter d´abord, toujours en conséquence des états de Service du Colonel Henry, les mobiles intéressés. Comment ce grand homme d´honneur avait-il donc pu arriver à de telles extrémités?«  »Au moment même où se posait cette demande, il arrivait du ministère de la guerre, de là même où Henry avait reçu le coup mortel, cette affirmation répétée que rien n´était changé à l´affaire Dreyfus et que la culpabilité du condamné de 1894 se trouvait être moins douteuse que jamais.«  »Le public avait dejà murmuré:- «Si Dreyfus est coupable, Henry pourrait être un martyr.» Mais voici que toutes les voix autorisées, les examinateurs, les contrôleurs, les dénonciateurs du faux d´Henry les détenteurs des Dossiers, de tous les Dossiers, affirmaient qu´en effet Dreyfus était coupable. Dreyfus coupable, le crime d´Henry, s´il ne se justifiait point, s´expliquait à la perfection par la vivacité d´un zèle dont il a été la victime.«  »Ce sentiment n´était point net ni distinct encore. L´on se confinait tout d´abord en quelques généralités. Nous avons lu, de ci de là, le matin même où fut connu le suicide, des observations comme celles-ci: «Henry tenait les fils du Service des Renseignements, avait à cœur d´en défendre les secrets. Et lorsqu´il a vu s´annoncer, avec l´interpellation Carstelin, succédant à diverses campagnes de journaux, une ère de troubles, de révélations dangereuses au sujet du procès de trahison, il crut trouver un moyen de soustraire aux inconvénients de la publicité la source des plus précieux renseignements de son service: c´était de forger un document de nature à mettre la culpabilité de Dreyfus en dehors de toute discussion et à étouffer dans l´œuf cette campagne menaçante.»«  »Ceci était encore assez vague. Le lendemain, vendredi, M. Ernest Judet, en précisant cette opinion de plus en plus répandue dans le public, l´illustrait d´un mot expressif:«  »L´explication du faux qu´il a commis, qui brise si lugubrement toute une carrière de devoir et de vaillance, se tire du sentiment exagéré des responsabilités personnelles, devant une menace de revision. Il savait que le dossier Dreyfus renferme des documents capables, par leur divulgation, d´entrainer des complications internationales et la guerre: voilà pourquoi il voulait mettre en circulation des pièces qui dispensent de recourir aux autres, aux plus graves, *sortes de Billetts de banque dont la valeur fiduciaire reposait à ses yeux sur l´existence de pièces authentiques*, maintenues prudemment dans l´ombre.«  »Un «billett de banque», d´une «valeur fiduciaire», représentant des pièces d´une authenticité absolue, Tel parut être désormais le caractère du faux d´Henry. Il y eut donc lieu de se demander exactement, c´est un faux et si l´on peut lui prêter, en pareil cas, la moindre intention dolosive.  \*\*\*  Mais poussons plus loin l´analyse. Serrons l´étude de l´action si bien définie par M. Judet.«  »Des mercredi cinq heures, vers le temps où le lieutenant-colonel se coupait la gorge, on pouvait découvrir, en ouvrant les journaux du soir, et en réfléchissant sur leur informations, sur quels objects précis étaient gagée, par quelle réalité se trouvait garantie la « valeur fiduciaire » de son faux.  En effet, que dissaient les différents communiqués ministériels qui relataient la découverte du faux d´Henry ? Ils s´accordaient à affirmer que, des pièces afférentes à la trahison de Dreyfus, toutes « sauf une » étaient reconnues authentiques. Et, dès le lendemain jeudi, les renseignements abondaient sur le mode de fabrication de « la » pièce. Mais il n´était toujours question que d´*une* pièce, la piéce qui commence par les fameux mots « J´ai lu qu´un député », et dite couramment « la pièce de 96 ».  Cette façon de parler est trés vicieuse. Il ný a pas « une » pièce de 96 : il y en a trois. Si l´enquête du capitaine Cuignet a reconnu que l´une de ces pièce, mais une seule, était fausse, l´authenticité des deux autres en était confirmée. Cette enquête, que l´on disait inachevée, est close. Elle est close depuis quinze jours. Elle a laissé toute leur farce à deux des trois lettres de 1896 (1).«  »Ces deux pièce génent beaucoup les dreyfusiens. Ils commencent à s´en apercevoir. Dans le Siècle de ce matin, notre ami Gabriel Monod nie absolument leur authenticité. Mais qu´en sait-il ? il les nie sans les connaître et sans même pouvoir en soupçonner le contenu. Voilà un beau trait de sévère critique historique ! Le morceau se termine par des attaques virulentes contre la noble mémoire d´Henry. Henry fut mensonger, Henry fut malhonnète. Honnète Gabriel Monod, une deux fois, nous l´ avons surpris en flagrant délit d´équivoque dans ses relations avec nous.«  »Que sont ces ceux lettres? Que valent-elles ? M. Cavaignac nous l´a dit dans son discourse du 7 juillet dernier, discours reproduit dans tous les journaux de mercredi soir. Après avoir lu la pièce supposée par Henry et dont il affirmait l´authenticité morale et matérielle, le ministre de la guerre ajoutait qu´elle faisait partie d´un « échange de correspondances qui eut lieu en 1896 » :  La première lettre est celle que je viens de lire (Le faux). *Une reponse* (pièce A) contient deux mots qui tendent évidemment à rassurer l´auteur de la première lettre. *Une troisième lettre* enfin, (pièce B) qui dissipe bien des obscurités, indique avec une précision absolue, *avec une précision telle que je ne puis pas en lire un seul mot*, la raison même pour laquelle nos correspondants s´inquiétaient.«  »L´enquête signalant le faux de la première lettre ayant, je le redis, éprouvé les deux autres, il s´en suit qu´il est donc certain que, vers octobre 96, aux approches de l´interpellation Castelin, l´État-Major reçut réellement deux pièces nouvelles concernant l´affaire Dreyfus : la lettre A et la lettre B. Le colonel Henry, sous-chef du bureau des renseignements mais proposé depuis quelques mois à la surveillance discrète du colonel Picquart dont les menées avaient paru suspectes, et dont les fonctions étaient devenues purement nominales, reçut livraison en secret de ces documents. Il les connut, les contrôla, et n´eût pas de peine à constater, tout à la fois l´importance et l´inutilité du dernier d´entre eux.  Elle était accablante pour Dreyfus et pour ses amis, cette lettre B ; mais, par sa teneur même, elle ne pouvait rendre aucun service aux défenseurs de la justice, de la patrie et de l´État. On ne pouvait ni la publier, ni l´extraire, ni même l´analyser. En livrer « un seul mot » suivant l´expressions de M. Cavaignac, c´était en donner tout le sens. Elle était condamnée à ne point sortir des armoires. Elle y demeurerait ensevelie absolument comme si elle n´eût jamais existé.  \*\*\*«  »Plusieurs de nos confrères on essayé de preindre l´état d´esprit du lieutenant-colonel à ce moment-là. Mais on en connaît à présent l´objet précis. Il venait justement de recevoir cette arme toute neuve contre le traitre, cette arme décisive, dont il lui était interdit de ce servir. Il faut réfléchir ici à l´étendue et à la gravité des scrupules d´Henry. Il faut songer que le ministre de la guerre n´était même pas un confident assuré. Sachant combien sont rapides et faciles, en République, les changements du personnel ministériel, Henry estimait dangereux de revéler de graves secrets professionnels à des supérieurs aussi temporaires. En République, il est fatal que les chefs de services aient de ces méfiances ; la versatilité, l´indiscrétion parlementaires autorisent les précautions. Henry savait d´ailleurs être le responsable et le seul responsable. Il prit donc le parti de dire au moins de gens possible son secret. C´était la tradition du colonel Sandherr et de tous ses prédécesseurs. C´était la règle même, la condition inéluctable de leur art et de leur métier.  Quelques uns seulement des plus hauts personnages de la rue Saint-Dominique, notamment M. de Boisdeffre et M. Gonse, à qui leurs fonctions à l´État-Major général paraissaient garantir une sorte d´inamovibilité, furent sculs admis de plain pied dans la confidence ! Ainsi Henry accomplit-il un premier devoir, qui était de circonscire la connaissance d´un secret d´Etat.  Un seconde devaoir s´imposait. Chef réel, sinon titulaire, et chef responsable du service de l´espionnage (depuis que Picquart avait cessé de compter) le lieutenant-colonel Henry devait faire tous ses efforts pour utiliser, malgré tout, le secret qu´il voulait en même temps cacher. Il rêva de concilier cette obligation du secret avec ce devoir d´une action publique et efficace contre les premiers mouvements du syndicat Dreyfus. Qui voudra reprocher au colonel Henry une préoccupation de ce genre ? Elle était de son emploi. Il n´ursurpait aucun pouvoir ; il ne faisait rien que défendre son service particulier.  L´idée lui vint de transporter de reporter, sur un carton fabriqué et fardé de ses propres mains quelques parties, ou tout au moins leur essence communicable, de la terrible lettre, afin d´avoir une pièce qu´il pût montrer à son ministre ou, s´il avait jugé Billot digne de l´initiation, une pièce que ce ministre pût faire voir à ses familiers. La lettre A lui fournissait à point les moyens de confectionner avec vérité ce document fictif, et de manière à ce que la fiction y fût réduite au minimum ; cette lettre A connue et decrite plus tard par M. Cavaignac, présente, nous le savons, les caractères d´»une résponse« : mais une résponse suppose un missive antérieure. C´est cette missive que le lieutenant-colonel Henry resolut de forger ou, pour mieux dire, d´inférer, de rétablir, de suppléer et de restituer d´après les fermes de sa résponse. Ainsi cet apocryphe devait unir cette » valeur fiduciaire « dont parle fort bien M. Judet, un commencement d´exactitude et de véracité matérielles. Il était difficile, en un pareil objet, de pousser plus loin le scrupule intellectuel et moral. S´il y a là quelques parcelles de mensonge et de faux, elles sont petiles.  \*\*\*  On prête à Henry des complices. Mais l´hypothèse est inutile. … Il ne s´en ouvrit à personne, non point même à ceux qui avaient reçu la confidence des pièces A et B. Ou ils l´eussent couvert, ou ils l´eussent contrarié. Or, Henry consentait bien à se risquer, mais seul ; et, dans sa besogne de police internationale, notre énergique plébéien n´avait que faire de choquer les délicatesses des gentilshommes de l´État-Major. Il se résigna, la mort dans l´âme, à tromper, pour le bien public, des chefs qu´il aimait et dont il avait la complète confiance, M. de Boisdeffre, M. Gonse, d´autres peut-être.  On ne réfléchit pas assez à la manière dont le faux est confectionné, bien que les journaux l´aient décrite. Il est composé de certaines phrases habilement détachées d´un document dont l´authenticité ne fait point de doute et de certaines autres phrases qui sont de l´invention d´Henry. Ainsi, d´après des rapports concordants, la phrase initiale *j´ai lu qu´un député* et la phrase finale *il ne faut pas qu´on sache jamais personne ce qui est arrivé avec lui* sont, mot pour mot, le texte original d´une lettre incontestablement écrite par un attaché étranger résidant à Paris. (…)  \*\*\*  (…) N´a-t-il senti aucun trouble de conscience ? Je crois bien qu´il dut hésiter. S´il passa outre, ce fut, que, suivant sa propre parole, sa conscience ne lui reprochait rien. Elle n´avait rien à lui reprocher.  Qu´était-ce au juste que ce « faux »dont les Pharisiens font si grand bruit maintenant ? M. Judet dit : « un simple billet de banque ». Je dirai que c´était mieux et moins que cela : ce faux constituait une simple reproduction publique, comme l´édition populaire d´une vérité absolue ; c´était, dirai-je encore, cette vérité elle-même, mais expurgée et réduite à des proportions qui lui permissent de paraître devant tous ; c´était la réduction *ad usum populi* d´un original authentique. Nous avons tous traduit au collège des vers d´Horace et de Catulle forgés par nos respectables éducateurs, que nous remersions aujourd´hui, de très bon cœur, d´avoir induit notre jeunesse en quelques erreurs innocentes. Ces falsifications sont permisses et légitimes. Celle d´Henry était utile, s´il est vrai qu´en certains sujets la foule est une enfant et l´opinion publique une véritable mineure.  On exigeait la preuve que Dreyfus fût un criminel : en résumant le faux, le prétendu faux Henry, qui résumait lui-même la vraie lettre de 96, le général de Pellieux administra cette preuve dans la mesure où on pouvait l´administrer. Nous n´avons eu qu´un reflet adouci et diminué de cette preuve : mais il était fidèle et le seul que l´on pût produire.  Charles Maurras  (A Suivre)« |  | In der Affäre Dreyfus  Das erste Blut  1  Dem Andenken an Oberstleutnant Henry. CH. M.  »Während die Mitläufer der Dreyfus-Partei überall Zeichen einer widerwärtigen Zufriedenheit erkennen ließen,...«  »schnitten viele Patrioten aus den Zeitungen vom Donnerstag und vom Mittwoch das Porträt des Oberstleutnant Henry aus und stellten dies Bild, das einer überhasteten und groben Zeichnung, dies Bild von einer geheiligten Bedeutung, an den besten Platz in ihrer Wohnung.«  »Solange bis die Gerechtigkeit ihm die öffentliche Ehre wiedergibt, die er wohl verdient hat, haben die Franzosen dem guten Bürger, dem tapferen Soldaten, dem heroischen Diener der großen Interessen des Staates einen heimischen Kultus gewidmet.«  »Zunächst ein stiller Kult, den jeder verbirgt, wo der Instinkt einen größeren Anteil hatte als die Reflexion.«  »Hier übt er sich für den großen Tag, an dem er sich der Öffentlichkeit zeigt, wenn erst diese dunkle Affäre besser verstanden wird und der Verstand sich an den genauen Tatsachen eine vollkommene Gewißheit ausbildet.«  »Die Zeitungen, die zunächst durch die Bedenken unserer schlechten halb-protestantischen Erziehung zweifelnd und abwartend waren, wagen es, das Wesentliche dieser Ansicht zu veröffentlichen.«  » »Welche Zustände des Dienstes!« hat man zuallererst geschrieben. Und eine einzige Begutachtung dieser Zustände hat dazu geführt, den Verdacht fallen zu lassen, der aus dem Anteil stammte, den der verstorbene Oberst am ersten Dreyfus-Prozeß hatte.«  »Ein so vorgemerkter Mann hatte kein Justizverbrechen anstiften können. Teilnahme am Krieg 1870, zweifache Flucht, Kolonialexpeditionen, wiederholte Verwundung, ein makelloser Ruf, ein besonderer Ruf der strengen Ehrenhaftigkeit und des reinen Taktgefühls, alle diese moralischen Handlungen zusammengenommen begrenzten im öffentlichen Bewußtsein das Feld der Reflexion und das der Prüfung. «  »Eine Fälschung, und eine einzige Fälschung, eine Lüge, aber die erste und letzte, das ist die einzige Bürde, und sie zu erwägen war verboten im Andenken an den Selbstmörder vom Mont-Valerien.«  »Die erste Arbeit des vollkommenen Freiräumens hat sich mit den Beweggründen der Tat beschäftigen müssen und zuerst interessierte Beweggründe, immer gemessen am Dienstgrad von Oberst Henry, zurückweisen müssen. Wie hatte dieser große Ehrenmann aber dennoch zu einer solchen Tätlichkeit kommen können?«  »In dem Moment, in dem sich diese Frage stellte, wurde in demselben Kriegsministerium, in dem Henry den Todesstoß erhalten hatte, die wiederholte Bekräftigung ausgesprochen, daß nichts sich in der Angelegenheit Dreyfus geändert hatte und daß die Schuld des Verbannten von 1894 sich als vollkommen zweifelsfrei erwiesen habe.«  »Das Publikum hat schon gemurmelt: - »Wenn Dreyfus schuldig ist, könnte Henry ein Märtyrer sein.« Und all die autorisierten Stimmen, die Prüfer, die Kontrolleure, die Denunzianten der Fälschung Henrys, die Kenner des Dossiers, von allen Dossiers, bekräftigten, daß Dreyfus wirklich schuldig war. Dreyfus schuldig, das Verbrechen Henrys, wenn es sich auch überhaupt nicht rechtfertigen ließ, erklärte sich doch vollständig aus der Lebhaftigkeit eines Eifers, dessen Opfer er geworden ist.«  »Diese Ansicht war weder klar noch deutlich. Man beschränkte sich auf irgendwelche Allgemeinheiten. Wir haben hier und da an dem Morgen selbst, an dem der Selbstmord entdeckt wurde, Beobachtungen wie die folgende gelesen: »Henry hielt die Fäden des Nachrichtendienstes und hatte dessen Geheimnisse zu schützen. Und als er bei der Interpellation Castelin, in Folge verschiedener Pressekampagnen, eine Phase der Schwierigkeiten, der gefährlichen Enthüllungen, was den Prozeß des Verrats betrifft, sich ankündigen sah, glaubte er ein Mittel gefunden, die Quelle der genauesten Untersuchung seines Dienstes vor den Nachteilen der Veröffentlichung zu verbergen: das war, ein Dokument von der Natur zu erdichten, das die Schuld von Dreyfus außerhalb jeder Diskussion stellt und das diese bedrohliche Kampagne im Keim erstickt.««  »Das war noch ziemlich vage. Am darauf folgenden Tag, dem Freitag, erläuterte Herr Ernest Judet, um diese mehr und mehr in der Öffentlichkeit verbreitete Meinung zu präzisieren, mit ausdrucksstarken Worten:  »Die Erklärung der Fälschung, die er sich hat zuschulden kommen lassen, und die eine Karriere der Pflichterfüllung und Tapferkeit grausam zerbricht, ergibt sich vor einer Drohung der Revision aus überzogenem Empfinden persönlicher Verantwortung. Er wußte, daß die Mappe Dreyfus Dokumente enthält, die, wären sie bekannt, internationale Verwicklungen und Krieg nach sich ziehen würden: Das ist der Grund, warum er Beweisstücke in Umlauf bringen wollte, die davon entbinden, auf andere zurückzugreifen, auf ernstere, *eine Art Wechsel, welcher einen treuhänderischen Wert durch die Existenz der tatsächlichen Beweise erhielt*, sie klug im Schatten des Verborgenen zurückhaltend.«  »Ein »Wechsel«, von »treuhänderischem Wert«, stellvertretend für das unbedingt echte Beweisstück, das schien von nun an der Charakter der Fälschung Henrys zu sein. Es ging demnach darum, sich genau Rechenschaft abzulegen, es ist eine Fälschung und wenn man ihr, in einem derartigen Fall, die winzigste bösartige Absicht verleiht.  \*\*\*  Aber wir treiben die Analyse weiter. Wir straffen die von Herr Judet so trefflich bestimmte Studie der Aktion.«  »Am Mittwoch fünf Uhr, zur Zeit, als der Oberstleutnant sich gerade die Gurgel durchschnitt, konnte man die Abendzeitungen aufschlagen und über ihre Informationen nachdenken, in denen man entdecken konnte, über welche Themen genau es gedeckt war, durch welche Realität sich der »treuhänderische Wert« seiner Fälschung garantiert fand.  In der Tat! Was besagten die unterschiedlichen ministeriellen Verlautbarungen, welche die Entdeckung der Fälschung Henrys berichteten? Sie stimmten in der Bekräftigung überein, daß die Beweisstücke, die den Verrat von Dreyfus betreffen, alle »außer einem« als echt anerkannt worden waren. Und am darauffolgenden Donnerstag waren die Auskünfte über die Art der Herstellung des »einen« Beweises im Überfluß vorhanden. Aber es war immer nur die Frage nach einem Beweis, dem Beweis, der mit den berühmten Worten beginnt: »*Ich habe gelesen, daß ein Abgeordneter*«, und der gewöhnlich »Beweis von 96« genannt wird.  Diese Art zu reden ist sehr schadhaft. Es gibt nicht »ein« Beweisstück von 96: es gibt deren drei. Wenn die Nachforschung von Hauptmann Cuignet erbracht hat, daß einer dieser Beweise, aber ein einziger, falsch war, dann wurde die Echtheit der beiden anderen bestätigt. Diese Nachforschung, die man unabgeschlossen nannte, ist abgeschlossen. Sie ist abgeschlossen seit vierzehn Tagen. Sie hat ihre ganze Füllung den zwei Briefen von 1896 belassen. (1)«  »Diese beiden Beweisstücke bringen die Dreyfusiens in Verlegenheit. Sie beginnen, dessen gewahr zu werden. Im Siècle, an diesem Morgen, verneint unser Freund Gabriel Monod ihre Echtheit absolut. Aber was sagt er? Er verneint sie, ohne sie zu kennen und selbst ohne den Inhalt zu ahnen. Das ist ein schöner Streich der strengen historischen Kritik. Das Stück wird beendet durch die bösartigen Angriffe auf das ehrenhafte Gedenken an Henry. Henry war verlogen, Henry war unehrenhaft. Der redliche Gabriel Monod hat uns ein, zwei Mal schon in einem unbestreitbar zweideutigen Vergehen in seiner Beziehung zu uns überrascht.«  »Welches sind diese beiden Briefe? Was sind sie wert? Herr Cavaignac hat sie uns genannt in seiner Rede vom vergangenen 7. Juli, die in allen Zeitungen am Mittwoch Abend wiedergegeben wurde. Nachdem er das ihm von Henry untergeschobene Beweisstück verlesen hatte, dessen moralische und sachliche Authentizität er bekräftigte, fügte der Kriegsminister hinzu, daß es einen Teil eines »Briefwechsels (ausmache), der 1896 stattgefunden hatte:  Der erste Brief ist derjenige, den ich verlesen habe (die Fälschung). Eine Antwort (Beweisstück A) enthält zwei Worte, die offensichtlich dazu dienen, den Autor des ersten Briefes zu versichern. Ein dritter Brief schließlich (Beweisstück B), der alle Dunkelheiten beseitigt, zeigt mit einer absoluten Genauigkeit, mit einer solchen Genauigkeit, daß ich nicht ein einziges Wort lesen kann, den Grund, um dessentwillen sich unsere Briefeschreiber beunruhigten.« «  »Die Nachforschungen ergaben die Fälschung des ersten Briefes und, ich sage es noch einmal, die Zuverlässigkeit der beiden anderen, und es schließt sich daran an, daß es sicher ist, daß um den Oktober 1896, um die nahende Interpellation (Anhörung) Castelin, der Generalstab tatsächlich zwei neue Beweise bezüglich der Angelegenheit Dreyfus erhalten hat: den Brief A und den Brief B. Der Oberst Henry, stellvertretender Leiter des Nachrichtenbüros, aber seit einigen Monaten Vorsteher der geheimen Überwachung von Oberst Picquart, dessen geheime Umtriebe suspekt erschienen waren, und dessen Funktionen rein nominell geworden waren, empfing die Lieferung der Dokumente geheim. Er kannte sie und hätte keine Schwierigkeiten gehabt, zugleich die Wichtigkeit und die Zwecklosigkeit kontrollierte sie.  Er war erdrückend für Dreyfus und seine Freunde, dieser Brief B; aber durch seinen wörtlichen Inhalt konnte er den Verteidigern des Rechts, des Vaterlandes und des Staates keinerlei Dienst leisten. Man konnte ihn weder veröffentlichen, noch Stellen aus ihm herausnehmen, noch selbst analysieren. »Ein einziges Wort« preiszugeben, um dem Ausdruck von Herr Cavaignac zu folgen, das würde den ganzen Sinn offenbaren. Er war dazu verdammt, den Schrank nicht zu verlassen. Er blieb verschlossen, als ob er niemals existiert hätte.  \*\*\*«  »Mehrere unserer Kollegen haben versucht, die Geisteshaltung des Oberstleutnants in jenem Moment darzustellen. Aber man kennt jetzt das genaue Bestreben. Er kam gerade recht, um diese ganz neue Waffe gegen den Verräter aufzunehmen, diese entscheidende Waffe, deren sich zu bedienen ihm untersagt war. Es ist hier an das Ausmaß und die Schwere der Gewissensbisse Henrys zu denken. Man muß sich vergegenwärtigen, daß der Kriegsminister kein zuverlässiger Vertrauter war. Darum wissend, wie schnell und leicht in einer Republik die Wechsel im ministeriellen Personal vor sich gehen, schätzte es Henry als gefährlich ein, die ernsten dienstlichen Geheimnisse auch den vorübergehenden Vorgesetzten zu enthüllen. In der Republik ist es verhängnisvoll, daß die Chefs des Dienstes dieses Mißtrauen haben: die Unstetigkeit, die parlamentarische Indiskretion rechtfertigt jedoch die Vorsicht. Henry wußte außerdem, daß er der Verantwortliche und der einzige Verantwortliche ist. Er faßte also den Entschluß, so wenig Leuten wie möglich sein Geheimnis zu sagen. Das entsprach der Tradition des Oberst Sandherr und aller seiner Vorgänger. Das war die Regel, die unvermeidliche Bedingung ihrer Kunst und ihres Metiers.  Manche der höchsten Persönlichkeiten der rue Saint-Dominique, namentlich Herr de Boisdeffre und Herr Gonse, mit denen ihre Funktionen im Generalstab eine Art Unabsetzbarkeit zu gewährleisten schienen, hatten ohne weiteres den Zugang zu den vertraulichen Mitteilungen gestattet. Deshalb vollendete Henry eine erste Pflicht, die darin bestand, die Kenntnis der Geheimnisse des Staates zu beschränken.  Eine zweite Pflicht drängte sich auf. Als der tatsächliche Chef, wenn auch nicht als solcher ernannt, und als der verantwortliche Chef des Spionagedienstes (seit Picquart aufgehört hatte, dazu zu gehören) mußte der Oberstleutnant Henry sich bemühen, trotz alledem, das Geheimnis zu benutzen, das er zur gleichen Zeit verbergen wollte. Er grübelte vor sich hin, um die Forderung nach Geheimhaltung mit der Pflicht zu einer öffentlichen und wirksamen Aktion gegen die ersten Regungen des Dreyfus-Syndikats in Übereinstimmung zu bringen. Wer wollte Oberst Henry in dieser Gattung eine Hauptbeschäftigung vorwerfen? Sie gehörte zu seiner Arbeit. Er eignete sich keinerlei Macht an; er machte nichts, als seinen besonderen Dienst zu verteidigen.  Die Idee kam ihm, auf einem von eigenen Händen fabrizierten und beschönigten Karton Teile des schrecklichen Briefes zu übertragen und mitzuteilen, oder mehr oder weniger den mitteilbaren Kern, um schließlich ein Beweisstück zu haben, das er seinem Minister zeigen konnte, denn er hatte Billot für würdig befunden, ihn einzuweihen, - ein Beweisstück, das der Minister seinen Kollegen und seiner Familie zeigen konnte. Der Brief A lieferte ihm gerade recht die Mittel, das fiktive Dokument als wahres anzufertigen, und es ist von der Art, daß das Fiktive darin auf ein Minimum reduziert wurde; dieser Brief A., Herrn Cavaignac bekannt und später von ihm beschrieben, hat, wir wissen es, den Charakter einer »Antwort«: aber eine Antwort setzt einen früheren Brief voraus. Das ist der Brief, den der Oberstleutnant Henry sich entschloß zu erdichten, oder, um es genauer zu sagen, um ihn zu erschließen, wiederherzustellen, ihn zu ersetzen und zu restituieren gemäß der Sprache seiner Antwort. Folglich konnte diese unechte Schrift jenen »treuhänderischen Wert« erbringen, von dem zuvor Herr Judet sprach, ein Urgrund der Exaktheit und der sachlichen Wahrhaftigkeit. Es wäre schwierig in einem ähnlichen Fall, die intellektuellen und moralischen Skrupel wegzudrängen. Wenn es sich aber um solche Parzellen der Lüge und der Fälschung handelt, sind sie klein.  \*\*\*  Man schreibt Henry Komplizen zu. Aber die Annahme ist fruchtlos (...) Er offenbarte sich niemandem, nicht einmal denen, welche die vertrauliche Mitteilung über die Briefe A und B erhalten hatten. Entweder hätten sie es gedeckt, oder sie hätten widersprochen. Folglich stimmte Henry in sein Risiko ein, aber alleine; und so verstieß unser energischer Plebejer in seiner internationalen Polizeiarbeit nur gegen das Feinempfinden der Edelmänner aus dem Generalstab. Er fügte sich, den Tod vor Augen, darein, die Chefs um einer wohlgestimmten Öffentlichkeit willen zu täuschen, die Chefs, die er liebte und deren ganzes Vertrauen er genoß, Herr de Boisdeffre, Herr Gonse, vielleicht noch andere.  Man denkt nicht genügend über die Art und Weise nach, wie die Fälschung angefertigt wurde, obwohl die Zeitungen sie beschrieben haben. Sie ist zusammengesetzt aus verschiedenen geschickt lockeren Sätzen, aus einem Dokument, dessen Echtheit nicht der geringste Zweifel erlaubt, und aus verschiedenen anderen Sätzen, die dem Eingriff Henrys entstammen. So ist, nach übereinstimmenden Berichten, der eröffnende Satz *Ich habe gelesen, daß ein Abgeordneter* und der Schlußsatz *Es darf nicht sein, daß man jemals die Person erfährt, mit der Sie zusammengekommen sind* Wort für Wort der tatsächliche Text eines Briefes, der unanfechtbar von einem in Paris residierenden ausländischen Attaché geschrieben wurde. (...)  \*\*\*  (...) Hatte er denn keinerlei Unruhe des Gewissens verspürt? Ich glaube doch, daß er schwanken mußte. Wenn er sich darüber hinwegsetzte, dann deshalb, weil, um seinen eigenen Worten zu folgen, sein Gewissen rein war. Es gab nichts, daß er sich hätte vorwerfen müssen.  Was war das eigentlich, die »Fälschung«, um welche die Pharisäer gerade einen so großen Lärm machen? Herr Judet sagt: »ein einfacher Wechsel«. Ich sagte, daß es mehr oder weniger das war: *die Fälschung ermöglichte eine einfache öffentliche Wiedergabe einer absoluten Wahrheit, wie eine Volksausgabe*; es war, sagte ich auch, diese Wahrheit selbst, aber bereinigt und reduziert auf die Aussagen, die es erlaubten, vor allen zum Erscheinen gebracht werden zu können; es war die Reduktion *ad usum populi* eines echten Originals. Wir haben alle im Kolleg die Verse von Horaz und Catul übersetzt, die von unseren verehrten Lehrern ausgeheckt worden waren, sodaß wir heute aus vollem Herzen dankbar sind, in unserer Jugend so unschuldig getäuscht worden zu sein. Diese Fälschungen sind erlaubt und legitim. Die von Henry war nützlich, da es wahr ist, daß die Menge in sicheren Dingen ein Kind ist und die öffentliche Meinung eine wahrhaft Minderjährige.  Man verlangte den Beweis, daß Dreyfus ein Krimineller wäre: Indem er die Fälschung zusammenfaßte, die sogenannte Fälschung Henrys, die selbst den wahren Brief von 96 zusammenfaßte, hat der General de Pellieux den Beweis erbracht, in dem Maße, in dem man ihn erbringen kann. Wir haben nur einen gemäßigten und verminderten Widerschein dieses Beweises gehabt: aber er war wahrheitsgetreu und der einzige, den man hätte herstellen können.  Charles Maurras  (Fortsetzung folgt)« |

Revue des Deux Mondes vom 15. März 1898 : »Après les Procès« von Ferdinand Brunetière

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »Après le Procès«  »Ai-je besoin de rappeler les faits, et la mémoire n´en et-elle pas encore trop présente ? «  »Il s´agissait de savoir si le premier venu, sans preuves ni commencements de preuves, a le droit d´insulter grossièrement la justice, et en même temps l´armée, dans la personne de ceux qui la dirigent, et qui ne sont pas toute l´armée, mais qui en sont la principale partie, puisqu´ils en sont l´élément permanent. Cependant, sur cette question si simple, - simple à poser, non moins simple à résoudre, l´opinion a semblé se partager en deux.«  »Pourquoi cela ? Comment cela? C´est ce que je voudrais examiner. Ou plutôt, si d´elle-même, l´agitation a peut-être assez clairement manifesté les principales de ses causes, ce sont ces causes dont je voudrais essayer de préciser la nature. Qu´est-ce donc que l´antisémitisme?«  »Que faut-il penser d´une incompatibilité qu´on a dénoncée publiquement, du haut de la tribune, entre les conditions d´existence des armées et les exigences des démocraties?«  »Et comment tant d´intellectuels, ainsi qu´ils s´intitulent, se sont-ils trouvés, dans toute cette affaire, du côté qu´il n´eût pas fallu?«  »Je parlerai dans une autre occasion, s´il y a lieu, du rôle de la presse, et de celui des politiciens.«  » L´ANTISÉMITISME  Il faut avoir le courage de le dire : si l´antisémitisme, qui n´était peut-être á ses débuts qu´un paradoxe de presse et de conversation, semble être devenu, depuis quelques années, une sorte de danger public, nous en sommmes tous plus ou moins responsables ; -«  »et quelques Juifs eux-mêmes n´en sont pas tout à fait innocents.«  »La « science » a commencé la premiére, une pseudo-science, dont les affirmations sont en général d´autant plus arrogantes qu´elles s´autorisent de présomptions ou d´hypothéses plus arbitraires.«  »Ce n´est pas un savant, à la vérité, - puisque c´est l´auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg*, - qui a reproché à la Révolution française d´avoir légiféré pour un homme abstrait, semblable ou plutôt identique à lui-même, en tout temps, en tous lieux, ni Français ni Anglais, ni Grec ni Romain, ni Chinois ni Peau-Rouge, mais homme, et capable en cette qualité de tous les droits comme de tous les devoirs !«  »Mais, depuis Joseph de Maistre, c´est toute une science, ce sont même deux sciences, l´anthropologie et l´ethnographie, qui se sont emparées de son paradoxe pour en entreprendre la démonstration.«  »Ce sont des savans, - parmi lesquels on en nommerait d´illustres, qui ont posé la distinction des différentes races d´hommes en « inférieures », et en « supérieures »; qui nous ont assuré que, de même qu´on perdrait sa peine « à vouloir blanchir un négre », de même la perdrait-on à vouloir faire un Aryen d´un Sémite ; et ce sont bien eux qui entretiennent ainsi parmi les hommes, au nom de leur science, des haines véritablement animales, des haines physiologiques, des haines de sang. Les linguistes sont venus alors, autres savans, d´une autre sorte, qui, de l´examen du mécanisme de langues, ont conclu, comme les anthropologistes, à l´ « incompatibilité » des humeurs, à l´ « indestructibilité » des antipathies :«  »« car la langue étant pour une race la forme même de la pensée, l´usage d´une même langue, continué pendant des siécles, devient, pour la famille qui s´y enferme, un moule, un corset, en quelque sorte, plus étroit encore que la religion, la législation, les mœurs, les coutumes ». C´est du Renan tout pur.«  »Et enfin, avec la naïveté qui les caractérise, avec la confiance ingénue qu´ils ont dans la parole du linguiste ou de l´anthropologiste, nous avons vu l´historien et le critique. à leur tour, se proposer d´expliquer, par cette inégalite des races, l´evolution des littératures et le développement de la civilisation.«  »Étonnons-nous, après cela, que, de leurs livres à tous et de leur enseignement, la théorie ait passé dans les journaux ; se soit insinuée dans les imaginations populaires ; y ait étendu ses racines ; et qu´on ne l´en puisse arracher désormais qu´avec la superstition de la science ! A l´evidente vérité que la nature proclamait d´elle-même, et dont le christianisme, puis la philosophie du XVIII siécle et de la Révolution française, avaient fait le dogme de l´égalité, une science orgueilleuse, et d´ailleurs incertaine, a substitué le dogme physiologique de l´inégalité des races ; - et l´antisémitisme nous est d´abord venu de là.«  »Après et avec la science, la politique n´a pas moins contribué au développement du mal, et, ici encore, tout le monde est diversement, mais plus ou moins coupable. Lorsqu´en effet, après le 16 mai, tous ceux qui formaient ce que l´on appelait jadis les « anciens partis », ont en quelque manière quitté le champ de bataille (à vrai dire on les y a bien un peu forcés), et se sont comme enfermés dans une abstention qui ressemblait à de la bouderie, la République n´en a pas moins continué d´exister ; et les politiciens ou fonctionnaires de tout ordre dont elle avait besoin, elle les a trouvés plus nombreux qu´il ne les lui fallait parmi nos francs-maçons, nos protestants, et nos juifs.«  »Voyez là-dessus *l´Orme du Mail et le Mannequin d´osier* ! Les « anciens partis » ont-ils d´ailleurs eu tort ou raison de bouder? C´est ce que je ne discute point. S´il est permis de croire à la vertu mystique de l´étiquette républicaine, il l´est sans doute, ou du moins il devrait l´être aussi, d´en aimer mieux une autre. On nous pardonnera d´ajouter, comme observateur impartial et tout à fait désintéressé, que la « fidélité pour les choses tombées » honore toujours ceux qui la professent, et notamment, dans un siècle où, de toutes les religions, celle qui compte le plus de prosélytes est la religion du succès.«  »Mais il faut bien constater le fait ! On a quitté la place ; et, comme dit le proverbe, « qui quitte sa place la perd » ; et, chez nous, une place ne chôme jamais de candidats pur l´occuper. Francs-maçons, protestans et juifs, qui tous avaient ce grand avantage de n´être liés par aucun engagement au passé, se sont donc précipités en foule par la porte qui leur était ouverte ; ils sont entrés ; ils se sont emparés de la politique, de l´administration ; de l´école ; ils y règnent ; et si nous voulons être sincères, il en faut convenir, l´antisémitisme n´est qu´un nom pour dissimuler le vif désir de les déposséder.«  »Qu´il n´y ait rien là de très noble, on peut le soutenir ; mais il n´y a rien que de très naturel ; et même, en un certain sens, il n´y a rien que de très légitime. La France est à tous les Français ; et on aura beau dire qu´en tout temps, en tous lieux, - et particulièrement sous le régime du suffrage universel inorganique, - ce sont les minorités qui gouvernent, cela est vrai, mais cela n´en vaut peut-être pas mieux, et puis, cela ne dure qu´aussi longtemps que les majorités ne s´en aperçoivent point. En réalité, la représentation légale, politique ou administrative, depuis tantôt vingt ans, n´est pas proportionnelle chez nous aux quantités sociales qu´elle est censée représenter ; et là, certainement, - avec l´une des causes du malaise actuel, et de la faiblesse du gouvernement, - là aussi est l´une des causes de l´antisémitisme. Trente-huit millions de Français ne se sentent pas plus d´humeur aujourd´hui qu´il y a cent ans à plier éternellement sous la domination de quelques centaines de milliers d´entre eux, les derniers venus, les plus récents de la famille ; et, pour secouer cette domination, s´ils n´emploient que des moyens légaux, comme de faire voir ce que cette domination a d´inégal, ou d´inique, je conçois bien que l´on s´en fâche, mais non pas qu´on leur en dispute le droit, et qu´on crie à l´intolérance.  D´autant plus, - et c´est encore ce que cache l´antisémitisme, - d´autant plus que, depuis ces vingt ans, on a comme épuisé contre ces trente-huit millions tout ce qu´il y a de mesures de persécution compatibles avec les apparences ou l´hypocrisie de la paix. Les lois qu´on appelle « intangibles » sont là pour le prouver, la loi scolaire surtout ; ou encore l´accusation de cléricalisme qu´on intente à tout gouvernement qui a l´air seulement de moins « persécuter » qu´un autre. Considérez aussi la manière dont on traite les « ralliés » et demandez-vous ce que l´on défend contre eux?«  »Je veux bien que ce soit la possession effective du pouvoir, et sans doute elle en vaut la peine ; mais surtout c´est un ensemble d´idées, et, si je l´ose dire, c´est un Anticredo. « A nous donc, - lisions-nous récemment dans l´Univers Israélite, une vieille Revue, qui a plus de cinquante ans d´existence, - à nous juifs, protestans, francs-maçons, et quiconque veut la lumiére et la liberté, de nous serrer les coudes et de lutter pour que la France, comme dit une de nos prières, conserve son rang glorieux parmi les nations ! » Ce cri de guerre n´est-il pas caractéristique? Il y a au moins un juif qui estime que la France doit lui appartenir, à lui, et à ses coreligionnaires ; que son « rang glorieux parmi les nations » dépend d´appartenir aux juifs, protestans, francs-maçons ; et qu´elle cesserait d´être elle-même en cessant de leur appartenir.Voilà déjà qui donne à songer ! Mais si l´Univers Israélite a bien compris la portée de ce qu´il imprimait, saurait-on faire plus maladroitement, je pourrais même dire plus grossièrement, le jeu de l´antisémitisme? et par hasard, si dès le début, de toute cette affaire, quelque « clérical », plus tiède, avait décidé de s´enfermer dans la neutralité, quel meilleur et plus sûr moyen saurait-on imaginer de l´en faire sortir?  C´est ce qui vient encore compliquer la question de l´antisémitisme. Je ne crois pas qu´à vrai dire, et dans le sens ancien du mot, y entre beaucoup de fanatisme religieux dans l´antisémitisme ; il y a pour cela trop peu de religion en France ; et quoi qu´on affecte d´en penser en Angleterre, par exemple, ou en Allemagne, les fanatiques sont plus rares chez nous qu´ailleurs. Il faudrait seulement qu´on prît garde à n´en pas susciter. J´ai lu mon nom, moi qui écris ces lignes, dans l´article de l´Univers Israélite auquel je faisais allusion tout à l´heure, et, entre autres gentillesses, on m´y reprochait de m´être « allié contre les Juifs (dont je ne crois pas avoir parlé quatre fois en ma vie) à la lie de la populace. » « Toutes les décompositions morales ont communié, - ajoutait-on ; - les odeurs de sacristie ont mêlé leurs parfums rances aux senteurs des égouts. » Où est ici le fanatisme? je veux dire de quel côté? Car ce n´est pas dans le Siècle ou dans l´Aurore que j´ai trouvé ces lignes : on me répondrait en citant les articles de la Libre Parole ou ceux de l´Intransigeant. Mais c´est dans une revue qui porte pour sous-titre : Journal des principes conservateurs du Judaïsme. Et je ne m´en émeus pas autrement! Mais si j´étais moins philosophe, je veux dire si je répondais dans les mêmes termes, est-ce bien moi qui aurais commencé?«  »Faut-il produire, après cela, des témoins encore plus autorisés? De qui donc est cette page : « Le Juif (du moyen âge) s´entend à dévoiler les points vulnérables de l´Église, et il a à son service, pour les découvrir, outre l´intelligence des livres saints, la sagacité redoutable de l´opprimé. Il est le docteur de l´incrédule ; tous les révoltés de l´esprit viennent à lui, dans l´ombre ou à ciel ouvert. Il est à l´œuvre dans l´immense atelier de blasphème du grand empereur Frédéric et des princes de Souabe et d´Aragon ; c´est lui qui forge tout cet arsenal meurtrier de raisonnement et d´ironie qu´il léguera aux sceptiques de la Renaissance, aux libertins du grand siècle ; et tel sarcasme de Voltaire n´est que le dernier et retentissant écho d´un mot murmuré, six siècles auparavant ; dans l´ombre du ghetto, et plus tôt encore, au temps de Celse et d´Origène, au berceau même de la religion du Christ. » Ainsi s´exprimait, il y a tantôt quinze ans, James Darmesteter, dans sa brochure intitulée : Coup d´œil sur l´histoire du peuple juif ; et, s´il était encore de ce monde, ne regretterait-il pas aujourd´hui ces paroles? Mais, par hasard, s´il les maintenait, lequel de nous poserait la question religieuse : nous, à qui l´on dénoncerait le Juif comme « le docteur éminent de l´incrédulité », ou lui, Juif, qui nous l´aurait lui-même dénoncé comme tel ?«  »Reconnaissons-le donc : quelques Juifs ne sont pas tout à fait innocens de l´antisémitisme. Et, d´ailleurs, je ne me dissimule pas, si je n´en crois pas devoir parler plus longuement, ce que le mot recouvre de préjugés héréditaires, d´appétits honteux, de passions basses ! Mais ces appétits, ces passions, ces préjugés, qu´on avait autrefois le courage d´appeler de leur vrai nom, c´est la science qui leur a procuré le moyen de se déguiser. « Ce serait pousser outre mesure le panthéisme en histoire, a-t-on dit, que de mettre toutes les races sur le pied d´égalité… Je suis donc le premier à reconnaître que la race sémitique, comparée à la race indo-européenne, représente réellement une combinaison inférieure de la nature humaine… » Méditez ces paroles, et quand on les a jetées une fois à la foule, essayes de les empècher de courir à leur conséquence logique et naturelle, qui est qu´au nom de sa supériorité la « combinaison supérieure » a contre l´inférieure un droit inaliénable ! Empêchez-les de devenir l´excuse des passions, la justification des appétits, la glorification même des préjugés ! Ou bien encore dites-moi peut-être que celui qui les a écrites n´en avait pas calculé la portée, si vous l´osez dire de Renan ! Mais songez plutôt que, dèpuis tantôt un demi-siècle, ce langage a passé pour celui de la science, et ces inventions du linguiste ou de l´anthropologiste pour une forme du progrès.«  »II. L`ARMÈE ET LA DÈMOCRATIE  C´est de l´humanité même qu´il y va dans la question de l´antisémitisme, mais qui s´intéresse de nos jours à l´humanite? quelques rêveurs peut-être, et il n´y a guère d´idée plus décriée ! Au contraire, je ne pense pas qu´il y ait des Français qui ne s´intéresse à la France ; et c´est vraiment de la France qu´il y va dans l´incompatibilité qu´on a prétendu découvrir entre les exigences de la démocratie et l´existence même des armées.«  »Une premiére distinction est ici nécessaire. Ce n´est pas en effet du tout avec la démocratie, - ni même avec le « socialisme », - que l´existence et la discipline indispensable à l´existence des armées sont incompatibles, mais bien et uniquement avec l´individualisme et avec l´anarchie.«  »Nous confondons aujourd´hui ce qu´il y a de plus contraire au monde : le collectivisme avec l´anarchie, le socialisme avec l´individualisme, l´aristocratie de la fortune ou de l´intelligence avec la démocratie ; et il est vrai que, depuis vingt-cinq ans, toutes ces doctrines ensemble donnent l´assaut au parlementarisme. Mais si leur coalition pouvait être un jour victorieuse, - et selon toute apparence, elle le sera, - on la verrait aussitôt se dissoudre, et la dissension naîtrait de la victoire même. Qui ne se rend compte, en effet, que, si le socialisme, dans l´ordre économique, se définit par la « nationalisation des moyens de production » ; dans l´ordre moral, par la croissante extension de ce sentiment de « solidarité » qui engage l´homme à l´homme et qui fait de nous tous les membres d´un même corps ; et enfin, dans l´ordre politique, s´il se définit par l´augmentation du pouvoir de l´état sur la liberté de l´individu, qui ne voit que l´individualisme en est le pire ennemi? et qu´est-ce que l´anarchie, sinon la forme aiguë de l´individualisme?«  »Le grand théoricien de l´anarchie, depuis un demi-siècle, ç´a été M. Herbert Spencer, et, - sur les traces d´Auguste Comte ,- c´est bien lui qui a dénoncé le « regime militaire » ; encouragé l´humanité de l´avenir à s´y soustraire ; et répandu cette idée dans le monde qu´étant « improductive » entre toutes, la profession militaire n´était parmi nous, en notre temps, dans notre âge de production industrielle et d´activité commerciale, qu´une « survivance » et un témoin de l´ancienne barbarie. Tous les anarchistes se sont naturellement inspirés de ce thème ; et, qui sera curieux d´en voir le développement sous la plume d´un « libertaire » n´aura qu´à lire la *Psychologie du Militaire professionnel*, de M. Hamon, ou, sous la plume d´un « libéral », le livre de M. de Molinari sur *la Grandeur et la Décadence de la Guerre*. Celui-ci est d´hier.  Mais, dans les principes du socialisme, au contraire, et même du collectivisme, bien loin qu´il y ait rien qui répugne à cette discipline dont les réglemens militaires ont fait, et à bon droit, la « force des armées », s´il y a quelque chose d´excessif, c´est justement la subordination des intérêts particuliers à l´intérêt social, et c´est la violence des moyens qu´on propose pour assurer cette subordination. Une armée capable en tout temps de défendre le sol national contre les incursions de l´étranger est la condition même de la « nationalisation du sol ». Si nous avons tous une tendance égoïste à rejeter les charges que l´état social nous impose, - en en revendiquant d´ailleurs tous les avantages, et même, en essayant de les accaparer, - une armée seule est capable d´en triompher, j´entends : une armée nationale, dont le fonctionnement même est une leçon de solidarité. Et comment enfin, sans une armée pourrait-on assurer les « moyens de production » eux-mêmes?«  »...et c´est enfin l´antique, naïve et dangereuse utopie de ceux qui se flattent de travailler à la suppression de la guerre par la suppression des armées. Nous croyons, nous, tout au rebours, que la suppression des armées ne supprimerait pas la guerre ; elle la rendrait seulement plus atroce, en supprimant ce qui s´y mêle de grandeur, de noblesse, d´esprit de sacrifice, et de désintéressement ! On ne se batterait plus pour des idées ou pour des principes, ni pour la patrie, mais pour des intérêts, pour obliger le Chinois, par exemple, à consommer notre opium ou l´Abyssin à s´enivrer de nos alcools. Et sans doute on voit bien ce que pourraient y gagner quelques capitalistes, mais non pas le progrès, la civilisation, ni l´humanité.«  »Ai-je besoin, après cela, d´ajouter que le premier résultat de la suppression des armées, ce serait l´affaiblissement de l´idée de patrie ? et croit-on que le moment soit venu d´y songer ?  C´est ce que l´instinct de la foule a bien senti, dans ce procès tristement fameux, est qu´en dépit de tous les sophismes l´armée de la France, aujourd´hui comme jadis, c´était la France elle-même. Elle l´est de par nos traditions, si depuis huit ou dix siècles, et même davantage, - la Chanson de Roland est là pour le prouver, - ce sont nos armées qui nous ont faits ce que nous sommes, et si c´est dans leur sang, depuis Bouvines jusqu´à Sedan, victoire ou défaite, que s´est préparée, cimentée, consolidée l´unité nationale. Elle l´est par sa composition, étant elle-même l´armée la plus nationale, peut-être, qu´il y ait dans l´histoire ; ouverte à tous, plus ouverte que jamais de nos jours ; et, plus que jamais, dirigée par une élite, si, dans notre âge de science, de commerce, et d´industrie, ceux-là forment la véritable élite…«  »Lá, en effet, - ne fût-ce que pour trois ans, pour deux ans, pour un an, - les différentes conditions des hommes se rapprochent, ou tout au moins se mêlent, sont confondues sous une loi commune ; et cette loi est au-dessus de ceux qui l´appliquent comme de ceux qui la subissent. Il y a plus encore : le droit de l´appliquer un jour, et à leur tour, n´est interdit à aucun de ceux qui commencent par la subir ; et en même temps qu´une école d´égalité l´armée devient ainsi une école de discipline et de hiérarchie. Car il ne faut pas croire que les démocraties répugnent d´elles-mêmes, comme on le dit, à toute discipline et toute hiérarchie ; elle en savent la nécessité ; et c´est un pur sophisme que d´interpréter « l´égalité des conditions » par « l´identité des emplois ». On pourrait même dire que « l´égalité des conditions » ne répugne à aucune espèce de distinction ou d´inégalité, pourvu que cette inégalité soit en quelque sorte acquise, et cette distinction « personnelle ». Il n´a jamais paru « inégal » à la démocratie que l´un fût colonel et l´autre caporal : elle exige seulement que ce ne soit pas une « condition », et que personne ne soit caporal à perpétuité, ni, comme jadis, colonel en naissant.  Si tel est bien le principe de notre armée nationale, nous avons donc le droit de redire qu´ici encore, ce n´est pas la démocratie qui est l´ennemi, c´est l´individualisme et c´est l´anarchie. Il nous reste à montrer, en considérant maintenant le cas de quelques « intellectuels » que c´est eux qui, - sans le savoir peut-être, et certainement sans le vouloir, - sont les pires ennemis de la démocratie elle-même et de l´armée.«  »III.- De quelques intellectuels«  »Qu´est-ce donc qu´un « intellectuels »; à quel signe se reconnaît-il; et d´où, de quelle conception de la vie tire-t-il la supériorité qu´il s´arroge sur tous ceux qu´il n´honore pas de ce nom ?«  »Je ne parle pas des romantiques attardés, disciples de Renan, de Flaubert, et de Nietzsche, qui écrivent dans leurs *Revues* : « Si le génie et la vertu, après tout, étaient incompatibles, il ne faudrait pas hésiter un instant à donner le pas au génie. L´intelligence marche la première : le reste suit, à une distance honnête. » «  »Je les crois jeunes, s´ils pensent « vieux »; et la vie les fera changer d´opinion sur ce point !«  »Mais un excellent paléographe, un linguiste ou un métricien éminents, un chimiste consommé, sont-ils des « intellectuels » ; et pourquoi ?«  »La possession du syriaque ou celle du chinois confrère-t-elle à un pauvre homme le titre d´«intellectuels» ?«  »et comment prouve-t-on qu´un *Traité de microbiologie*, qui n´est peut-être qu´une compilation, destinée d´ici vingt-cinq ans à se vendre au poids du papier, exige plus d´intelligence qu´il n´en faut pour juger ses semblables ou pour commander les armées ?«  »Et puis, si l´intelligence, qui n´est pas d´ailleurs la seule source de connaissance, - voyez là-dessus, j´aime à le citer, le livre de M. Balfour sur les *Fondemens de la croyance* ; - si l´intelligence n´est pas sans doute la mesure de l´expérience, ni celle de la fermeté du caractère, ni celle de l´énergie de la volonté, qui sont bien quelque chose aussi, ne conviendra-t-on pas que beaucoup d´intellectuels pourraient être bornés de divers côtés, limités même quelquefois à leur spécialité, diminués encore, et comme rétrécis ou rapetissés par elle ?«  »Je me défie, avec Pascal, de l´homme d´une seule science. En général, on ne sait tout d´une chose qu´à la condition de tout ignorer de beaucoup d´autres choses. Et par hasard, si c´était là ce qu´on appelle être «intellectuel», y aurait-il de quoi tant s´en vanter ?«  »Les «intellectuels» d´aujourd´hui sont évidemment d´une autre espèce. Dans quelque spécialité qu´ils aient réussi à s´acquérir une réputation et une réelle supériorité, ils se figurent que, je ne sais par quel phénomène d´exosmose, cette supériorité se communique à tout ce qu´il pensent ; et leur réputation authentique tout ce qu´ils disent.«  »C´est un grand malheur pour eux et c´est un grand danger pour nous! Car, tandis qu´on les prend pour ce qu´ils se donnent et qu´on est d´abord tenté de les croire, ils ne font que déraisonner avec autorité sur des choses de leur incompétence ;« »et finalement ils ne réussissent qu´à déconcerter, à dérouter, à troubler profondément l´opinion. Parce qu´ils savent des choses que nous ne savons pas, nous leur faisons crédit de celles qu´ils ignorent.«  »Accoutumés qu´ils sont à s´écouter complaisamment parler, leur assurance nous impose. En les trouvant si sûrs d´eux-mêmes où nous hésiterions, nous croyons qu´ils ont des raisons d´affirmer. Mais ils n´en ont pas d´autres ni de meilleures que les nôtres ; et quand, pour achever de nous éblouir, ils invoquement la méthode et l´esprit «scientifique», c´est justement ici qu´augmente le danger.«  »Osons en effet et une bonne fois le dire: que la linguistique, la philologie, la paleographie, la métrique, l´exégèse, l´anthropologie, l´ethnographie, - je pourrais aujourd´hui prolonger l´énumération à l´infini, - ne sont pas des «sciences» ; ni même de la «science», et les plus éminens des ceux qui s´y exercent n´ont aucun droit à se réclamer de l´esprit ni des méthodes «scientifique». Un paléograph ou un philologue sont des érudits, et, s´ils le veulent, des intellectuels, mais ils ne sont pas des «savans» ; et ils ne le seront jamais, ni à aucun degré. *Savoir*, a dit un vrai savant, c´est *Pouvoir* ou *Prévoir*. Qu´est-ce que peut un paléographe, et de quelle prévision un exégète est-il capable ? L´astronome prévoit des «passages» et le chimiste peut des combinaisons ; l´exégète et le paléographe ne connaissent et n´étudient que ce qui ne s´est pas vu, ce qui ne se verra pas deux fois. Pour l´esprit scientifique, je ne sais ce que c´est, ni comment un critique ou un historien se permettraient de se l´attribuer, quand on voit des savans se reprocher entre eux de ne pas l´avoir, et se le prouver même, en se convainquant d´erreur.«  »Et après tout cela, quand la physique ou la chimie seraient en possession d´une méthode certaine, qui donc a décidé que cette ethode serait applicable aux plus délicates question qui intéressent la morale humaine, la vie des nation, et les intérêts de la société ? Les chimistes et les physiciens ! Mais quel chimistes ? quels physiciens ? Et je consens d´ailleurs que ce soient les plus éminens d´entre eux, mais ils me seront encore suspects, et ils devront encore m´être suspects, parce qu´enfin la question n´est pas de leur compétence, et qu´en exprimant leur confiance dans l´application de la méthode scientifique, j´entends bien qu´ils sont des physiciens ou des chimistes, mais ils ne font pourtant qu´exprimer une opinion tout «individuelle».«  »Et aussi bien est-ce toujours là qu´il faut qu´on en revienne. Méthode scientifique, aristocratie de l´intelligence, respect de la vérité, tous ces grands mots ne servent qu´à couvrir les prétentions de l´*Individualisme*, et l´*Individualisme*, nous ne saurions trop le redire, est la grand maladie du temps présent, non le parlementarisme, ni de socialisme, ni le collectivisme. Chacun de nous n´a confiance qu´en soi, s´érige en juge souverain de tout, n´admet pas même que l´on discute l´opinion qu´il s´est faite.« |  | »Nach dem Prozeß«  »Ist es nötig, die Tatsachen aufzurufen, und das Gedächtnis daran, ist es nicht zu gegenwärtig?«  »Es handelte sich darum zu wissen, ob der erste Beste ohne Beweise und ohne Anflug von Beweisen das Recht hat, die Justiz aufs Gröblichste zu beleidigen, und zur selben Zeit die Armee, und zwar in der Gestalt der Personen, die sie leiten, die zwar nicht die ganze Armee sind, die aber der prinzipielle Teil sind, weil sie das permanente Element bilden. Jedoch, angesichts dieser einfachen Frage, einfach zu stellen, nicht weniger einfach zu lösen, hat sich die öffentliche Meinung scheinbar in zwei Teile gespalten.«  »Warum das? Wie das? Das ist es, was ich jetzt hier untersuchen möchte. Oder eher noch, da die Agitation vielleicht aus sich heraus genügend klar die Hauptursachen manifestiert hat, möchte ich jene Ursachen in ihrer Natur präzisieren. Was ist also der Antisemitismus?«  »Was muß man von einer Unvereinbarkeit denken, - die man öffentlich von der Höhe der Tribüne aus ausgesprochen hat, - zwischen den Bedingungen der Existenz der Armeen und den Anforderungen der Demokratien?«  »Und wie kann es sein, daß so viele *Intellektuelle*, wie sie sich selbst bezeichnen, sich in dieser ganzen Affäre auf einer Seite wiedergefunden haben, auf der es nicht hätte sein müssen?«  »Ich werde bei einer anderen Gelegenheit, wenn es dafür Raum gibt, von der Rolle der Presse und von jener der Politiker sprechen.«  »I. – DER ANTISEMITISMUS  Man muß den Mut haben zu sagen: Wenn der *Antisemitismus,* der vielleicht an seinem Anfang nur eine Verstiegenheit der Presse und der Unterhaltung war, in den letzten Jahren eine Art öffentliche Gefahr geworden zu sein scheint, dann sind wir mehr oder weniger alle dafür verantwortlich; -«  »und einige Juden selbst sind daran nicht ganz unschuldig.«  »Die »Wissenschaft« hat als erstes damit begonnen, eine Pseudo-Wissenschaft, deren Behauptungen im Allgemeinen um so arroganter sind, je mehr sie sich autorisiert, von Vorannahmen oder Hypothesen der willkürlichsten Art (auszugehen).«  »Es war in Wirklichkeit kein Gelehrter, denn es ist schließlich der Autor der »Soirées (Abende) von Sankt-Petersburg«, welcher der französischen Revolution vorgeworfen hat, Gesetze für einen abstrakten Menschen gemacht zu haben, ähnlich oder eher identisch mit sich zu jeder Zeit, an allen Orten, weder Französisch, Englisch, Griechisch, noch Römisch, noch Chinesisch, noch Rothäutig, sondern Mensch, und in dieser Eigenschaft fähig zu allen Rechten wie zu allen Pflichten!«  »Aber seit Joseph de Maistre ist das eine ganze Wissenschaft, es sind sogar zwei Wissenschaften, die Anthropologie und die Ethnographie, die sich seiner Verstiegenheit bemächtigt haben, um davon eine Demonstration zu unternehmen.«  »Es sind Gelehrte, unter denen man Berühmtheiten nennen müßte, welche die Unterscheidung gemacht haben zwischen verschiedenen Rassen von Menschen, nämlich zwischen minderwertigen (inférieures) und höherwertigen (supérieures); (es sind diese Gelehrte), die uns dessen versichert haben, daß man ebenso wie man vergeblich versuchen würde, einen Neger weiß machen zu wollen, man vergeblich versuchen würde, einen Arier aus einem Semiten zu machen. Und es sind genau diese, die es unternehmen, im Namen der Wissenschaft unter den Menschen wirkliche animalische Haßtiraden zu entfachen, physiologischen Haß, Bluthaß. Die Linguisten sind dann gekommen, Gelehrte von einer anderen Sorte, die, ausgehend von der Untersuchung des Mechanismus der Sprache, wie die Anthropologen auf die »Irreduktibilität« der verschiedenen Formen der Geister, auf die »Inkompatibilität« der Charaktere, auf die Unzerstörbarkeit der Antipathien geschlossen haben:«  »»Denn die Sprache ist für eine Rasse die Form des Denkens. Der Gebrauch derselben Sprache, über Jahrhunderte beibehalten, wird für die Familie, die sich darin einschließt, eine Form, ein Korsett in gewisser Weise, enger noch als die Religion, die Rechtsprechung, die Sitten und die Gebräuche.« Das ist Renan pur.«  »Und schließlich, mit der Naivität, die sie auszeichnet, mit diesem angeborenen Vertrauen, das sie in die Rede des Linguisten und Anthropologen haben, haben wir den Historiker und den Kritiker auf ihre Weise gesehen, wie sie sich anschicken, durch diese Ungleichheit der Rassen die Entwicklung der Literaturen und der Zivilisation zu erklären.«  »Erstaunt es uns nach all dem, daß von ihren Büchern für alle und nach ihrer Unterrichtung, die Theorie bis in die Journale vorgedrungen ist; daß sie sich in den volkstümlichen Vorstellungen eingenistet hat; daß sie dort beginnt, ihre Wurzeln zu verbreiten; und daß man nur mit dem Aberglauben der Wissenschaft sich davon losreißen kann! Die evidente Wahrheit, welche die Natur selbst kundtut, und woraus das Christentum und dann die Philosophie des 18. Jahrhunderts und der französischen Revolution das Dogma der Gleichheit gemacht haben, eine hochmütige und im übrigen unsichere Wissenschaft, ist durch das physiologische Dogma der Ungleichheit der Rassen ersetzt. Und der Antisemitismus ist von daher über uns gekommen.«  »Nach und mit der Wissenschaft hat die Politik nicht weniger beigetragen zur Entwicklung des Übels und hier ist alle Welt auf verschiedene Weise schuldig geworden. Da ja nun tatsächlich nach dem 16. Mai alle jene, die das bildeten, was man einst die »alten Parteien« nannte, in gewisser Weise das Schlachtfeld verlassen haben, (in Wirklichkeit hat man sie ein bißchen dazu gezwungen) und sich eingeschlossen haben in einer Abwesenheit, die dem Schmollen ähnelt, hat die Republik deshalb nicht aufgehört, weiter zu existieren; und die Politiker oder Funktionäre aller Stände, die sie (die Republik) nötig hat, sie hat sie zahlreicher, als es nötig war, gefunden unter unseren Freimaurern, unter unseren Protestanten und unter unseren Juden.«  »Schauen sie dann auf *L´Orme du Mail* und *Mannequin d´osier*! Haben die »alten Parteien« übrigens Unrecht oder Recht gehabt zu schmollen? Das ist etwas, was ich hier nicht diskutieren will. Wenn es erlaubt ist, an die mystische Tugend der republikanischen Etikette zu glauben, dann ist es ohne Zweifel erlaubt, oder sollte es zumindest sein, eine andere Tugend höher zu schätzen. Man wird uns verzeihen, wenn wir als unparteiischer und gänzlich desinteressierter Beobachter hinzufügen, daß »die Treue für die aufgegebenen Dinge« immer noch diejenigen ehrt, die sich dazu bekennen, insbesondere in einem Jahrhundert, in dem von allen Religionen jene am meisten Gefolge zählt, die diejenige des Erfolges ist.«  »Aber man muß sehr wohl den Sachverhalt festhalten! Man hat den Platz verlassen; und wie das Sprichwort sagt »Wer seinen Platz verläßt, verliert ihn«; und, bei uns ist ein Platz immer besetzt. Freimaurer, Protestanten und Juden, die alle diesen großen Vorteil haben, nicht gebunden zu sein durch irgendein Engagement in der Vergangenheit, haben sich in Mengen durch die Tür gestürzt, die ihnen geöffnet wurde. Sie sind eingetreten, sie haben sich der Politik, der Verwaltung, der Schule bemächtigt; sie herrschen hier, und wenn wir wirklich ernsthaft sein wollen, dann muß man sich darauf einigen, daß der Antisemitismus nur ein Name ist, um den lebendigen Wunsch zu maskieren, sie zu enteignen.«  »Daß darin nichts sehr Nobles liegt, kann man unterstützen; aber es ist nur sehr natürlich; und sogar, in einem bestimmten Sinne, nur sehr legitim. Frankreich gehört allen Franzosen; und man hat gut Reden, daß zu allen Zeiten und an allen Orten, - und besonders unter der Herrschaft des unorganisch allgemeinen Stimmrechts, - es die Minderheiten sind, die regieren; das ist wahr, aber es ist deshalb nicht gültiger, und außerdem dauert es nur solange, solange die Minderheiten davon Wind bekommen. In Wirklichkeit entspricht die gesetzliche, politische oder administrative Repräsentanz bei uns seit bald zwanzig Jahren quantitativ nicht den sozialen Größen, die sie repräsentieren sollen; und das ist sicherlich - zusammen mit den Ursachen für die gegenwärtige Krise und für die Schwäche der Regierung, - einer der Gründe für den Antisemitismus. Achtunddreißig Millionen Franzosen sind heute nicht mehr wie vor hundert Jahre bereit, sich ewig der Herrschaft von einigen Hunderttausend zu beugen, den Zuletztgekommenen, den Jüngsten der Familie; und um diese Herrschaft abzuschütteln, wenn sie nur legale Mittel anwendet, verstehen ich gut, daß man, um sichtbar zu machen, was diese Beherrschung an Unrechtem und Ungleichem hat, sich erzürnt, aber nicht, daß man das Recht streitig macht und nach Intoleranz schreit.  Dies gilt um so mehr, - und es ist wiederum das, was der Antisemitismus verhüllt, - als man seit diesen zwanzig Jahren gleichsam alles ausgeschöpft hat, was es gegen diese achtunddreißig Millionen an Verfolgungsmaßnahmen gibt, die mit dem Anschein und der Heuchelei des Friedens übereinstimmen. Die Gesetze, die man »unantastbar« nennt, beweisen es, das Schulgesetz besonders; oder auch die Anklage des Klerikalismus, die man jeder Regierung macht, die sich den Anschein gibt, weniger »zu verfolgen« als eine andere. Man betrachte auch die Art, mit der man die »Rallié« (»die Versammelten/Aufständischen/Gefolgsleute«) behandelt, und befragen sie das, wie man diese Art gegen sie verteidigt.«  »Ich will auch, daß es eine effektive Beherrschung der Gewalt gibt, und ohne Zweifel ist es der Mühe wert; aber vor allem handelt es sich hier um ein Ensemble von Ideen und, ich wage es zu sagen, um ein *Anticredo.* »An uns ist es also, - lasen wir kürzlich im Univers Israélite, einer alten Zeitschrift, die seit mehr als fünfzig Jahren existiert, - an uns Juden, Protestanten, Freimaurer und wer sonst noch das Licht und die Freiheit will, die Ellbogen einzuhaken und dafür zu kämpfen, daß Frankreich, wie es in einem unserer Gebete heißt, seinen glorreichen Rang zwischen den Nationen bewahrt.« Dieser Kriegsschrei, ist er nicht charakteristisch? Es gibt zumindest einen Juden, welcher der Ansicht ist, daß Frankreich zu ihm gehören soll, ihm und seinen Glaubensgenossen; daß sein »glorreicher Rang zwischen den Nationen« davon abhängt, daß es zu den Juden, Protestanten, Freimaurern gehört; und daß es aufhörte, es selbst zu sein, wenn es aufhört, zu ihnen zu gehören. Man sieht schon, das gibt zu denken. Aber da die Univers Israélite die Tragweite dessen, was sie druckte, wohl verstanden hat: Könnte man das Spiel des Antisemitismus noch ungeschickter betreiben, ich könnte auch sagen, noch plumper? Und wenn zu Beginn dieser ganzen Affäre zufällig irgendwelche »Kleriker« entschieden hätten, sich in die Neutralität zu begeben, welches bessere und sicherer Mittel wüßte man, um sie da herauszuziehen?  Es ist dies, was die Frage des Antisemitismus erschwert. Ich glaube nicht, um die Wahrheit zu sagen, daß hinter dem Antisemitismus sehr viel religiöser Fanatismus steckt; es gibt dafür viel zu wenig Religion in Frankreich. Und wenn man zum Beispiel an England oder an Deutschland denkt, sind die Fanatiker bei uns viel seltener als anderswo. Man müßte nur wachsam sein, um ihn nicht zu wecken. Ich habe meinen Namen, ich, der ich diese Zeilen schreibe, in einem Artikel der Univers Israélite gelesen, auf die ich die gerade anspiele, und unter anderen Liebenswürdigkeiten warf man mir darin vor, »mich mit dem Abschaum des Pöbels gegen die Juden verbündet zu haben« (von denen ich glaube, nicht mehr als vier Mal in meinem Leben gesprochen zu haben). »Die ganzen moralischen Zersetzungen, - fügte man hinzu, - haben Kommunion; die Gerüche der Sakristei haben ihren ranzigen Duft mit dem Wohlgeruch des Abwassergullys vermischt.« Wo ist hier der Fanatismus? Ich will sagen, auf welcher Seite? Denn ich habe diese Zeilen nicht in Le Siècle oder in L´Aurore gefunden: man könnte mir antworten, indem man die Artikel der Libre Parole oder die aus L´Intransigeant anführte. Aber das stand in einer Zeitschrift, die den Untertitel trägt: *Zeitschrift der bewahrenden Grundsätze des Judaismus*. Und ich errege mich darüber, sonst nichts! Wenn ich jedoch weniger Philosoph wäre, will sagen, wenn ich in derselben Wortwahl Begriffen geantwortet hätte, bin ich es, der angefangen hätte?«  »Ist es nötig, danach einen noch mehr autorisierten Zeugen zu stellen? Von diesem ist folgende Passage: »Der Jude (des Mittelalters) widmete sich der Aufgabe, die wunden Punkte der Kirche aufzudecken und er hat, um sie zu enthüllen, in seinem Dienst neben der heiligen Schrift den fürchterlichen/zweifelhaften Scharfsinn des Unterdrückten. Er ist der Arzt des Ungläubigen; all´ die Revolten des Geistes kommen zu ihm, im Schatten oder unter offenem Himmel. Er ist am Werk in den großen Ateliers der Blasphemie des großen Kaisers Friedrich und der Prinzen von Schwaben und von Aragon; er ist es, der diese tödliche Waffenkammer des Räsonnements und der Ironie schmiedet, die er den Skeptikern der Renaissance und dem Freidenkertum des Großen Jahrhunderts hinterlassen wird. Und jener Sarkasmus Voltaires ist nur das letzte und aufsehenerregenste Echo eines sechs Jahrhunderte früher, im Schatten des Ghettos, und früher noch, in der Zeit der Kelten und der Ursprünge selbst der christlichen Religion, gemurmelten Wortes.« So drückte sich, es ist schon fünfzehn Jahre her, James Darmesteter aus in seiner Schrift mit dem Titel: `Kurzer Blick auf die Geschichte des jüdischen Volkes.´ Und wenn er nicht gestorben wäre, würde er heute nicht seine Worte bedauern? Wenn er sie jedoch zufälligerweise beibehielte, wer von uns stellte die religiöse Frage: wir, für die man den Juden als »bedeutenden Arzt des Unglaubens« denunzierte, oder er, der Jude, der ihn uns selbst als solchen denunzierte?«  »Erkennen wir also: Kein Jude ist ganz und gar unschuldig am Antisemitismus. Und übrigens, ich verheimliche nicht, wenn ich nicht glaube, davon länger sprechen zu müssen, das, was dieses Wort an erblichen Vorurteilen, an schändlichen Begierden, an niederen Leidenschaften abdeckt! Diese Begierden, diese Leidenschaften, diese Vorurteile, die man früher den Mut hatte, sie bei ihrem wahren Namen zu nennen, haben die Mittel, sich zu verkleiden, von der Wissenschaft. »Das würde den Pantheismus über die Maßen in der Geschichte hervortreiben, hat man gesagt, wenn alle Rassen auf das Podest der Gleichheit gestellt würden.... Ich bin also der Erste, der anerkennt, daß die semitische Rasse, verglichen mit der indo-europäischen Rasse, wirklich eine niedere Ausprägung der menschlichen Natur darstellt...« Bedenken Sie diese Worte. Wenn man sie erst einmal der Masse hingeworfen hat, versuchen Sie zu verhindern, daß sie bis zu ihrer logischen und natürlichen Konsequenz laufen, die so ist, daß im Namen ihrer Überlegenheit die »überlegene Ausprägung« gegen die niedere ein unveräußerliches Recht hat! Verhindern Sie, daß sie zur Entschuldigung der Leidenschaften werden, zur Rechtfertigung der Begierden, selbst zur Verherrlichung der Vorurteile! Oder sagen Sie mir vielleicht zudem, daß derjenige, der sie geschrieben hat, die Tragweite davon nicht bedacht hatte, falls Sie das von Renan zu sagen wagen. Bedenken Sie aber eher noch, daß seit bald einem halben Jahrhundert diese Sprache als die der Wissenschaft und diese Erfindungen der Sprachforscher oder der Anthropologen als eine Form des Fortschritts gegolten haben.«  »II. - Die Armee und die Demokratie  Es ist die Humanität selbst, daß sie in die Frage des Antisemitismus mündet; aber wer interessiert sich in unseren Tagen für die Humanität? Irgendwelche Träumer vielleicht, sie ist kaum viel mehr als eine verrufene Idee! Im Gegenzug, denke ich nicht, daß es Franzosen gibt, die sich nicht für Frankreich interessierten; und es ist wahrhaft Frankreich, das in eine Unvereinbarkeit strebt, die man zwischen den Forderungen der Demokratie und der bloßen Existenz der Armee zu entdecken behauptet hat.«  »Eine erste Unterscheidung ist hier notwendig. Es ist in Wahrheit nicht mit der Demokratie, - nicht einmal mit dem »Sozialismus«,- die Existenz und unerläßliche Disziplin der Armee unvereinbar, wohl aber und allein mit dem Individualismus und der Anarchie.«  »Wir vermengen heutzutage die größten Gegensätze, die es auf Erden gibt: den Kollektivismus mit der Anarchie, den Sozialismus mit dem Individualismus, die Aristokratie des Vermögens oder der Intelligenz mit der Demokratie. Und es ist wahr, daß seit zwanzig Jahren alle diese Lehren zusammen Sturm laufen gegen den Parlamentarismus. Aber wenn ihre Koalition eines Tages siegreich sein könnte, - und nach allem Anschein wird sie es sein, - würde man sogleich sehen, wie sie sich auflöst, und die Entzweiung ergäbe sich aus dem Sieg selbst. Wer legt sich denn nicht Rechenschaft darüber ab, daß der Sozialismus in der Wirtschaftordnung durch die »Nationalisierung der Produktionsmittel« definiert wird; in der moralischen Ordnung durch die zunehmende Ausbreitung dieses Gefühls der »Solidarität«, die den Menschen an den Menschen bindet und die aus uns allen Mitglieder ein und derselben Körperschaft macht; und wenn er schließlich in der politischen Ordnung sich durch die Vermehrung der Gewalt des Staates über die Freiheit des Individuums bestimmt, wer sieht dann nicht , daß der Individualismus dessen ärgster Feind ist? Und ist die Anarchie nicht die schärfste Form des Individualismus?«  »Der große Theoretiker der Anarchie ist seit einem halben Jahrhundert Herbert Spencer; und auf der Spur von Auguste Comte war er es, der das »militärische Regime« angeprangert, der die Menschheit ermutigt hat, sich ihm zu entziehen und der diese Idee in der Welt in Umlauf gebracht hat, daß, indem sie, die militärische Profession, unter allen anderen »unproduktiv«, unter uns, in unserer Zeit, in unserem Zeitalter der industriellen Produktion und der Handels-Aktivität ein »Relikt« und ein Zeuge der alten Barbarei sei. Alle Anarchisten sind natürlich von diesen Themen beeinflußt. Wer sich darüber wundern wird, darin die Entwicklung aus der Feder eines »Libertären« zu sehen, der braucht nur die »Psychologie des Militärberufes« von M. Hamon zu lesen, oder die Entwicklung aus der Feder eines »Liberalen«, nur das Buch von de Molinari über »Die Größe und der Niedergang des Krieges«. Dieses ist von gestern.  Aber in den Prinzipien des Sozialismus und selbst des Kollektivismus, weit davon entfernt, daß darin etwas sei, was jener Disziplin widerstrebte, die man das militärische Reglement und mit gutem Recht die »Stärke der Armeen« genannt hat, ist im gegenteil, wenn es etwas Maßloses gibt, gerade die Unterordnung der partikularen Interessen unter das soziale Interesse enthalten, und es ist die Gewalt der Mittel, die man vorschlägt, um diese Unterordnung zu befestigen. Eine Armee, die fähig ist, die nationale Erde gegen die Einfälle aus dem Ausland zu allen Zeiten zu verteidigen, ist die eigentliche Bedingung für die »Nationalisierung des Bodens«. Wenn wir auch alle eine egoistische Neigung haben, die Auflagen, die der gemeinschaftliche Staat uns auferlegt, abzuwälzen, - dabei übrigens alle Vorteile beanspruchend und sogar den Versuch unternehmend, sie alle an sich zu bringen, - so ist eine Armee alleine fähig, darüber zu obsiegen. Ich meine: eine nationale Armee, deren Funktionieren selbst eine Lehre in der Solidarität ist. Und wie könnte man schließlich ohne eine Armee selbst die »Produktionsmittel« sichern?«  »Es ist ... die alte, naive und gefährliche Utopie jener, die sich schmeicheln, an der Beseitigung des Krieges durch die Abschaffung der Armeen zu arbeiten. Wir glauben ganz dem entgegen, daß die Abschaffung der Armeen den Krieg nicht abschaffen wird. Sie macht ihn nur grausamer, indem sie beseitigt, was sich um Erhabenheit, Noblesse, Opferbereitschaft und Uneigennützigkeit kümmert! Man schlüge sich dann weder für Ideen oder für Prinzipien, noch für das Vaterland, sondern allein für die Interessen, darum zum Beispiel, die Chinesen zu zwingen, unser Opium zu konsumieren oder die Abessinier, sich an unserem Alkohol zu berauschen. Und ohne Zweifel sieht man daran genau, was irgendwelche Kapitalisten gut daran verdienen könnten, nicht jedoch der Fortschritt, die Zivilisation, die Menschheit.«  »Habe ich es nötig, noch hinzuzufügen, daß die erste Folge einer Abschaffung der Armeen die Schwächung der Idee des Vaterlandes wäre? Und glaubt man, der Moment sei gekommen, um darüber nachzudenken?  Der Instinkt der Menge hat es sehr wohl so empfunden, in diesem auf traurige Weise berühmten Prozeß, daß trotz all der Spitzfindigkeiten die französische Armee heute wie einst Frankreich selbst verkörpert. Sie ist es durch unsere Traditionen; da es seit acht oder zehn Jahrhunderten, und noch länger, - das »Roland-Lied« beweist es, - unsere Armeen sind, die uns zu dem gemacht haben, was wir sind; und da in ihrem Blute, von Bouvine bis Sedan, bei Sieg oder Niederlage, die nationale Einheit vorbereitet, besiegelt und befestigt wurde. Sie ist es durch ihre Zusammensetzung, indem sie vielleicht die nationalste Armee ist, die es in der Geschichte je gegeben hat; allen offen, offener, als jemals sonst in unseren Tagen, mehr denn je geführt durch eine Elite, da in unserem Zeitalter der Wissenschaft, des Handels und der Industrie diese die wahrhafte Elite bilden...«  »Dort, und wäre es auch nur für drei Jahre, für zwei Jahre, für ein Jahr, nähern sich die unterschiedlichen Lebensbedingungen der Männer an, vermischen sie sich zumindest, sind sie vermengt unter einem gemeinsamen Gesetz; und dieses Gesetz steht über denen, die es anwenden, wie über denen, die es hinnehmen. Und darüber hinaus: das Recht, es eines Tages selbst anzuwenden, ist keinem, der damit anfängt, es hinzunehmen, verwehrt; und während die Armee eine Schule der Gleichheit ist, wird sie so zugleich eine Schule der Disziplin und Hirarchie. Denn man muß nicht glauben, daß die Demokratien, wie man sagt, von sich aus aller Disziplin und aller Hierarchie widerstreben. Sie wissen in ihr vielmehr eine Notwendigkeit; und es ist ein reiner Sophismus, die »Gleichheit der Bedingungen« als die »(formelle) Identität der Verwendung« zu interpretieren. Man könnte sogar sagen, daß die »Gleichheit der Bedingungen« keinerlei Art des Unterschiedes oder der Ungleichheit widerstrebt, vorausgesetzt, diese Ungleichheit wurde auf irgendeine Weise erworben und der Unterschied ist »persönlich«. Es hat niemals in einer Demokratie als ungleich gegolten, daß der eine Oberst und der andere Gefreiter ist: sie verlangt nur, daß es nicht ein statischer Zustand sei und daß Personen nicht unaufhörlich Gefreiter seien und Oberste es nicht von Geburt an.  Da dies das Prinzip unserer nationalen Armee ist, haben wir das Recht, noch einmal zu sagen, daß nach wie vor der Feind hier nicht die Demokratie, sondern der Individualismus und die Anarchie ist. Es bleibt uns jetzt noch, anhand der Betrachtung des Falles einiger »Intellektueller« zu zeigen, daß sie es sind, die ohne es vielleicht zu wissen, sicher ohne es zu wollen, der schlimmste Feind der Demokratie und der Armee sind.«  »III.- Über ein paar Intellektuelle«  »Was ist das also, ein »Intellektueller;  an welchen Zeichen gibt er sich zu erkennen; und von welcher Lebenskonzeption bezieht er die Überlegenheit, die er sich über alle diejenigen anmaßt, die er nicht mit diesem Namen beehrt?«  »Ich rede nicht von den rückständigen Romantikern, Schüler von Renan, von Flaubert und von Nietzsche, die in ihren Zeitschriften schreiben: »Wenn das Genie und die Tugend am Ende unvereinbar wären, dann müßte man nicht einen Moment zögern, dem Genie den Vorrang zu geben. Die Intelligenz marschiert zuerst: der Rest folgt in gebührenden Abstand.««  »Ich halte sie für jung, wenn sie »weise« denken. Das Leben wird sie dazu bringen, ihre Meinung in diesem Punkt noch zu ändern!«  »Aber ein exzellenter Paläograph, ein Linguist oder ein bedeutender Metriker, ein erfahrener Chemiker, sind sie »Intellektuelle«? Und warum?«  »Die Beherrschung des Altsyrischen oder des Chinesischen, gewährt dies einem armen Menschen den Titel »Intellektueller«?«  »Wie beweist man, daß eine »Abhandlung über Mikrobiologie«, die vielleicht nur eine Zusammenfassung ist, dazu bestimmt, in fünfundzwanzig Jahren nach dem Gewicht des Papiers verkauft zu werden, mehr Intelligenz erfordert, als nötig ist, um seine Mitmenschen zu beurteilen oder um Armeen zu kommandieren?«  »... Außerdem, wenn die Intelligenz, die übrigens nicht die einzige Quelle der Erkenntnis ist, - schauen sie darüber nach im Buch von Balfour über die »Grundlagen des Glaubens«, das ich gerne zitiere, - wenn also die Intelligenz nicht das Maß der Erfahrung ist, noch der Festigkeit des Charakters, noch der Willenskraft, die auch durchaus etwas bedeuten, wird man dann nicht darin übereinstimmen, daß viele Intellektuelle von verschiedenen Seiten beschränkt sein können, begrenzt mitunter in ihrer Spezialisierung, vermindert auch und durch sie wie eingeengt oder herabgedrückt?«  »Ich mißtraue, mit Pascal, einem Menschen, der nur eine einzelne Wissenschaft beherrscht. Im Allgemeinen gilt, daß wenn man alles von einem Gegenstand weiß, dies die Bedingung dafür ist, die anderen Gegenstände zu ignorieren. Wenn es aber durch Zufall das war, was man »intellektuell« nannte, würde es genug abgeben, um sich dessen zu rühmen?«  »Die »Intellektuellen« von heute sind offensichtlich von einer anderen Sorte. In welcher Spezialdisziplin sie auch immer erfolgreich waren, sich eine Reputation und eine wirkliche Überlegenheit zu erwerben, sie bilden sich ein, daß - ich weiß nicht durch welches Phänomen der Exosmose - sich diese Überlegenheit auf alles überträgt, was sie denken; und ihre tatsächliche Reputation auf alles, was sie sagen.«  »Es ist ein großes Unglück für sie und es ist eine große Gefahr für uns! Denn während man sie für das hält, als was sie sich ausgeben und man das zunächst auch zu glauben versucht ist, faseln sie aus ihrer Autorität heraus nur dummes Zeug über Dinge, von denen sie nichts verstehen;« »und letztendlich gelingt es ihnen nur, die Meinung gründlich aufzuweichen, irrezuführen und durcheinander zu bringen. Weil sie Gegenstände kennen, die wir nicht kennen, geben wir ihnen einen Vorschuß auch auf die, die sie nicht kennen.«  »Daran gewöhnt, sich in gefälligen Reden zuzuhören, imponiert uns ihre Selbstsicherheit. Indem wir sie so sicher finden, wo wir unschlüssig wären, glauben wir, daß sie mit Recht Behauptungen aufstellen. Aber sie haben dafür weder andere, noch bessere Gründe, als die unsrigen; und um unsere Verblendung zu vollenden, machen sie die »wissenschaftliche Methode« und ihren Geist geltend und es ist gerade dies, was die Gefahr vergrößert.«  »Wir wagen es tatsächlich und im guten Glauben zu sagen: Die Linguistik, die Philologie, die Paläographie, die Metrik, die Exegese, die Anthropologie, die Ethnographie, - ich könnte die Auflistung noch bis ins Unendliche verlängern, - sind keine »Wissenschaften«; schon gar nicht die »Wissenschaft«; und die hervorragendsten von denen, die sich hier tummeln, haben keinerlei Recht, für sich den wissenschaftlichen Geist noch die wissenschaftliche Methode zu beanspruchen. Ein Paläograph oder ein Philologe sind Gelehrte (»érudits«) und, wenn sie so wollen, Intellektuelle, aber sie sind nicht »Weise« (»savans«). Sie werden es niemals sein, noch irgendeinen Grad darin erreichen. Zu wissen, hat ein wahrer Weiser gesagt, das heißt Können oder Voraussehen. Was kann ein Paläograph und zu welcher Voraussicht ist ein Exeget fähig? Der Astronom sieht »Bahnen« voraus und der Chemiker kann Synthesen herstellen; der Exeget und der Paläograph kennen und studieren nur etwas, was nicht gesehen wird, was man nicht zweimal sehen wird. Was für den wissenschaftlichen Geist gilt, so weiß ich nicht, was das ist, noch, wie ein Kritiker und ein Historiker sich erlauben könnten, ihn sich anzumaßen, sofern man die Weisen ihn sich untereinander absprechen sieht und sie sich das im ganzen beweisen, indem sie sich des Irrtums überzeugen.«  »Und nach alledem, wenn der Physiker oder der Chemiker im Besitz einer sicheren Methode wären, ist damit schon entschieden, daß diese Methode auf die schwierigsten Fragen anwendbar wäre, welche die menschliche Moral betreffen, das Leben der Nationen und die Interessen der Gesellschaft? Die Chemiker und die Physiker! Aber welche Chemiker und welche Physiker? Und ich gestehe im übrigen zu, daß es die hervorragendsten unter ihnen seien, sie werden mir dennoch suspekt sein, und sie werden mir auch weiterhin verdächtig sein müssen, weil die Frage schließlich nicht die nach ihrer Kompetenz ist, und weil ich, indem sich ihr Vertrauen in der Anwendung der wissenschaftlichen Methode zum Ausdruck bringt, wohl verstehe, daß sie Physiker und Chemiker sind, aber sie dennoch nur eine ganz »individuelle« Meinung zum Ausdruck bringen.«  »Es ist immer wieder nötig, darauf zurückzukommen. Wissenschaftliche Methode, Geistesaristokratie, Achtung der Wahrheit, alle diese großen Worte dienen nur dazu, die Ansprüche des *Individualismus* zu verdecken, und der *Individualismus* ist, wir könnten es nicht oft genug sagen, die große Krankheit der Gegenwart, nicht der Parlamentarismus, nicht der Sozialismus, nicht der Kollektivismus. Jeder von uns hat nur Vertrauen in sich selbst, erhebt sich zum souveränen Richter über alles, läßt nicht zu, daß man die Meinung, die er sich gebildet hat, diskutiert.« |

Revue bleue vom 2. Juli 1898: »L´Individualisme et les Intellectuels« von Émile Durkheim[[1]](#footnote-1)

Émile Durkheim, 1858 in Lothringen geboren, hatte in Bordeaux an der Universität seit 1896 eine Professur inne und bereits - vierzigjährig - einige seiner wichtigsten soziologischen Arbeiten publiziert (»Division du travaille« und »Les suicide«). Er hatte sich bereits seit Januar 1898 mit der Affäre Dreyfus intensiver befaßt und war als Mitbegründer der »Ligue de Droits des L´Hommes«, deren Gründung auf die Affäre zurückgeht, auch politisch engagiert. Rund dreieinhalb Monate nach dem Erscheinen von Brunetières Artikel erschien von ihm in der »Revue bleue« eine Antwort, die als argumentativ besonders klare Reaktion eines der Intellektuellen angesehen werden kann, die sich mit Brunetière aus der Perspektive der Drefusards auseinandergesetzt haben.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| »L´INDIVIDUALISME ET LES INTELLECTUELS«  »La question qui, depuis six mois, divise si douloureusement le pays, est en train de se transformer: simple question de fait à l´origine, elle s´est peu à peu généralisée.«  »L´intervention récent d´un littérateur connu (1) a beaucoup aidé à ce résultat.«  Fußnote »(1): Voir l´article de M. Brunetière: Après de procès, dans Revue des Deux Mondes du 15 mars 1898.«  »Il semble qu´on ait trouvé le moment venu de renouveler par un coup d´éclat une polémique qui s´attardait en redites.«  »C´est pourquoi, au lieu de reprendre à nouveau la discussion des faits, on a voulu, d´un bond, s´élever jusqu´aux principes: c´est à l´état d´esprit des «intellectuels» (1), aux idées fondamentales dont ils se réclament, et non plus au détail de leur argumentation qu´on s´est attaqué.«  FN »(1) Notons en passant que ce mot, trés commode, n´a aucunement le sens impertinent qu´on lui a trop malignement attribué. L´intellectuel n´est pas celui qui a le monopole de l´intelligence; il n´est pas des fonctions sociales où l´intelligence ne soit nécessaire. Mais il en est où elle est, à la fois, le moyen et la fin, l´instrument et le but; on y emploie l´intelligence à étendre l´intelligence, c´est-à-dire à l´enrichir de connaissances, d´idées ou de sensations nouvelles. Elle est donc le tout des professions (art, science) et c´est pour exprimer cette particularité qu´on en est venu tout naturellement à appeler intellectuel l´homme qui s´y consacre.«  »S´ils refusent obstinément «d´incliner leur logique devant la parole d´un général d´armée», c´est évidemment qu´ils s´arrogent le droit de juger par eux-même de la question; c´est qu´ils mettent leur raison au-dessus de l´autorité, c´est que les droits de l´individu leur paraissent imprescriptibles.«  »C´est donc leur individualisme qui a déterminé leur schisme.«  »Mais alors, a-t-on dit, si l´on veut ramener la paix dans les esprits et prévenir le retour de semblables discordes, c´est cet individualisme qu´il faut prendre corps à corps. Il faut tarir une fois pour toutes cette inépuisable source de divisions intestines. Et une véritable croisade a commencé contre ce fléau public, contre «cette grande maladie du temps présent».«  »Nous acceptons volontiers le débat dans ces termes. Nous aussi nous croyons que les controverses d´hier ne faisaient qu´exprimer superficiellement un dissentiment plus profond; que les esprits se sont départagés beaucoup plus sur une question de principe que sur une question de fait.«  »Laissons donc de côté les arguments de circonstance qui sont échangés de part et d´autre; oublions l´affaire elle-même et les tristes spectacles dont nous avons été les témoins. Le problème qu´on dresse devant nous dépasse infiniment les incidents actuels et en doit être dégagé. «  »I  Il est une première équivoque dont il faut se débarrasser avant tout. Pour fair plus facilement le procès de l´individualisme, on le confond avec l´utilitarisme étroit et l´égoïsme utilitaire de Spencer et des économistes. C´est se faire la partie belle.«  »On a beau jeu, en effet, à dénoncer comme un idéal sans grandeur ce commercialisme mesquin qui réduit la société à n´être qu´un vaste appareil de production et d´échange, et il est trop clair que toute vie commune est impossible s´il n´existe pas d´intérêts supérieurs aux intérêts individuels.«  »Que ces semblables doctrines soient traitées d´anarchiques, rien donc n´est plus mérité et nous y donnons les mains. Mais ce qui est inadmissible, c´est qu´on raisonne comme si cet individualisme était le seul qui existât ou même qui fût possible. Tout au contraire, il devient de plus en plus une rareté et une exception. La philosophie practique des Spencer est d´une telle misère morale qu´elle ne compte plus guère de partisans. Quant aux économistes, s´ils se sont laissé jadis séduire par le simplisme de cette théorie, depuis longtemps ils ont senti la nécessité de tempérer la rigueur de leur orthodoxie primitive et de s´ouvrir à des sentiments plus généreux. M. de Molinari est à peu près le seul, en France, qui soit resté intraitable et je ne sache pas qu´il ait exercé une grande influence sur les idées de notre époque. En vérité, si l´individualisme n´avait pas d´autres représentants, il serait bien inutile de remuer ainsi ciel et terre pour combattre un ennemi qui est en train de mourir tranquillement de mort naturelle. Mais il existe un autre individualisme dont il est moins facile de triompher.«  »Il a été professé, depuis un siècle, par la très grande généralité des penseurs: c´est celui de Kant et de Rousseau, celui des spiritualistes, celui que la Declaration des droits de l´homme a tenté, plus ou moins heureusement, de traduire en formules, celui qu´on enseigne couramment dans nos écoles et qui est devenu la base de notre catéchisme moral.«  »On croit, il est vrai, l´atteindre sous le couvert du premier, mais il en diffère profondément et les critiques qui s´appliquent à l´un ne sauraient convenir à l´autre. Bien loin qu´il fasse de l´intérêt personnel l´objectif de la conduite, il voit dans tout ce qui est mobile personnel la source même du mal.«  »Suivant Kant, je ne suis certain de bien agir que si les motifs qui me déterminent tiennent, non aux circonstances particulières dans lesquelles je suis placé, mais à ma qualité d´homme *in abstracto.* Inversement, mon action est mauvaise, quand elle ne peut se justifier logiquement que par ma situation de fortune ou par ma condition sociale, par mes intérêts de classe ou de caste, par mes passions, etc.«  »C´est pourqoi la conduite immorale se reconnait à ce signe qu´elle est étroitement liée à l´individualité de l´agent et ne peut être généralisée sans absurdité manifeste. De même, si, suivant Rousseau, la volonté générale, qui est la base du contrat social, est infaillible, si elle est l´expression authentique de la justice parfaite, c´est qu´elle est une résultante de toutes les volontés particulières; par suite, elle constitue une sorte de moyenne impersonnelle d´où toutes les considérations individuelles sont éliminées, parce que, étant divergentes et même antagonistes, elle se neutralisent et s´effacent mutuellement (1).« [(1) FN: »V. Contrat social, 1.II,ch.III«]  »Ainsi, pour l´un et pour l´autre, les seules manières d´agir qui soient morales sont celles qui peuvent convenir à tous les hommes indistinctement, c´est-à-dire qui sont impliquées dans la notion de l´homme en général. Nous voilà bien loin de cette apothéose du bien-être et de l´intérêt privés. De ce culte égoïste du moi qu´on a pu justement reprocher à l´individualisme utilitaire. Tout au contraire, d´après ces moralistes, le devoir consiste à détourner nos regards de ce qui nous concerne personnellement, de tout ce qui tient à notre individualité empirique, pour rechercher uniquement ce que réclame notre conditions d´homme, telle qu´elle nous est commune avec tous nos semblables.«  »Cet idéal dépasse même tellement le niveau des fins utilitaires qu´il apparaît aux consciences qui y aspirent comme tout empreint de religiosité.«  »Cette personne humaine, dont la définition est comme la pierre de touche d´après laquelle le bien se doit distinguer du mal, est considerée comme sacrée, au sens rituel du mot pour ainsi dire. Elle a quelque chose de cette majesté transcendante que les Églises de tous les temps prêtent à leurs Dieux; on la conçoit comme investie de cette propriété mystérieuse qui fait le vide autour des choses saintes, qui les soustrait aux contacts vulgaires et les retire de la circulation commune. Et c´est précisément de là que vient le respect dont elle est l´objet.«  »Quiconque attente à une vie d´homme, à la liberté d´un homme, à l´honeur d´un homme, nous inspire un sentiment d´horreur, de tous points analogue à celui qu´éprouve le croyant qui voit profaner son idole. Une telle morale n´est donc pas simplement une discipline hygiénique ou une sage économique de l´existence; c´est une religion dont l´homme est, à la fois, le fidèle et le Dieu.«  »Mais cette religion est individualiste, puisqu´elle a l´homme pour objet, et que l´homme est un individu, par définition. Même il n´est pas de système dont l´individualisme soit plus intransigeant. Nulle part, les droits de l´individu ne sont affirmés avec plus d´énergie, puisque l´individu y est mis au rang des choses sacro-saintes; nulle part, il n´est plus jalousement protégé contre les empiétements du dehors, d´où qu´ils viennent. «  »La doctrine de l´utile peut facilement accepter toute sorte de compromissions, sans mentir à son axiome fondamental; elle peut admettre que les libertés individuelles soient suspendues, toutes les fois que l´intérêt du plus grand nombre exige ce sacrifice. Mais il n´y a pas de composition possible avec un principe qui est ainsi mis en dehors et au-dessus de tous les intérêts temporels. Il n´y a pas de raison d´État qui puisse excuser un attentat contre la personne quand les droits de la personne sont au-dessus de l´État.«  »Si donc l´individualisme est, par lui-même, un ferment de dissolution morale, on doit le voir manifester ici son essence anti-sociale. - On conçoit quelle est, cette fois, la gravité de la question.«  »Car ce libéralisme du XVIIIe siècle qui est, au fond, tout l´objet du litige, n´est pas simplement une théorie de cabinet, une construction philosophique; il est passé dans les faits, il a pénétré nos institutions et nos mœrs, il est mêlé à toute notre vie, et si, vraiment, il fallait nous en défaire, c´est toute notre organisation morale qu´il faudrait refondre du même coup.«  »II  Or, c´est déjà un fait remarquable que tous ces théoriciens de l´individualisme ne sont pas moins sensibles aux droits de la collectivité qu´à ceux de l´individu. Nul n´a plus fortement insisté que Kant sur le caractère supra-individuel de la moral et du droit; il en fait une sorte de consigne à laquelle l´homme doit obéir parce qu´elle est la consigne et sans avoir à la discuter; et si on lui a reproché parfois d´avoir outré l´autonomie de la raison, on a pu dire également, non sans fondement, qu´il a mis à la base de sa morale un acte de foi et de soumission irraisonnées. D´ailleurs, les doctrines se jugent surtout par leurs produits, c´est-à-dire par l´esprit des doctrines qu´elles suscitent: or, du kantisme, sont sorties l´éthique de Fichte, qui est déjà tout imprégnée de socialisme, et la philosophie de Hegel dont Marx fut le disciple. Pour Rousseau, on sait comment son individualisme est doublé d´une conception autoritaire de la société. A sa suite, les hommes de la Révolution, tout en promulguant la famèuse Déclaration des droits, ont fait la France une, indivisible, centralisée, et peut-être même faut-il voir avant tout, dans l´œvre révolutionnaire, un grand mouvement de concentration nationale. Enfin, la raison capitale pour laquelle les spiritualistes ont toujours combattu la morale utilitaire, c´est qu´elle leur paraissait incompatible avec les nécessités sociales.«  »Dira-t-on que cet éclectisme ne va pas sans contradiction? Certes, nous ne songeons pas à défendre la manière dont ces différents penseurs s´y sont pris pour fondre ensemble ces deux aspects de leurs systèmes. Si, avec Rousseau, on commence par faire de l´individu une sorte d´absolu qui peut et qui doit se suffire à soi.même, il est évidemment difficile d´expliquer ensuite comment l´état civil a pu se constituer. Mais il s´agit présentement de savoir, non si tel ou tel moraliste a réussi à montrer comment ces deux tendances se réconcilient, mais si, en elles-mêmes, elles sont conciliables ou non. Les raisons qu´on a données pour établir leur unité peuvent être sans valeur, et cette unité être réelle; et déjà le fait qu´elles se sont généralement recontrées chez les mêmes esprits est tout au moins une présomption qu´elles doivent dépendre d´un même état social dont elles ne sont vraisemblablement que des aspects différents.«  »Et, en effet, une fois qu´on a cessé de confondre l´individualisme avec son contraire, c´est-a-dire avec l´utilitarisme, toutes ces prétendues contradictions s´évanouissent comme par enchantement. Cette religion de l´humanité a tout ce qu´il faut pour parler à ses fidèles sur un ton non moins impératif que les religions qu´elle remplace. Bien loin qu´elle se borne à flatter nos instincts, elle nous assigne un idéal qui dépasse infinitement la nature; car nous ne sommes pas naturellement cette sage et pure raison qui, dégagée de tout mobile personnel, legiférerait dans l´abstrait sur sa propre conduite. Sans doute, si la dignité de l´individu lui venait de ses caractères individuels, des particularités qui le distinguent d´autrui, on pourrait craindre qu´elle ne l´enfermât dans une sorte d´égoïsme moral qui rendrait impossible toute solidarité. Mais, en réalité, il la reçoit d´une source plus haute et qui lui est comme avec tous les hommes. S´il a droit à ce respect religieux, c´est qu´il a en lui quelque chose de l´humanité. C´est l´humanité qui est respectable et sacrée; or elle n´est pas toute en lui. Elle est répandue chez tous ses semblables; par suite, il ne peut la prendre pour fin de sa conduite sans être obligé de sortir de soi-même et de se répandre au dehors. Le culte dont il est, à la fois, et l´objet et l´agent, ne s´adresse pas à l´être particulier qu´il est et qui porte son nom, mais à la personne humaine, où qu´elle se rencontre, sous quelque forme qu´elle s´incarne. Impersonnelle et anonyme, une tel fin plane donc bien au-dessus de toutes les conscience particulières et peut ainsi leur servir de centre de ralliement. Le fait qu´elle ne nous est pas étrangère (par cela seul qu´elle est humaine) n´empêche pas qu´elle ne nous domine. Or, tout ce qu´il faut aux sociétés pour être cohérentes, c´est que leurs membres aient les yeux fixé sur un même but, se rencontrent dans une même foi; mais il n´est nullement nécessaire que l´objet de cette foi commune ne se rattache par aucun lien aux natures individuelles. En définitive, l´individualisme ainsi entendu, c´est la glorification, non du moi, mais de l´individu en général. Il a pour ressort, non l´égoïsme, mais la sympathie pour tout ce qui est homme, une pitié plus large pour toutes les douleurs, pour toutes les misères humaines, un plus ardent besoin de les combattre et de les adoucir, une plus grande soif de justice. N´y a-t-il pas là de quoi faire communier toutes les bonnes volontés. Sans doute, il peut arriver que l´individualisme soit pratiqué dans un tout autre esprit. Certains l´utilisent pour leurs fins personnelles, l´emploient comme un moyen pour couvrir leur égoïsme et se dérober plus aisément à leurs devoirs envers la société. Mais cette exploitation abusive de l´individualisme ne prouve rien contre lui, de même que les mensonges utilitaires de l´hypocrisie religieuse ne prouvent rien contre la religion.«  »Mais j´ai hâte d´en venir à la grande objection. Ce culte de l´homme a pour premier dogme l´autonomie de la raison et pour premier rite le libre examin. Or, dit-on, si toutes les opinions sont libres, par quel miracle seraient-elles harmoniques? Si elles se forment sans se connaitre et sans avoir à tenir compte les unes des autres, comment ne seraient-elles pas incohérentes? L´anarchie intellectuelle et morale serait donc la suite inévitable du libéralisme. Tel est l´argument, toujours réfuté et toujours renaissant, que les éternels adversaires de la raison reprennent périodiquement, avec une persévérance que rien ne décourage, toutes les fois qu´une lassitude passagère de l´esprit humain le met davantage à leur merci. Oui, il est bien vrai que l´individualisme ne va pas sans un certain intellectualisme; car la liberté de la pensée est la premiere des libertés. Mais, où a-t-on vu qu´il ait pour conséquence cette absurde infatuation de soi-même qui enfermerait chacun dans son sentiment propre et ferait le vide entre les intelligences? Ce qu´il exige, c´est le droit, pour chaque individu, de connaître des choses dont il peut légitimement connaître; mais il ne consacre nullement je ne sais quel droit à l´incompétence. Sur une question où je ne puis me prononcer en connaissance de cause, il ne coûte rien à mon indépendance intellectuelle de suivre un avis plus compétent. La collaboration des savants n´est même possible que grâce à cette déférence mutuelle; chaque science emprunte sans cesse à ses voisines des propositions qu´elle accepte sans vérification. Seulement, il faut des raisons à ma raison pour qu´elle s´incline devant celle d´autrui. Le respect de l´autorité soit fondée rationnellement.«  »C´est pourquoi, quand on vient sommer certains hommes de se rallier à un sentiment qui n´est pas le leur, il ne suffit pas, pour les convaincre, der leur rappeler ce lieu commun de rhétorique banale que la sociéte n´est pas possible sans sacrifices mutuels et sans un certain esprit de subordination; il faut encore justifier *dans l´espèce* la docilité qu´on leur demande, en leur démontrant leur incompétence. Que si, au contraire, il s´agit d´une de ces questions qui ressortissent, par définition, au jugement commun, une pareille abdication est contraire à toute raison et, par conséquent, au devoir. Or, pour savoir s´il peut être permis à un tribunal de condamner un accusé sans avoir entendu sa défense, il n´est pas besoin de lumiéres spéciales. C´est un problème de morale pratique pour lequel tout homme de bon sens est compétent et dont nul ne doit se désintéresser. Si donc, dans ces temps derniers, un certain nombre d´artistes, mais surtout de savants, ont cru devoir refuser leur assentiment à un jugement dont la légalité leur paraissait suspecte, ce n´est pas que, en leur qualité de chimistes ou de philologues, de philosophes ou d´historiens, ils s´attribuent je ne sais quels privilèges spéciaux et comme un droit éminent de contrôle sur la chose jugée. Mais c´est que, étant hommes, ils entendent exercer tout leur droit d´hommes et retenir par devers eux une affaire qui relèle de la seule raison. Il est vrai qu´ils se sont montrés plus jaloux de ce droit que le reste de la société; mais c´est simplement que, par suite de leurs habitudes professionnelles, il leurtient plus à cœr. Accoutumés par la pratique de la méthode scientifique à réserver leur jugement tant qu´ils ne se sentent pas éclairés, il est naturel qu´ils cèdent moins facilement aux entraînements de la foule et au prestige de l´autorité.«[[2]](#footnote-2)  III (…)  »Une religion qui tolère les sacrilèges abdique tout empire sur les consciences. La religion de l'individu ne peut donc se laisser bafouer sans résistance, sous peine de ruiner son crédit ; et comme elle est le seul lien qui nous rattache les uns aux autres, une telle faiblesse ne peut pas aller sans un commencement de dissolution sociale. Ainsi l'individualiste, qui défend les droits de l'individu, défend du même coup les intérêts vitaux de la société ; car il empêche qu'on n'appauvrisse criminellement cette dernière réserve d'idées et de sentiments collectifs qui sont l'âme même de la nation. Il rend à sa patrie le même service que le vieux Romain rendait jadis à sa cité quand il défendait contre des novateurs téméraires les rites traditionnels. Et s'il est un pays entre tous les autres où la cause individualiste soit vraiment nationale, c'est le nôtre ; car il n'en est pas qui ait aussi étroitement solidarisé son sort avec le sort de ces idées. C'est nous qui en avons donné la formule la plus récente, et c'est de nous que les autres peuples l'ont reçue ; et c'est pourquoi nous passions jusqu'à présent pour en être les représentants les plus autorisés. Nous ne pouvons donc les renier aujourd'hui, sans nous renier nous-mêmes, sans nous diminuer aux yeux du monde, sans commettre un véritable suicide moral. On s'est demandé naguère s'il ne conviendrait pas peut-être de consentir à une éclipse passagère de ces principes, afin de ne pas troubler le fonctionnement d'une administration publique, que tout le monde, d'ailleurs, reconnaît être indispensable à la sûreté de l'État. Nous ne savons si l'antinomie se pose réellement sous cette forme aiguë ; mais, en tout cas, si vraiment un choix est nécessaire entre ces deux maux, ce serait prendre le pire que de sacrifier ainsi ce qui a été jusqu'à ce jour notre raison d'être historique. Un organe de la vie publique, si important qu'il soit, n'est qu'un instrument, un moyen en vue d'une fin. Que sert de conserver avec tant de soin le moyen, si l'on se détache de la fin? Et quel triste calcul que de renoncer, pour vivre, à tout ce qui fait le prix et la dignité de la vie,  *Et propter vitam vivendi perdere causas !* «  » (…) Les hommes de ma génération se rappellent quel fut notre enthousiasme quand, il y a une vingtaine d'années, nous vîmes enfin tomber les dernières barrières qui contenaient nos impatiences. Mais hélas ! le désenchantement vint vite ; car il fallut bientôt s'avouer qu'on ne savait pas quoi faire de cette liberté si laborieusement conquise. Ceux à qui nous la devions ne s'en servirent que pour s'entredéchirer les uns les autres. Et c'est dès ce moment qu'on sentit se lever sur le pays ce vent de tristesse et de découragement, qui devint plus fort de jour en jour et qui devait finir par abattre les courages les moins résistants. Ainsi, nous ne pouvons nous en tenir à cet idéal négatif. Il faut dépasser les résultats acquis, ne serait-ce que pour les conserver. Si nous n'apprenons pas enfin à mettre en œuvre les moyens d'action que nous avons entre les mains, il est inévitable qu'ils se déprécient. Usons donc de nos libertés pour chercher ce qu'il faut faire et pour le faire, pour adoucir le fonctionnement de la machine sociale, si rude encore aux individus, pour mettre à leur porte tous les moyens possibles de développer leurs facultés sans obstacles, pour travailler enfin faire une réalité du fameux précepte : À chacun selon ses œuvres !  (…) Il s'agit de compléter, d'étendre, d'organiser l'individualisme, non de le restreindre et de le combattre. Il s'agit d'utiliser la réflexion, non de lui imposer silence.  (…) Dans ces conditions, le devoir n'apparaît-il pas tout tracé ? Tous ceux qui croient à l'utilité, ou même simplement à la nécessité des transformations morales accomplies depuis un siècle, ont le même intérêt : ils doivent oublier les divergences qui les séparent et coaliser leurs efforts pour maintenir les positions acquises. Une fois la crise traversée, il y aura certainement lieu de se rappeler les enseignements de l'expérience, afin de ne pas retomber dans cette inaction stérilisante dont nous portons actuellement la peine ; mais cela, c'est l'œuvre de demain. Pour aujourd'hui, la tâche urgente et qui doit passer avant toutes les autres, c'est de sauver notre patrimoine moral ; une fois qu'il sera en sûreté nous verrons à le faire prospérer. (…) « |  | »Der Individualismus und die Intellektuellen«  »Die Frage, die seit sechs Monaten so schmerzhaft das Land spaltet, ist dabei sich zu wandeln: anfangs eine einfache Faktenfrage, ist sie Schritt für Schritt verallgemeinert worden.«  »Die kürzliche Intervention eines bekannten Literaten (1) hat sehr zu diesem Ergebnis beigetragen.«  FN: »s. den Artikel von M. Brunetière: Nach dem Prozeß, in der Revue des Deux Mondes am 15.März 1898.«  »Es scheint, daß man den Moment für gekommen erachtete, durch ein aufsehenerregendes Ereignis eine Polemik zu erneuern, die sich (aber) in unnötigen Wiederholungen aufhält.«  »Das ist der Grund, warum man sich, anstatt von Neuem die Diskussion der Tatsachen wiederaufzunehmen, mit einem Satz bis zu den Grundprinzipien emporzuheben versucht hat: es sind der Geisteszustand der »Intellektuellen« (1), die Grundideen, auf welche sie sich berufen, und nicht mehr die Einzelheit ihrer Argumentation, die man zum Gegenstand des Angriffs gemacht hat.«  »Nebenbei bemerken wir, daß dieses sehr lockere Wort nichts von der unverschämten Bedeutung hat, die man ihm böswilliger Weise zugeschrieben hat. Der Intellektuelle ist nicht derjenige, der das Monopol der Intelligenz hat; es gibt keine sozialen Funktionen, bei der die Intelligenz nicht notwendig wäre. Aber es gibt solche, wo sie das Mittel und der Zweck, das Instrument und das Ziel ist. Man verwendet hier die Intelligenz, um die Intelligenz zu erweitern, das heißt, um Wissen, Ideen oder neuartige Wahrnehmungen zu bereichern. Sie ist daher das Gesamt der Professionen (Kunst, Wissenschaft) und man ist, um diese Eigenheit auszudrücken, ganz natürlich dazu gekommen, den Menschen intellektuell zu nennen, der sich ihr verschrieben hat.« FN Ende  »Sie weigern sich hartnäckig, »ihre Logik dem Wort eines Armeegenerals unterzuordnen«, es ist offensichtlich, daß sie sich das Recht herausnehmen, aus sich selbst heraus über die Frage zu urteilen; sie stellen ihre Vernunft über die Autorität; die Rechte des Individuums erscheinen ihnen nicht vorschreibbar.«  »Es ist folglich ihr Individualismus, der ihr Schisma bewirkt hat.«  »Aber jetzt, hat man gesagt, wenn man den Frieden zwischen den Geisteshaltungen wiederherstellen und der Wiederkehr einer ähnlichen Zwietracht vorbeugen will, ist es dieser Individualismus, den man Mann für Mann erobern muß. Man geht daran, diese unerschöpfliche Quelle der inneren Spaltung ein für alle Mal auszutrocknen. Und ein wahrer Kreuzzug hat begonnen gegen diese öffentliche Geißel, gegen »diese große Krankheit unserer Gegenwart«.«  »Wir anerkennen ohne weiteres die Debatte um diese Begriffe. Auch wir glauben, daß die Kontroversen in der Vergangenheit eine sehr tiefgehende Meinungsverschiedenheit nur oberflächlich zum Ausdruck brachten; daß die Geisteshaltungen sich viel mehr an einer Frage des Prinzips als an einer Frage der Tatsachen geschieden haben.«  »Lassen wir also die Argumente der Umstände beiseite, die gegenseitig ausgetauscht worden sind; vergessen wir die Affäre selbst und das triste Schauspiel, dessen Zeugen wir gewesen sind. Das Problem, das man vor uns aufrichtet, geht bei weitem über die aktuellen Vorfälle hinaus und muß hervorgehoben werden.«  »1  Da ist eine erste Doppeldeutigkeit, welche man sich vor allen anderen vom Halse schaffen muß. Um dem Individualismus leichter den Prozeß zu machen, vermengt man ihn mit dem engstirnigen Utilitarismus und dem zweckorientierten Egoismus von Spencer und den Ökonomisten. Damit macht man sich die Sache einfach.«  Man hat in der Tat leichtes Spiel, diesen kleinmütigen Kommerzialismus, der die Gesellschaft darauf reduziert, bloß eine riesige Apparatur der Produktion und des Tausches zu sein, als ein Ideal ohne Größe zu denunzieren, und es ist allzu klar, daß das ganze gemeinschaftliche Leben unmöglich ist, wenn es nicht den Individualinteressen übergeordnete Interessen gibt. «  »Daß dergleichen Lehren als anarchistisch behandelt werden, ist mehr als zutreffend und wir stimmen dem voll zu. Aber das was unzulässig ist, ist, daß man schlußfolgert, dieser Individualismus sei der einzige, der existierte oder gar der einzige, der möglich sei. Ganz im Gegenteil, er wird mehr und mehr eine Seltenheit und Ausnahme. Die praktische Philosophie von Spencer ist von einem solchen moralischen Elend, daß sie kaum noch Anhänger zählt. Was die Ökonomisten betrifft, wenn sie sich früher haben verleiten lassen durch die grobe Vereinfachung dieser Theorie, so haben sie seit langem schon die Notwendigkeit empfunden, die Strenge ihrer primitiven Orthodoxie zu mäßigen und sich großzügigen Empfindungen zu öffnen. Herr de Molinari ist beinahe der Einzige in Frankreich, der unnachgiebig dabei bleibt, und ich wüßte nicht, daß er einen großen Einfluß auf die Ideen unserer Epoche ausgeübt hätte. Wenn der Individualismus nicht andere Vertreter hätte, wäre es in Wahrheit wohl unnütz, Himmel und Erde in Bewegung zu setzen, um einen Feind zu bekämpfen, der dabei ist, ruhig eines natürlichen Todes zu sterben. Aber es existiert ein anderer Individualismus, über den man weniger leicht triumphieren kann.«  »Er ist seit einem Jahrhundert von den allermeisten Denkern bekannt worden: es ist jener von Kant und Rousseau, von den Spiritualisten, jener, den die Deklaration der Menschenrechte mehr oder weniger glücklich versucht hat, in Formulierungen zu überführen, jener, den man gegenwärtig in unseren Schulen unterrichtet und der die Basis unseres moralischen Glaubensbekenntnisses bildet.«  »Man glaubt, es ist wahr, ihn unter dem Versteck des ersten anzutreffen, aber er unterscheidet sich gründlich davon und die Kritiker, die sich dem einen widmen, wüßten nicht dem anderen zu genügen. Weit davon entfernt, daß er aus den persönlichen Interessen den Zielpunkt des Verhaltens machte, sieht er in allem, was persönlicher Beweggrund werden kann, die Quelle des Bösen.«  »Kant zufolge bin ich nur dann meines ethischen Handelns gewiß, wenn die Beweggründe, die mich bestimmen, Bestand haben, nicht durch die besonderen Umstände, in die ich gestellt bin, sondern durch meine Eigenschaft als Mensch *in abstracto.* Umgekehrt ist meine Handlung schlecht, wenn sie logisch nur durch mein Glück oder meine sozialen Bedingungen, durch meine Klasseninteressen oder die einer Kaste, durch meine Leidenschaften usw. gerechtfertigt werden kann.«  »Das ist der Grund, warum das unmoralische Verhalten an dem Zeichen erkannt werden kann, daß es aufs Engste mit der Individualität eines Handelnden verbunden ist und nicht verallgemeinert werden kann ohne offensichtliche Absurdität. Und selbst wenn nach Rousseau der Allgemeinwillen, der die Basis des Sozialvertrages darstellt, unfehlbar ist, wenn er der authentische Ausdruck der vollendeten Gerechtigkeit ist, so ist es doch so, daß er die Resultante aller partikularen Willen ist; deswegen begründet er eine Art unpersönliches Mittel, in dem alle individuellen Überlegungen ausgeschaltet sind, weil sie, divergierend und sich selbst widerstreitend, sich neutralisieren und gegenseitig auslöschen.«  »Auf diese Weise gilt für den einen wie für den anderen, daß die einzigen Weisen zu handeln, die moralisch wären, diejenigen sind, die allen Menschen unterschiedslos einsichtig sind, d.h. die im Begriff des Menschen im Allgemeinen enthalten sind. Wir sind hier weit entfernt von dieser Verklärung des privaten Wohlstandes und Interesses, von diesem egoistischen Kult des Ich, den man zurecht dem Nützlichkeits-Individualismus hat vorwerfen können. Ganz im Gegenteil, gemäß dieser Moralisten beruht die Pflicht darauf, den Blick davon abzuwenden, was uns persönlich angeht, was an unserer Individualität empirisch ist, um einzig das zu erforschen, was unsere Bedingung des Menschseins erfordert, die uns gemein ist mit allen unseren Mitmenschen.«  »Dieses Ideal überschreitet die Stufe der nützlichen Ziele soweit, daß es in den Gewissen, die nach ihm streben, als eine Form der Religiosität erscheint.«  »Diese menschliche Person, deren Definition wie ein Prüfstein ist, nach dem sich das Gute vom Bösen unterscheiden sollte, wird als geheiligt angesehen, gewissermaßen im rituellen Sinne des Wortes. Sie hat etwas von der transzendenten Herrlichkeit, welche die Kirchen zu allen Zeiten für ihre Götter beansprucht haben; man empfindet sie wie dieser mysteriösen Eigenart entlehnt, die es leer um die geheiligten Dinge werden läßt, die sie dem gemeinen Kontakt entziehen und aus dem allgemeinen Umlauf herausziehen. Und es ist genau dies, woher der Respekt stammt, deren Objekt sie ist.«  »Wer auch immer sich am Leben eines Menschen, an der Freiheit eines Menschen, an der Ehre eines Menschen vergreift, flößt uns ein Gefühl des Entsetzens ein, in allen Punkten dem analog, das der Gläubige zeigt, welcher sein Idol entwürdigt sieht. Eine solche Moral ist auch nicht einfach eine hygienische Lehre oder eine ökonomische Weisheit der Existenz; es ist eine Religion, welche der Mensch ist, welcher der Gläubige und der Gott zugleich ist.«  »Aber diese Religion ist individualistisch, da sie den Menschen zum Gegenstand hat und da der Mensch per Definition ein Individuum ist. Es läßt sich kein System finden, in dem der Individualismus unüberwindlicher wäre. Nirgendwo sonst sind die Rechte des Individuums energischer bekräftigt worden, da das Individuum hier in den Rang einer unantastbaren Sache erhoben worden ist; nirgendwo sonst ist es eifersüchtiger beschützt worden vor den Übergriffen von außen, von wo auch immer sie kommen.«  »Die Doktrin des Nutzens kann leicht jede Art der Bloßstellung hinnehmen, ohne in ihren grundlegenden Axiomen zu lügen; sie kann annehmen, daß die individuellen Freiheiten ausgesetzt seien, jedes Mal, wenn das Interesse der Mehrheit dies Opfer verlangt. Aber es ist unvereinbar mit einem Prinzip, das von Außen und von Oben all den vergänglichen Interessen vorgesetzt ist. Die Staatsräson kann einen Anschlag auf die Person nicht entschuldigen, wenn die Persönlichkeitsrechte über dem Staat stehen.«  »Wenn aber der Individualismus durch sich selbst ein Ferment der moralischen Zersetzung ist, muß man hier sein antisoziales Wesen offenbart sehen. Man begreift jetzt, worin das Gewicht der Frage besteht.«  »Denn dieser Liberalismus des 18. Jahrhunderts, der im Grunde der ganze Gegenstand des Streites ist, ist nicht einfach eine Theorie der Regierung und eine philosophische Konstruktion; er ist eingegangen in die Realität, er hat unsere Institutionen und unsere Sitten durchdrungen, er ist mit unserem ganzen Leben vermengt, und wenn es tatsächlich nötig wäre, uns davon loszumachen, dann ist es unsere ganze moralische Organisation, die im selben Streich umgearbeitet werden müßte.«  »II  Folglich ist es schon einmal eine bemerkenswerte Tatsache, daß alle diese Theoretiker des Individualismus nicht weniger aufmerksam sind gegenüber den Rechten der Allgemeinheit als gegenüber denen des Individuums. Keiner hat nachdrücklicher auf den über-individuellen Charakter der Moral und des Rechts insistiert als Kant; er macht aus ihr eine Art des Befehls, dem der Mensch folgen soll, weil sie der Befehl ist, und zwar ohne ihn diskutieren zu müssen; und wenn man ihn manchmal getadelt hat, die Autonomie der Vernunft übertrieben zu haben, dann hat man nicht ohne Grund gleichermaßen sagen können, daß er zum Fundament seiner Moral einen Akt des Glaubens und der unüberlegten Unterwerfung gemacht hat. Übrigens lassen sich die Doktrinen vor allem nach ihren Ergebnissen beurteilen, d.h. durch den Geist der Lehren, die sie hervorrufen: Also, vom Kantianismus sind die Ethik von Fichte ausgegangen, der schon ganz vom Sozialismus durchtränkt ist, und die Philosophie Hegels, dessen Schüler Marx war. Was Rousseau betrifft, so weiß man, wie sein Individualismus gepaart ist mit einer autoritären Konzeption der Gesellschaft. In seinem Gefolge haben die Männer der Revolution, welche die berühmte Erklärung der Rechte veröffentlicht haben, Frankreich geeint, unteilbar gemacht und zentralisiert und, vielleicht muß man es vor allem anderen sehen, in einem revolutionären Werk eine große Bewegung der nationalen Vereinigung bewirkt. Schließlich, die wesentliche Vernunft, für die die Spiritualisten immer die Moralität der Nützlichkeit bekämpft haben, ist die, daß sie ihnen unvereinbar erschien mit den sozialen Notwendigkeiten.«  »Wird man sagen, daß dieser Eklektizismus nicht ohne Widerspruch geht? Sicher, wir denken nicht daran, die Art zu verteidigen, mit der diese verschiedenen Denker es unternommen haben, die beiden Aspekte ihrer Systeme miteinander zu verschmelzen. Wenn man mit Rousseau beginnt, aus dem Individuum eine Art Absolutes zu machen, das sich selbst genügen kann und soll, dann ist es offenkundig schwierig zu erklären, wie sich das Gemeinwesen hat konstituieren können. Aber es geht gegenwärtig nicht darum zu wissen, ob es diesem oder jenem Moralisten zu zeigen geglückt ist, wie die beiden Tendenzen sich versöhnen, sondern ob sie in sich selbst versöhnbar sind oder nicht. Die Gründe, die man angegeben hat, um ihre Einheit zu errichten, können ohne Wert sein, und diese Einheit kann doch wirklich sein; und schon die Tatsache, daß sie sich allgemein begegnet sind bei den selben Geistern, entspricht mehr oder weniger der Mutmaßung, daß sie von demselben Sozialzustand abhängen müssen, bei dem es nur wahrscheinlich ist, daß die Aspekte sich unterscheiden.«  »Und in der Tat, wenn man erst einmal aufgehört hat, den Individualismus mit seinem Gegenteil, d.h. mit dem Utilitarismus zu vermengen, lösen sich diese angeblichen Widersprüche wie durch Zauber auf. Diese Religion der Humanität hat alles, das es ihren Getreuen erlaubt, in einem nicht weniger imperativen Ton zu sprechen wie die Religionen, die sie ersetzt. Statt daß sie sich begnügt, unseren Instinkten zu schmeicheln, überträgt sie uns ein Ideal, das die Natur unendlich übersteigt; denn wir sind nicht von Natur aus diese weise und reine Vernunft, die, abgehoben von allem beweglichen Personal, die Gesetze im Abstrakten machte über ihr eigenes Verhalten. Wenn die Würde des Individuums ihm von seinem individuellen Charakter zukäme, von den Besonderheiten, die ihn von anderen unterscheiden, könnte man ohne Zweifel befürchten, daß sie in einer Art moralischem Egoismus enthalten wäre, der jede Solidarität unmöglich machte. Aber in Wirklichkeit empfängt es sie aus einer höchsten Quelle, die ihm mit allen anderen Menschen gemein ist. Wenn es ein Recht auf diese religiöse Achtung hat, dann deshalb, weil es in ihm etwas von der Humanität hat. Es ist die Humanität, die ehrwürdig und heilig ist; folglich erschöpft sie sich nicht allein in ihm. Sie erstreckt sich auf alle seinesgleichen; deshalb kann es sie nicht zum Ziele seines Verhaltens nehmen ohne verpflichtet zu sein, über sich selbst hinauszugehen und sich nach Außen zu erweitern. Der Kultus, dessen Gegenstand und Antrieb es zugleich ist, richtet sich nicht auf das besondere Sein, das es ist und das seinen Namen trägt, sondern auf die Menschheits-Person, auf den Ort, wo sie sich begegnet, in welcher Form sie sich auch immer verkörpert. Unpersönlich und anonym schwebt ein solches Ziel doch wohl über jedem partikularen Bewußtsein und kann ihnen folglich als Vereinigungspunkt dienen. Die Tatsache, daß es uns nicht fremd ist (dadurch allein, daß es menschlich ist) verhindert nicht, daß es uns beherrscht. Denn alles, was Gesellschaften dazu bringt, zusammenhängend zu sein, ist, daß ihre Mitglieder die Augen auf dasselbe Ziel hin fixiert haben und sich treffen in demselben Glauben; aber es ist keineswegs notwendig, daß der Gegenstand dieses allgemeinen Glaubens sich durch irgendein Band an die individuellen Naturen anbindet. Deshalb - schließlich – ist der Individualismus so verstanden die Verherrlichung nicht des Ich, sondern des Individuum im Allgemeinen. Er hat zur Triebkraft nicht den Egoismus, sondern das Mitgefühl mit allen, die Menschen sind, ein breites Mitleid mit allen schmerzleidenden und verelendeten Menschen, die brennendste Not zu bekämpfen und zu lindern und eine große Begierde nach Gerechtigkeit. Hat er nicht das, um alle guten Willen zusammen zu bringen. Ohne Zweifel kann es passieren, daß der Individualismus in einem ganz anderen Geist ausgeübt werden könnte. Einige gebrauchen ihn für ihre persönlichen Ziele, und verwenden ihn als Mittel, um ihren Egoismus zu verstecken und sich so leichter ihrer sozialen Pflichten zu entziehen. Aber dieser Mißbrauch des Individualismus ist kein Beweis gegen ihn, ebenso wie die nützlichen Lügen der religiösen Heuchelei nicht etwas gegen die Religion beweisen.«  »Aber ich will schnellstens von hier auf den großen Einwand kommen. Dieser Kult des Menschen kennt als oberstes Dogma die Autonomie der Vernunft und als obersten Ritus die freie Prüfung. Wenn nun aber alle Meinungen frei sind, durch welches Wunder sollten sie dann miteinander harmonieren? Wenn sie sich bilden, ohne sich zu kennen und ohne sich gegenseitig Rechenschaft geben zu müssen, wieso sollten sie dann einen Zusammenhang bilden? Die intellektuelle und moralische Anarchie wäre also die unvermeidbare Folge des Liberalismus. Das ist das immer wieder widerlegte und dauernd neu vorgetragene Argument, das die ewigen Widersacher der Vernunft mit unerschütterlicher Beharrlichkeit periodisch wieder aufnehmen, wann immer sich der menschliche Verstand durch vorübergehende Nachlässigkeit ihnen ausliefert. Ja, es ist sehr wohl wahr, daß der Individualismus nicht ohne einen gewissen Intellektualismus funktioniert; denn die Gedankenfreiheit ist die wichtigste aller Freiheiten. Aber wo hat man schon je gesehen, daß der Individualismus diese absurde Selbstgefälligkeit zur Folge hatte, die jeden einzelnen in sein eigenes Urteilsvermögen einschlösse und zwischen den Intelligenzen ein Vakuum schüfe? Was der Individualismus beansprucht, ist das Recht, daß jedes Individuum die Dinge kennt, die es legitimerweise kennen kann; aber er erhebt keinerlei Recht auf Inkompetenz. In einer Frage, zu der ich mich augrund meines Sachwissens nicht äußern kann, kostet es meine intellektuelle Unabhängigkeit nichts, einer kompetenteren Meinung zu folgen. Die Zusammenarbeit der Wissenschaftler ist überhaupt nur dank dieser wechselseitigen Rücksicht möglich; jede Wissenschaft entlehnt den ihr benachbarten Wissenschaften fortwährend Lehrsätze, die sie ohne Überprüfung akzeptiert. Nur muß meine Vernunft Gründe haben, damit sie sich vor der eines anderen beugt. Der Respekt vor der Autorität ist mit dem Rationalismus nicht unvereinbar, vorausgesetzt, daß die Autorität eine rationale Grundlage hat.  Deshalb genügt es nicht, wenn man bestimmte Menschen auffordert, sich einem Gefühl anzuschließen, das ihnen nicht eigen ist, um sie zu überzeugen, – wenn man sie an jenem Gemeinplatz banaler Rhetorik `erinnert´, daß die Gesellschaft nicht möglich sei ohne gegenseitige Opfer und ohne einen gewissen Unterordnungsgeist; man muß darüber hinaus die Gelehrigkeit, die man von ihnen verlangt, *im einzelnen* rechtfertigen, indem man ihnen ihre Inkompetenz nachweist. Handelt es sich dagegen um eine jener Fragen, die schon ihrer Definition nach dem Urteil der Allgemeinheit unterliegen, ist eine solche Abtretung vernunft- und daher pflichtwidrig. Um aber nun zu wissen, ob ein Gericht einen Angeklagten verurteilen kann, ohne seine Verteidigung gehört zu haben, bedarf es keiner besonderen Erleuchtungen. Das ist ein Problem der praktischen Moral, für das jeder Mensch mit gesundem Verstand kompetent ist und an dem niemand das Interesse verlieren darf. Wenn also in der letzten Zeit eine Reihe von Künstlern, vor allem aber Gelehrte geglaubt haben, ihre Einwilligung zu einem Urteil verweigern zu müssen, dessen Legalität ihnen suspekt schien, so taten sie das nicht, weil sie sich in ihrer Eigenschaft als Chemiker oder Philologen, als Philosophen oder Historiker irgendwelche Privilegien oder gleichsam ein besonderes Kontrollrecht über die beurteilte Angelegenheit herausnähmen. Sie taten es vielmehr deshalb, weil sie als Menschen alle ihre Menschenrechte ausüben und ihre Zuständigkeit für eine Angelegenheit behalten wollten, die allein der Vernunft untersteht. Es ist wahr, daß sie eifersüchtiger als der Rest der Gesellschaft über dieses Recht gewacht haben; aber das liegt daran, daß sie ihnen von Berufs wegen mehr am Herzen liegt. Durch den Umgang mit der wissenschaftlichen Methode sind sie daran gewöhnt, ihr Urteil zurückzuhalten, solange sie sich über eine Frage noch nicht klar sind; daher ist es natürlich, daß sie weniger schnell den Verführungen der Masse und dem Ansehen der Autorität nachgeben.«  » III (...)  Eine Religion, die Sakrilegien toleriert, gibt jede Herrschaft über die Gewissen auf. Die Religion des Individuums kann sich also nur widerstandslos verhöhnen lassen bei Strafe des Verlustes ihres Ansehens; und da sie das einzige Band ist, das uns miteinander verbindet, kann solch eine Schwäche nicht ohne eine beginnende soziale Auflösung vonstattengehen. So verteidigt der Individualist, der die Interessen des Individuums verteidigt, zugleich die vitalen Interessen der Gesellschaft; denn er verhindert, daß man sträflich diese letzte Reserve von Ideen und Gefühlen verarmen läßt, welche die eigentliche Seele der Nation ist. Er erweist dem Vaterland denselben Dienst, den der alte Römer vor Zeiten seiner Stadt erwies, als er die traditionellen Riten gegen vermessene Neuerer verteidigte. Und wenn es ein Land unter all den anderen gibt, in dem die Sache des Individuums wirklich Sache der Nation ist, dann ist es das unsere; denn es gibt kein anderes, das sein Schicksal so eng mit dem Schicksal dieser Idee verknüpft hat. Wir sind es, welche die neueste Formel dafür gegeben haben, und von uns haben die anderen Völker sie erhalten; und deshalb galten wir bis heute als ihre autorisiertesten Vertreter. Wir können diese Ideen also heute nicht verleugnen, ohne uns selbst zu verleugnen, ohne uns in den Augen der Welt herabzusetzen, ohne wahrhaften moralischen Selbstmord zu begehen. Unlängst wurde gefragt, ob es nicht opportun wäre, einer vorübergehenden Aufhebung dieser Prinzipien zuzustimmen, um nicht das Funktionieren der öffentlichen Verwaltung zu stören, die jedermann im übrigen als unentbehrlich für die Sicherheit des Staates anerkennt. Wir wissen nicht, ob die Antinomie sich wirklich in dieser scharfen Form stellt. Aber jedenfalls hieße, wenn die Wahl zwischen diesen beiden Übeln notwendig ist, das zu opfern, was bis auf den heutigen Tag unsere historische Daseinsberechtigung ausgemacht hat, das Schlimmere wählen.  Ein Organ des öffentlichen Lebens, so wichtig es auch sein mag, ist nur ein Instrument, ein Mittel hinsichtlich seines Zwecks. Was nützt es, mit soviel Sorgfalt das Mittel zu erhalten, wenn man sich vom Zweck löst? Und was für eine armselige Rechnung ist es, wenn man, um zu leben, auf alles verzichtet, was den Wert und die Würde des Lebens ausmacht? *Et propter vitam vivendi perdere causas*!« (Wegen des Lebens die Gründe zu leben verlieren.)  »Die Menschen meiner Generation erinnern sich noch, wie groß unser Enthusiasmus war, als wir endlich vor ungefähr zwanzig Jahren die letzten Barrieren fallen sahen, die unsere sehnlichsten Erwartungen im Zaume hielten. Aber ach! Die Ernüchterung ließ nicht auf sich warten; denn man mußte sich bald eingestehen, daß man nicht wußte, was man mit dieser so mühsam erworbenen Freiheit anfangen sollte. Diejenigen, denen wir sie verdankten, bedienten sich ihrer nur, um sich gegenseitig zu zerreißen. Und von diesem Moment an fühlte man, daß sich ein Wind der Traurigkeit und Entmutigung über dem Land erhob, der tagtäglich heftiger wurde und schließlich damit enden mußte, daß er die schwächsten Hoffnungen zerstörte. Daher können wir es nicht bei diesem negativen Vorbild bewenden lassen. Man muß über die erreichten Ergebnisse hinausgehen, und wäre es nur, um sie zu erhalten. Wenn wir nicht endlich lernen, die Handlungsmittel einzusetzen, die wir in Händen halten, so ist es unvermeidbar, daß sie an Wert verlieren. Benutzen wir also unsere Freiheiten, um herauszufinden, was zu tun ist und es zu tun, um die gesellschaftliche Maschinerie, die den Individuen noch immer so starr gegenübertritt, geschmeidiger funktionieren zu lassen; um ihnen alle verfügbaren Mittel an die Hand zu geben, ihre Fähigkeiten ungehindert zu entwickeln; um schließlich daran zu arbeiten, daß die berühmte Maxime Wirklichkeit wird: Jedem nach seinen Werken! (...) Es handelt sich darum, den Individualismus zu vervollständigen, zu erweitern und zu organisieren, nicht, ihn zu beschränken und zu bekämpfen. (...) Es geht darum, sich des Denkens zu bedienen, nicht, es zum Schweigen zu bringen.  Erscheint unter diesen Voraussetzungen die Aufgabe nicht gänzlich vorgezeichnet? Alle diejenigen, die an die Nützlichkeit oder einfach nur an die Notwendigkeit der moralischen Veränderungen glauben, die seit einem Jahrhundert erreicht worden sind, haben dasselbe Interesse: sie müssen die Divergenzen vergessen, die sie trennen, und ihre Anstrengungen vereinigen, um die erreichten Positionen zu halten. Ist die Krise einmal überwunden, wird es sicherlich Gelegenheit geben, sich der Lehren der Erfahrung zu entsinnen, um nicht in diese unfruchtbar machende Inaktivität zurückzufallen, deren Last wir zurzeit tragen; aber das ist das Werk von morgen. Für heute besteht die dringliche Aufgabe, die allen anderen vorangehen muß, darin, unser moralisches Erbe zu retten; ist es einmal in Sicherheit, werden wir dafür sorgen, daß es erblüht. (...)« |

1. « L´individualisme et les intellectuels » — Revue bleue, 4e série, t. X, 1898, pp. 7-13. Siehe auch zum Vergleich : Émile Durkheim « L´élite intellectuelle et la démocratie » — Revue bleue, 5e série, t. l, 1904, pp. 705-706. [↑](#footnote-ref-1)
2. Von dieser Stelle an habe ich mich an der Übersetzung von Hans Bertram orientiert, dem das Verdienst zukommt, Durkheims Text dem deutschen Leser zugänglich gemacht zu haben. In: Bertram, Hans. Gesellschaftlicher Zwang und moralische Autonomie. Frankfurt 1986 S. 66 ff. Die Übersetzung wurde an einigen Stellen etwas abgewandelt, um dem französischen Sprachduktus noch näher zu kommen. [↑](#footnote-ref-2)